L'Alsace et la Lorraine à Londres et Alger : de la BBC à la Libération 1940-1944

Free France and Alsace

France libre und das Elsaß

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/162>

DOI : 10.4000/alsace.162

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010

Pagination : 199-273

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « L'Alsace et la Lorraine à Londres et Alger : de la BBC à la Libération 1940-1944 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 136 | 2010, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/162> ; DOI : 10.4000/alsace.162

L'Alsace et la Lorraine à Londres et Alger : de la BBC à la Libération 1940-1944

Introduction

A la fin juin 1940, l'Allemagne nazie annexe l'Alsace et la Lorraine. Le gouvernement de Vichy proteste en secret auprès de la Commission d'Armistice dès juillet puis en septembre 1940. En décembre 1940, Vichy s'incline devant les exigences allemandes : les jeunes Alsaciens mobilisés et servant dans les Chantiers de Jeunesse considérés comme « *Volksdeutsche* » sont « libérés ». Le général Doyen, chef de la délégation française à la Commission d'Armistice à Wiesbaden interprète ces concessions : « le Gouvernement doit accepter par un acte officiel que l'Alsace-Lorraine n'est plus sous sa souveraineté »¹. Des dizaines de protestations, toutes secrètes, vont se succéder : autant de gesticulations.

Il en va différemment à Londres. Là, le général de Gaulle a rejeté cet armistice « en bloc ». Il est « nul et non avenu », tout comme le sont l'annexion de l'Alsace et la Lorraine, territoires français occupés comme les autres, soumis seulement à un régime plus sévère que les autres. Il le proclame à la radio de Londres.

Et du fait de la France libre (et de la Grande-Bretagne), l'Alsace et la Lorraine prennent une place à part dans la guerre des ondes. Tout au long de la guerre, la BBC leur accorde une place particulière par des émissions

1. Compte rendu du général Doyen, président de la Section militaire de la Délégation Française, du 17 au 23 novembre 1940. La *Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice*. Recueil de Documents, t. II, Paris, 1950, p. 442-446.

régulières qu'assurent des officiers alsaciens et lorrains de la France libre. Par rapport au silence de Vichy puis à la complicité du « je souhaite la victoire de l'Allemagne », la protestation de la France libre constitue un titre éclatant de sa légitimité nationale. La voix alsacienne la plus célèbre de la BBC, qui s'y est pourtant fort peu exprimée est celle de Jacques d'Alsace. Sa fonction principale, au cours de la guerre, sera de diriger le Service d'Alsace et de Lorraine que le général de Gaulle institue à Londres, au début de 1943 et transfère à Alger, à partir de juillet 1943. Ce service doit préparer le retour de la France dans les départements annexés. Jacques d'Alsace s'exprime régulièrement sur les ondes de Radio-Alger².

Cette étude nous conduira donc de Londres, où la place de l'Alsace et de la Lorraine s'exprime d'abord sur les ondes de la BBC, que nous étudierons à travers les « scripts » que doivent remettre les intervenants pour contrôle politique et de sécurité. Prolongement de ces émissions assurées par des officiers alsaciens et lorrains, le service d'Alsace et Lorraine du Comité national français puis du Comité Français de Libération nationale (CFLN) prend tout naturellement sa place dans notre étude. Il devait préparer le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France, et la réintroduction de la législation et des pouvoirs publics français. Il devait s'appuyer sur les avis d'un « Conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine ». Les divisions entre Alsaciens et Lorrains – qui reproduisent celles de l'avant-guerre – rendront vaine la tentative du CFLN de se fonder sur les avis d'une représentation d'Alsaciens et Lorrains réfugiés. Lorsque le gouvernement de la France revient à Paris, il remettra sa politique alsacienne et lorraine sur le métier et ira à la recherche de représentants qualifiés de l'opinion alsacienne.

L'Alsace et la Lorraine à Londres : la BBC, la France combattante

La France libre : protestation publique contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine

Après la défaite de la France, la BBC réorganise ses émissions en langue française. Le 14 juillet, elle lance l'émission « *Les Français parlent aux Français* ». La France combattante du général de Gaulle assure l'émission « *Honneur et Patrie* ». Elles sont bien distinctes et soumises à des procédures différentes de contrôle par les autorités britanniques, mais

2. IGERSHEIM (François), Articles : Alsace, Strasbourg, in BROCHE (François), CAÏTUCOLI (Georges), MURACCIOLLE (Jean-François), *Dictionnaire de la France libre*, Paris, 2010.

les auditeurs ne s'en doutent pas et pour eux, la BBC en français c'était de Gaulle³. C'est dans ce cadre que prennent place les émissions en direction de l'Alsace. Le 24 juillet 1940⁴, un Alsacien⁵, ancien instituteur puis ingénieur des poudres à Toulouse, Speitel (pseudo de Camille Kestel⁶?) qui a rallié Londres en juin 1940, informe les auditeurs de l'annexion de l'Alsace-Lorraine au Reich et proteste contre ce coup de force⁷. Speitel se présente comme le secrétaire de l'Association des Alsaciens et des Lorrains libres⁸. Il renouvelle cette protestation le 2 août 1940. Le 29 juillet, René Cassin a émis la protestation de la France libre⁹. Pour le général de Gaulle qui intervient le 3 août, « l'ennemi commence à démembrer... la partie du territoire française qu'il occupe »¹⁰. Le 29 août, de Gaulle affirme :

Eh bien, la France libre ne veut pas de ce soi-disant armistice. Cet armistice est pour elle nul et non avenu. La guerre continue entre la France et ses ennemis. La guerre continue par l'Empire Français. La guerre continue passivement et reprendra un jour activement sur le territoire métropolitain, en attendant qu'elle passe sur le territoire de l'ennemi¹¹.

Pour le général de Gaulle, l'Alsace et la Lorraine sont des territoires français occupés comme les autres. Tout au long de la guerre, il désigne l'Alsace et la Lorraine sous le nom de sa capitale, Strasbourg. Il condamne le 20 décembre 1940 :

Les hommes qui ont accepté que l'ennemi fût et demeurât à Paris, à Bordeaux, à Lille, à Reims, à Strasbourg.

Huit jours plus tard, il reprend cette évocation des grandes villes aux quatre points cardinaux de la France occupée, dans sa célèbre allocution du 28 décembre 1940 :

Nous proclamons que l'ennemi est l'ennemi. Quand l'Allemand est à Paris, à Bordeaux, à Lille, à Reims à Strasbourg... il n'y a rien à faire que de combattre.

3. GALY-LUNEAU (Aurélien), *La BBC et les Français*, Th.MF., Bordeaux I. Lett, 2002.

4. BDIC BBC French Scripts 484 1940/9.

5. Il déclare avoir été soldat allemand pendant la première guerre mondiale.

6. Nom qui figure sur les « scripts » qu'il fournit à la BBC.

7. BDIC BBC French Scripts 484 1940/9.

8. Cette association est la relance d'une Association alsacienne et Lorraine de Londres, qui avait déjà été active pendant la 1^{ère} guerre mondiale, et encore présidée par un représentant des firmes de potasse d'Alsace, Roudolphi, installé à Londres depuis 1912.

9. CRÉMIEUX-BRILHAC (Jean-Louis), *Les voix de la liberté. Ici Londres 1940-1944*, 1, p. 29, Paris, 1975.

10. Général de GAULLE, *Discours et messages*, t. 1, 3 août 1940, p. 21-22, Paris, 1970.

11. Général de GAULLE, *Discours et messages*, t. 1, 3 août 1940, p. 31-32, Paris, 1970.

La cartographie nationale du général de Gaulle embrasse toute la France et met toutes ses grandes villes occupées à égalité¹².

L'Alsace dans les émissions de la BBC

Jusqu'à juin 1942, Speitel est chargé des émissions alsaciennes-lorraines de la BBC. Le 8 septembre, il s'élève contre l'indifférence alléguée des « Français de l'Intérieur » devant le sort de l'Alsace : « vous savez que vous n'avez pas le droit d'abandonner ce beau pays d'Alsace... »¹³. Le 25 novembre 1940, Speitel annonce que les Allemands ont fermé la cathédrale de Strasbourg au culte et au public ce qui provoque une vive émotion dans l'opinion réfugiée. Le 3 mars 1941, la BBC diffuse la nouvelle de l'exploit de Leclerc et de ses FFL à Koufra. Mais le récit du colonel Brosset, alors encore à l'état-major du général de Gaulle à Londres ne cite pas l'épisode du célèbre « serment de Koufra »¹⁴. D'autres émissions en direction de chacune des provinces de France peuvent bien prendre leur place dans la demi-heure des « *Français parlent aux Français* ». Mais aucune n'aura la régularité de celles adressées à l'Alsace et à la Lorraine.

La réorganisation de la BBC du 4 mars 1941 accroît considérablement sa puissance (et multiplie ses émetteurs). Ce jour-là, 4 mars 1941, Duchesne a programmé dans sa grande émission du soir des « *Français parlent aux Français* » une évocation de la protestation de février 1874, émise par le député Edouard Teutsch devant le Reichstag de Berlin. Son texte reprend la formule du député, qui a peut-être été à l'origine de « l'excuse de Londres ».

D'ailleurs, en admettant même que la France eût le droit de nous céder, le contrat que vous nous opposez n'a pas de valeur. Un contrat en effet ne vaut que par le libre consentement des deux contractants. [...] Et nos codes nous

12. Discours du Caire 5 avril 1941, de Brazzaville 22 avril 1941, de Londres du 2 octobre 1941, du 25 mai 1942, de l'Albert Hall du 11 novembre 1942, d'Alger le 6 juin 1943.

13. BDIC 484 1940/9, BBC French Scripts.

14. Jean-Christophe NOTIN relève qu'il existe une dizaine de versions différentes décrivant cet épisode. Le serment « authentifié » par Leclerc lui-même figure dans un télégramme au général de Gaulle du 17 juin 1941. NOTIN (Jean-Christophe), *Leclerc*, Paris, 2^e ed., 2010, p. 163.

enseignent que la violence est une cause de nullité pour les conventions qui en sont entachées¹⁵.

Le 4 avril, sa grille d'émission annonce : « comme tous les mardis à 18 h 30 et tous les vendredis à 11 h 45 vous entendrez nos cinq minutes consacrées à l'Alsace et à la Lorraine ». Toutes les trois semaines, les émissions alsaciennes sont diffusées en alsacien. S'étonnera-t-on de voir leurs auteurs recourir au sketch humoristique, comme si la langue dialectale ne pouvait servir de support qu'au théâtre comique ou au cabaret ? Ces émissions sont traduites en français et les deux textes soumis préalablement au contrôle de sécurité et au comité d'orientation politique, le *Political Warfare Executive*¹⁶.

Le 15 avril 1942, alors que les pressions allemandes pour le retour de Laval au pouvoir sont en train d'aboutir, la BBC diffuse le texte – déjà ancien, mais de plus en plus actuel –, de la déclaration de Laval du printemps 1941 : « les Alsaciens sont les enfants mineurs issus d'un mariage désuni, qui vivent tantôt avec leur père tantôt avec leur mère, qui les revendiquent toujours l'un et l'autre par la violence », et évoque du coup un « régime spécial pour l'Alsace et la Lorraine... qui sera résolu dans l'entente et dans l'amitié des deux grands pays voisins »¹⁷. Le 18 avril, Jean Marin¹⁸ affirme :

Plus qu'aucune autre province de France, l'Alsace-Lorraine a souffert et souffre de l'occupation allemande... Vichy l'a abandonnée froidement à l'Allemagne... Nous Français libres, nous n'avons pas renoncé à l'Alsace-Lorraine »¹⁹.

Le 5 juin 1942, Speitel exalte la résistance magnifique de Bir-Hakeim sous le commandement de Koenig « cet Alsacien authentique » de la

15. Est-ce cette formule qui a fait naître la légende de « l'excuse absolutoire » formulée par la BBC à l'encontre des Alsaciens qui auraient signé des serments, se seraient aventurés dans la collaboration et fait l'objet de sanctions d'épuration ? Le Service d'Alsace et de Lorraine en fait état dès novembre 1944 : « Partout on déclarait : « la radio de Londres nous a assurés que notre signature forcée ne nous engage à rien ». On espérait d'autre part, le départ des Allemands pour Noël, Pâques ou Pentecôte, et on faisait l'argumentation suivante : « il ne vaut pas le peine de risquer l'expulsion et la spoliation de tous les biens, nous hurlerons avec les loups et resterons de bons Français ». AN, F/1a/3 000. Service d'Alsace-Lorraine au Ministre de l'intérieur Tixier le 21/11/1944. Au moment du débat parlementaire sur l'amnistie de décembre 1950, le sénateur Kalb (Jacques d'Alsace) à qui la « promesse de Londres » est attribuée, dément à la tribune du Sénat, que de telles assurances aient pu être données. Et nous n'en avons pas trouvé trace dans les *BBC French Scripts*. Le directeur du journal MRP, *Le Nouveau Rhin Français*, Marcel Jacob lance alors une campagne de presse véhémente titrée : « *Wer hat es geboert?* » La question est posée en « Une » par le *Nouveau Rhin Français* huit jours de suite. Mais à la fin, Jacob doit bien en prendre acte : aucun lecteur ne peut faire état de souvenirs précis. Et le PCF et SFIO se gaussent de cette concurrence RPF et MRP pour les suffrages des épurés.

16. GALY-LUNEAU (Aurélien), *Op.cit.*, p. 66.

17. Cette déclaration avait paru dans la presse parisienne de la fin janvier 1941.

18. L'un des journalistes de l'émission « *Les Français parlent aux Français* ».

19. BDIC, BBC French scripts, French Service, Vendredi 18 avril.

lignée des Kléber, Kellermann et Rapp²⁰. La formule du discours de Laval du 22 juin 1942 « Je souhaite la victoire de l'Allemagne »²¹ soulève l'indignation. Speitel a beau jeu d'observer que c'est exactement ce que souhaitent les occupants de l'Alsace et de la Lorraine annexée²².

À l'automne 1942, la grille des émissions françaises de la BBC a à nouveau été modifiée : elle émet un quart d'heure à midi et un quart d'heure le soir, et l'émission « *Les Français parlent aux Français* » a lieu de 21 h 30 à 22 h 00. Les cinq minutes en direction de l'Alsace et de la Lorraine sont désormais placées tous les vendredis et l'émission en alsacien continue d'avoir lieu toutes les trois semaines.

Le 18 août 1942, l'émission alsacienne est assurée par un nouveau venu, le capitaine Jean Neurohr, agrégé d'allemand²³. Il semble plus à l'aise dans les émissions dialectales que ne l'était Speitel. Dès le 8 septembre, il protestait contre l'incorporation de force :

Chaque Alsacien ou Lorrain qui de force est engagé dans l'armée de l'ennemi, nous le considérons comme un otage pris par les Nazis. Chaque Alsacien ou Lorrain qui par suite de ces nouveaux ukases des Nazis serait blessé ou tué dans cette guerre, dans les rangs de l'ennemi, nous le considérons comme un otage fusillé²⁴.

20. BDIC, BBC, French scripts, dimanche 7 juin 1942. Le nom de Koenig servira encore dans ses campagnes électorales bas-rhinoises de l'après-guerre. Mais à Londres et Alger, on n'ignore pas que Koenig, de lointaine origine alsacienne, est Normand.

21. Pierre Laval, le 22 juin 1942.

22. BBC French Scripts, French Service, le 26 juin 1942.

23. Jean Neurohr (Schirrhoffen 10 mars 1903 - Haguenau 13 janvier 1972). Elève de l'Ecole normale supérieure, agrégé d'allemand, N. fait un séjour d'un an à Berlin en 1924, puis à Harvard jusqu'en 1929. Professeur à l'Institut Français de Londres de 1929 à 1939. Officier de réserve mobilisé, le capitaine Neurohr se rallie au général de Gaulle et fait partie de son cabinet militaire. Il assure les émissions alsaciennes de la BBC d'août 1942 à septembre 1943. Il rejoint alors Alger où il est affecté à la mission militaire française chargé du rapatriement des « Malgré nous » alsaciens à Moscou où il se rend en mai 1944. Après la guerre, il poursuit une carrière au ministère des Affaires Etrangères : premier secrétaire de l'ambassade de France à Varsovie, puis secrétaire français de la commission de Contrôle quadripartite de Berlin (1947-1948) enfin secrétaire d'ambassade, chef de service dans l'administration française de la Zone Française d'Occupation de la Rhénanie-Palatinat. À la fin d'avril 1951, il est nommé directeur de l'Institut français de Berlin. BARIETY (Jacques), La délégation diplomatique et la mission militaire de la France libre en URSS, in SOUTOU (Georges-Henri), ROBIN HIVERT (Émilie), *L'URSS et l'Europe de 1941 à 1957*, issu de deux colloques organisés à Moscou, Paris, 2008, p. 205. (Neurohr mars-avril 1944, affecté à la mission militaire du général Petit, avec Christian Fouchet).

24. L'évocation des incorporés de force est très fréquente dans le quart d'heure hebdomadaire alsacien. Il faut citer les émissions du 11/9, du 18/9, du 22/9 en alsacien, du 29/9, du 26/10 (J. Lorraine), du 20/10, du 24/11 (Jean Oberlé), du 8/1/1943, du 2/3, du 22/3, du 16/3 (Jacques d'Alsace), du 21/3 (Jacques d'Alsace) du 2/4 (Jacques d'Alsace), du 19/4, du 29/5 (J. Lorraine) du 29/6 (Neurohr).

Il renouvelait cette protestation le 11 septembre et avertissait : qu'on ne s'étonne pas du silence de Vichy.

Le 16 septembre, René Cassin, commissaire national à la Justice, au nom du Comité national français, proteste contre l'incorporation de force des Alsaciens et des Lorrains du 25 août 1942, et contre l'ordonnance de Vichy du 4 septembre 1942 instituant le STO²⁵.

Le 6 octobre dans les émissions alsaciennes et lorraines un nouveau venu prend la parole, au pseudonyme parlant : Jacques Lorraine²⁶. Neurohr poursuit ses chroniques. En alsacien, il lance le 13 novembre 1942 :

*Am letschte Sundi, wo d'Amerikaner in Afrika gelandet sin, han alli Elsasser und Lothringer uff d'ganze Welt uffgeschnüfft, un ihri Herze han anfangs schneller zu schlafe, denn se wesse un spure alli : dess isch's Morjerot*²⁷.

[Trad. : Dimanche dernier, quand les Américains ont débarqué en Afrique, tous les Alsaciens et Lorrains du monde entier ont respiré plus allègrement et leurs cœurs ont commencé à battre plus vite, car ils savent et sentent tous : c'est l'aurore!]

Le même jour, la BBC signale que les Alsaciens et Lorrains risquent, après l'invasion de la zone non-occupée, d'être pris par les Allemands et demande qu'on leur prête aide et assistance :

Périgourdins, Catalans, Provençaux, Lyonnais, Limousins, Marseillais, écoutez la grande voix de la patrie qui vous dicte votre devoir. Aidez nos frères alsaciens et lorrains en danger²⁸.

Après les avoir formulés en français le premier de l'An, Neurohr adresse ses vœux le 4 janvier 1943, en alsacien :

Glücklich neis Johr un alles was Eich selwer wunsche. Un was Eich wunsche dass wisse mer jo. Sogar s'Schwowe hans gemerickt. ... Mer bruche nimmi uff d'Uhr ze loje. Mer wesse well Zit ass isch. Ball wirds widder 1918. Mer kenne jetzt schun uff alli Weijwieser schriewe wo niwer ins Badische zeije : Heim ins Reich, mit ne. Sogar

25. CRÉMIEUX-BRILHAC (Jean-Louis), *Les voix de la liberté. Ici Londres 1940-1944*, II, 216, Paris, 1975.

26. Pseudo de Jacques Huntzbuchler, fonctionnaire au service d'information de la France libre puis du CFLN. Il sera employé après la Libération aux *Cahiers Français* (communication de M. Crémieux-Brilhac, que nous remercions). Pendant la guerre, Jacques Lorraine est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *La France allemande, l'exemple de l'Alsace-Lorraine*, publié en 1942 en Grande-Bretagne et aux États-Unis, fondé sur le dépouillement de la presse allemande en Alsace. En 1943, Jacques Lorraine publie à Alger « *L'autre bataille de France* », qui dénonce la politique de la collaboration puis à l'automne 1944, à Paris : « *Les Allemands en France* » un tableau de la politique allemande dans différentes régions de France : la Bretagne, la Zone interdite Est, la Bourgogne, l'Alsace et la Lorraine ». Il évoque dans le dernier chapitre, sans la commenter, son allocution de 1943 invitant les incorporés de force à désertre.

27. BDIC, BBC French Scripts, 13 novembre 1942, 13 h., texte de Neurohr.

28. BDIC, BBC French Scripts, 13 novembre 1942, 13 h., texte de Desforges.

s'Vieh im Stall weiss was los isch. Der Guckelbahn kreit widder «Vive la France», s'Vieh bruhlt «Vive de Gaulle» un nur a paar dummi Schwowe Hähnle, wo meine se kenne kraje un wo ball gemetz were, die rufe noch « Heil Hitler ». Gut Nacht bisamme. Schlofe gut. In drei Wuche, redde mer widder mit enand» Salut.²⁹

[Trad. : Bonne année et que vos vœux s'accomplissent. Et vous connaissez bien vos vœux. Même les Allemands les connaissent. Point n'est besoin de regarder sa montre. Nous savons quelle heure il est. Bientôt à nouveau 1918. Nous pouvons à nouveau écrire sur tous les poteaux indicateurs qui indiquent le chemin du Pays de Bade : bon retour dans le Reich. Les animaux de l'étable savent où l'on en est. Le coq chante à nouveau « Vive la France », les bovins meuglent « vive de Gaulle ». Seuls quelques imbéciles de petits coqs qui croient qu'ils peuvent encore chanter et qui passeront bientôt dans la casserole crient encore « Heil Hitler ». Dormez bien. Dans trois semaines nous causerons à nouveau ensemble. Salut.]

1918 : c'est aussi le mot d'ordre des émissions de Jacques Lorraine, tout au long du mois de janvier 1943. Le 19 février 1943, Jacques Lorraine informe les Alsaciens de la condamnation à mort de Lucienne Welschinger et Marie Gross, mais le *Political Warfare Executive* a barré les noms des autres condamnées du réseau des « Pur Sang » : Alice Daul, Marie-Louise Daul, Emilie Weisheimer, Anna Muller³⁰.

C'est le 16 mars 1943 qu'un certain « Jacques d'Alsace » intervient pour la première fois à la BBC. Il exalte le courage des condamnées de janvier 1943 et rappelle : « les Alsaciens français ne peuvent être condamnés pour trahison envers le Reich. Bien au contraire, ils défendent si magnifiquement nos traditions, notre passé et notre honneur »³¹. Ce pseudonyme constitue le pendant de celui de Jacques Lorraine et explique son choix. Le 23 mars, la BBC reprend l'un de ses articles de *La Marseillaise*, le journal français libre de Londres, et dénonce les condamnations à mort prononcées par le *Volksgerichtshof* ainsi que les internements au camp de Schirmeck.³²

Jacques d'Alsace est donc intervenu à plusieurs reprises à la BBC, lorsqu'il est présenté fort solennellement à l'émission « *Honneur et Patrie* » du 2 avril 1943 en ces termes : « Une haute personnalité alsacienne, qui a dirigé sur le sol national la résistance des Alsaciens et des Lorrains

29. BBC, French Scripts, 4 janvier 1943, 19.30-19.45, texte de Neurohr.

30. BDIC, BBC French Scripts, 19 février 1943, Texte de Lorraine.

31. BDIC, BBC French Scripts, mardi 16 mars 1943, Quart d'heure du soir 19.30. C'est l'argumentation qu'à la demande du chanoine et sénateur Muller, le Maréchal Pétain développe auprès de la chancellerie d'Hitler, pour obtenir un sursis à l'exécution de Lucienne Welschinger, qui reste en prison jusqu'en 1945. Les autres condamnés à mort du printemps et de l'été 1943 (réseau des jeunes communistes haut-rhinois et Front de la jeunesse alsacienne, catholique) seront exécutés.

32. BDIC, BBC French Scripts, 23 mars 1943, Quart d'heure du soir.

vient de se rallier au général de Gaulle. Ecoutez la voix de l'Alsace... ». Jacques d'Alsace reprend la dénonciation des crimes de l'occupant en Alsace et du silence de Vichy ; il appelle les Alsaciens à la solidarité et à la fidélité dans l'épreuve. Il reprend à nouveau la parole le 6 avril dans le quart d'heure du soir. Ce n'est que le 19 avril 1943 que Jacques d'Alsace prononce l'allocution que Crémieux-Brilhac a publiée :

Il est là bas entre Vosges et Rhin et sur les bords de la Moselle, un petit peuple qui depuis plus de trois siècles avait apporté sans compter au fonds commun du patrimoine national ses traditions de fidélité, son enthousiasme, sa foi et sa ferveur patriotique. Il est là-bas, à l'extrême Est de notre pays un petit peuple qui sans cesse se sacrifia pour briser les assauts furieux du pangermanisme et pour défendre la France³³.

Et de dénoncer le Maréchal et Laval... Et d'assurer :

Vichy a pu nous voler nos illusions, jamais pourtant nos espérances... Et quand nos drapeaux seront de retour dans nos cités, dans nos villages, et quand redescendra des Vosges notre France, elle retrouvera une Alsace et une Lorraine qui auront su rester fidèles, dures à l'envahisseur, résolues dans leur obstination, françaises, totalement françaises malgré tout³⁴.

Jacques d'Alsace n'interviendra plus à la BBC que par des textes transmis d'Alger ou en septembre 1944, de Paris. Il n'est jamais intervenu en alsacien, qu'il maîtrisait mal³⁵.

Le Service d'Alsace-Lorraine à Londres

Ainsi Jacques d'Alsace qui après guerre incarna la BBC pour l'Alsace, n'y sera intervenu que pendant quelques semaines. Ce n'est pas sous ce nom de guerre qu'il avait brillé jusqu'alors, mais sous son patronyme de Paul-Jacques Kalb. Né à Mulhouse en 1898, Kalb a fait ses études secondaires à Zurich et s'engage dans l'armée française en 1917. Après des études de droit, il s'inscrit au barreau de Colmar en 1923. Il sera pendant toute la période affilié au SR français. Kalb est Croix de Feu, puis responsable PSF de Colmar. Il est très lié à Charles Vallin qui parraine le journal des jeunes PSF alsaciens, « *la Jeune France* ». Il a succédé en 1932 à Alfred Wallach, devenu député (libéral) de Mulhouse, à la présidence de la Fédération des Engagés volontaires d'Alsace et de Lorraine. Dès 1928, Wallach et lui ont mis sur pieds une « Entente nationale », pendant laïc de

33. CRÉMIEUX-BRILHAC (Jean-Louis), *Les voix de la liberté. Ici Londres 1940-1944*, III, 137-138, Paris, 1975.

34. BDIC, BBC French Scripts, 19 avril, Quart d'heure du Soir.

35. Ayant fait ses études à Zurich, il maîtrisait parfaitement l'allemand. Avocat au barreau de Colmar dans l'entre-deux guerres, il comprenait évidemment l'alsacien, mais il le parlait avec un fort accent suisse alémanique, et s'abstenait le plus possible d'y recourir pour ne pas surprendre ses interlocuteurs. (Communication orale de M^e Serge Kalb, fils de Jacques d'Alsace).

l'APNA catholique, destiné à combattre l'autonomisme. En 1936, Wallach et lui renouvellent cette opération avec la création d'un « Rassemblement national » contre le Front populaire. Kalb est donc déjà un vétéran des luttes politiques haut-rhinoises, colmariennes et mulhousiennes, un familier de son personnel de la droite parlementaire mais aussi de son extrême droite Action française ou cagoularde³⁶. Mobilisé en 1939, la débâcle le trouve à Toulouse. Inutile de revenir à Colmar, où les Allemands ne se contenteraient pas de le refouler.

Le service des réfugiés et expulsés non rapatriables

Il s'installe à Lyon, et en novembre 1940, y crée un « Service des réfugiés et expulsés non-rapatriables d'Alsace et de Lorraine », responsable de l'accueil des expulsés et évadés et de leur reclassement dans toute la ZNO. Le service est financé par les fonds secrets qui lui remet Louis Lavagne, chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine au cabinet du Maréchal. A ses côtés, le capitaine Courbot, Ségolène de Wendel, et M^{me} Moret-Comment. Courbot, industriel à Guebwiller, est comme lui officier du SR français : l'accueil des réfugiés permet de collecter de précieux renseignements sur l'Alsace-Lorraine³⁷. Outre ses relations avec les anciens du PSF, Vallat, alors secrétaire aux Anciens combattants³⁸ et Charles Vallin³⁹, ses liens avec Vichy le font bénéficier de hautes protections et d'informations privilégiées. Il est étroitement lié au réseau Dungler (Martial) ou 7^e colonne, rattaché lui aussi, au SR français et à ses différents services⁴⁰. Il a pris sa place dans le personnel politique haut-rhinois réfugié et est nommé membre de la

36. TROALEN (Anne-Laure), *Le Parti Social Français en Alsace. 1936-1939*, Master 2, 2008. *Chantiers historiques en Alsace*, n° 10. Publication électronique : <http://www-umb.u-strasbg.fr/alsace.html>.

37. AN F/1a/3731. Courbot rejoindra Londres également.

38. Archives du Lot-et-Garonne (Agen). Kalb obtient le maintien de l'autonomie de la Fédération des Engagés volontaires alsaciens du Lot-et-Garonne en se réclamant de Vallat. Le PSF prend à ce moment-là ses distances avec la Légion française des combattants.

39. Communication de M^e Serge Kalb.

40. Dungler baptisé « Dingler » est désigné comme responsable d'un « réseau alsacien » par Groussard, *Chemins Secrets*, Paris, 1947. Sur Groussard, BELOT (Robert), *La Résistance sans de Gaulle*, Paris, 2006. Sur le réseau de « la Résistance Alsacienne » et ses Groupes Mobiles Alsace (GMA), voir aussi IGERSEIM (François), *Les Carrefours des Tilleuls*, Strasbourg, 2008. Le réseau « Martial » a participé à l'évasion du général Giraud. Dungler (pseudo Martial) a pris contact avec le BCRA par l'intermédiaire de Paul Armbruster (Alaric) et de l'abbé de Dartin. Le BCRA lui a confié contre subsides « certaines missions de renseignement » en Alsace-Lorraine. Le BCRA rompt avec lui quand il apprend qu'il figure également parmi les agents de Groussard et est également financé par lui. (PASSY, *Missions secrètes en France*, Paris, 1951, p. 337-338). D'après Eschbach, Kalb et Dungler auraient été reçus ensemble par le Maréchal Pétain au printemps 1942, après avoir été inquiétés par la police de Vichy (Pucheu), ce qui témoigne, au moins à ce moment là, de l'étroitesse de leurs liens. ESCHBACH (Jean), *Au cœur de la résistance alsacienne*, Colmar, 2003, p. 128. Très proluxe dans la citation de noms d'acteurs de la période, Eschbach est étonnamment discret sur Kalb.

Commission administrative du département replié du Haut-Rhin, dont la préfecture est à Agen⁴¹.

La lettre ouverte au général Huntziger

Kalb se distingue dès mai 1941 par une lettre ouverte au général Huntziger, ministre de la guerre de Vichy où il proteste contre les termes des déclarations de Laval comparant l'Alsace et la Lorraine aux « enfants mineurs » d'un « ménage désuni ». Kalb a fondé un centre d'études et de documentation sur l'Alsace qui comprend le banquier E. Wenger-Valentin, l'avocat Frédéric Scheer, chef de cabinet du maire (nommé) de Lyon Georges Villiers, Jacquel, président de la CCI de Strasbourg, Robert Schuman, évadé d'Allemagne et réfugié à Lyon, Ruillier industriel à Mulhouse, Eude, secrétaire général de la CCI de Strasbourg, Jacques Hatt historien de Strasbourg, Frey maire de Strasbourg, Schmidt-le-Roi ancien secrétaire général de l'APNA, Hocquard maire de Metz, et le député de Molsheim et président régional de la CFTC Henri Meck⁴². C'est le refus du Maréchal de protester contre l'incorporation de force qui va faire basculer Kalb. Une première réunion de parlementaires tenue à Vichy à l'initiative du sénateur Muller et du député Meck le 4 septembre adjure le Maréchal de sortir du silence. Le 27 octobre, Kalb a participé à la seconde réunion des « parlementaires alsaciens » de Clermont-Ferrand, convoquée par Charles Hartmann, député de Thann, alors à Saint-Gaudens, et réunissant Robert Schuman, Robert Sérot, les sénateurs Muller et Urban, Meck, Elsaesser, Walter, Oberkirch, députés, Jacquel et Maechling conseillers généraux ou membres de la Commission administrative du Bas-Rhin, Burrus, Fega, Hartmann, députés, Richard, Klein, Pfleger,

41. La loi de l'Etat français du 12/10/1940 avait créé des « Commissions administratives » remplaçant les Conseils généraux. Pouvaient donc y être nommés des personnalités qui n'étaient pas élus cantonaux. La commission du Haut-Rhin replié comprend le sénateur Jourdain, le président du Conseil général André (CG Masevaux) Hartmann (CG Munster), Bockel (CG Thann), Kalb (Expulsés), Blech (Service d'Alsace-Lorraine), le D^r Pfleger (sénateur jusqu'en 1936 et CG de Ribeauvillé). La Commission administrative du Bas-Rhin comprend Oberkirch, Seltz, Walter, Elsaesser (députés) le comte de Leusse (sénateur), Jacquel (président de la Chambre de commerce de Strasbourg), Frey (maire de Strasbourg). Mais au contraire des celles des autres départements français, Vichy n'avait pas publié la composition des commissions administratives des départements annexés de fait. La loi du 7 août 1942 supprime ces commissions et crée des Conseils départementaux. Aux termes de l'ordonnance du CFLN du 21 avril 1944, les membres des CA et des CD tombaient sous le coup de l'indignité nationale et de l'incapacité. Le ministère de l'Intérieur décide que les dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 ne sont pas applicables aux membres des CA des départements repliés dont la création et la composition n'avaient pas été rendues publiques, ce qui permettait de réinstaller Frey et Hocquard dans leurs mairies de Strasbourg et Metz. AN, F/1a/3300, Laffon au Ministre de l'Intérieur, Tixier, le 12/10/4.

42. Elle a entrepris des travaux de documentation et d'étude, utilisés plus tard dans le cahier spécial de *Témoignage Chrétien, Alsace et Lorraine, terres françaises*, octobre-décembre 1943, p. 60-62.

Kalb, conseillers généraux ou membres de la Commission administrative du Haut-Rhin. Robert Schuman rédige la protestation qui fut à nouveau ignorée par le Maréchal⁴³.

Le contact avec Londres : Moulin

Charles Vallin a quitté la France pour Londres en juillet 1942, après des contacts pris avec Brossolette⁴⁴ qui tout comme Moulin, souhaite le ralliement de personnalités du PSF. Au début de septembre, Paul-Jacques Kalb demande un contact avec un « agent de Londres »⁴⁵. Or un jeune lieutenant *Free French*, Daniel Cordier (pseudo Caracalla), qui vient d'être parachuté sur la France au début d'août 1942, avait logé à Lyon chez M^{me} Moret-Comment. Elle travaille au Service des Expulsés et Evadés⁴⁶. Elle lui fait part du désir de M^e Kalb de rencontrer « un agent de Londres ». Cordier relaye cette information à Rex-Moulin au début de septembre 1942. PSF, et ayant servi Vichy, Kalb ne vient pas des courants politiques majoritaires de l'Alsace d'avant-guerre et leur est même fortement hostile. Mais c'est une personnalité de premier plan du monde réfugié alsacien et lorrain particulièrement à Lyon. Moulin répond de suite favorablement et rencontre Kalb⁴⁷. Il confie après l'entretien à Cordier : « Vous remercieriez M^{me} Moret. M^e Kalb est une recrue très utile pour le Général. C'est un remarquable conseiller pour rallier les Alsaciens-Lorrains. Gardez le contact »⁴⁸. Cependant, Moulin demande à Cordier de lui organiser un rendez-vous avec Robert Schuman qu'André Philip lui a

43. Textes du 4 septembre dans *Alsace et Lorraine, terres françaises* d'octobre-décembre 1943, p. 60-62. Également dans le *Bulletin du Comité Alsacien et Lorrain d'Alger* du 1^{er} mai 1943. Texte de la protestation du 27 octobre 1942 dans le rapport de G. de Courcel à Tixier du 20/11/1944, reprenant une note de Meck F/1a/3300. Texte repris dans la lettre de Meck au général de Gaulle du 29/11/1944. AN, 3/AG/40. Publiée dans IGERSEIM (François), Henri Meck, la première carrière, 1919-1945, *Annuaire de la Société d'Histoire de Molsheim*, 2006. La liste des signataires est donnée dans *Le Nouvel Alsacien* du 5 janvier 1945.

44. BROCHE (François), le ralliement de Charles Vallin, in *De Gaulle chef de guerre, de l'appel de Londres à la Libération de Paris*, Colloque de la Fondation Charles de Gaulle, Paris, 2008, p. 225-241. Le journaliste socialiste Pierre Brossolette devenu à Londres, chef adjoint du Bureau Central de Renseignements et d'Action (BCRA) organise en juillet 1942, le passage à Londres du député PSF Charles Vallin (qui avait voté oui). Vallin sera brièvement chargé de mission au cabinet du général de Gaulle à Alger, mais récusé par la gauche comme député à l'ACP en novembre 1943 pour son vote « oui » du 10 juillet 1940, préfère reprendre du service dans l'armée de Lattre.

45. Le journal de Daniel CORDIER, *Alias Caracalla*, Paris, 2009, lève enfin le voile sur cet épisode que ses ouvrages précédents n'avaient pas abordé.

46. Cordier avait été logé par son contact Schmidt, chez les Moret. Marguerite Moret est alors recrutée par Cordier pour faire partie du secrétariat de Moulin. MOULIN (Laure), *Jean Moulin*, Paris, 1969 ; CORDIER (Daniel), *Jean Moulin, la République des Catacombes*, Paris, 1999, p. 178-179 ; Du même : *Alias Caracalla*, Paris, 2009.

47. Où il disposera d'une « boîte à lettres ». CORDIER (Daniel), *Alias Caracalla*, p. 548.

48. CORDIER (Daniel), *Alias Caracalla*, p. 435-436.

demandé d'envoyer à Londres pour s'occuper des questions concernant les Alsaciens-Lorrains »⁴⁹. Cordier sera donc l'intermédiaire entre Kalb et Moulin.

Le salut par le ralliement au général de Gaulle

L'attitude de Kalb contraste avec celle des autres chefs de la « Septième colonne ou Résistance alsacienne »⁵⁰ restés farouchement attachés au Maréchal. Mais elle est fondée sur une analyse politique de l'opinion alsacienne faite par la « Septième colonne » elle-même. Dans un rapport au Maréchal du 10 mai 1942, n'a-t-elle pas signalé que :

Soumise aux seules influences de la radio de Londres, prête à s'accrocher à n'importe quel point d'appui, il était parfaitement excusable que 85 % des Alsaciens ne voyaient le salut que dans le gaullisme, et qu'ils s'y lancèrent à corps perdu. 10 % seulement se rangèrent au début derrière le Maréchal et les 5 % en majorité de descendance allemande se rangèrent derrière l'envahisseur.

Dès novembre 1941, ajoutait l'auteur du rapport, la Septième colonne s'était efforcée de procéder au « redressement de l'esprit de la masse de la population alsacienne pour lui faire comprendre la nécessité de ne pas tabler sur le gaullisme et de se placer derrière le Maréchal⁵¹ ». Mais depuis la fin août 1942, Kalb a cessé de croire au Maréchal. Il continue de se rendre à Vichy où Lavagne le reçoit encore le 7 novembre 1942⁵².

L'invasion de la Zone non occupée

Mais après l'invasion de la zone non-occupée, le personnel du service des expulsés et réfugiés, et leurs amis, Courbot, Scheer, Hatt, Wenger-Valentin, recherchés par la police, se dispersent. Wenger-Valentin est passé en Algérie, où il a établi des succursales de sa banque le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL). Courbot gagne Londres à son

49. CORDIER (Daniel), *Alias Caracalla*, p. 436. Cette rencontre a-t-elle eu lieu ? Schuman était alors à Lyon. Il se rend à Clermont-Ferrand pour la réunion des parlementaires du 27 octobre, puis après l'invasion de la Zone Non-Occupée en novembre 1942, se réfugie à Rodez chez son ami Emile Baas puis dans l'Ardèche. L'exfiltration de Marin avait été demandée à Moulin, fin 1942, mais Marin avait alors refusé de partir (CORDIER, *op. cit.*, p. 688). Il n'arrivera à Alger qu'en avril 1944.

50. Son état-major est formé de Dungler, Kibler, Ernest Georges, et basé à Couzon-du-Mont d'Or. Il est financé par les services de Vichy.

51. AN, F/1a / 4003, 10 mai 1942. Kalb a loyalement remis ce rapport, dont il avait un exemplaire, au Service d'Alsace-Lorraine, à Londres. Il date de l'époque (mai 1942) où Eschbach situe l'audience commune accordée par le Maréchal à Dungler et Kalb et où ils se plaignent tous deux de la police de Pucheu. ESCHBACH (Jean), *Au cœur de la résistance alsacienne*, Colmar, 2003, p. 128.

52. CERNAY (Louis), *Le Maréchal Pétain, l'Alsace et la Lorraine*, Paris, 1955, p. 123. Cernay est le pseudonyme de Louis Lavagne.

tour. Kalb se sait recherché par la Gestapo et doit se cacher. Le 8 janvier la Gestapo se rend au Centre pour y arrêter Kalb et Courbot : elle arrête le fils de Courbot. Le 18 janvier, elle arrête Ségolène de Wendel, qui sera déportée, et le lendemain, M^{me} Moret qui avait assuré la marche du service⁵³. Moulin inclut Kalb dans un programme d'enlèvement par Lysander. Ce choix du fondateur du CNR vaut élection : faute d'autres ralliés venus des courants majoritaires de l'opinion alsacienne, Moulin fait de Kalb le porte-parole de l'Alsace. Moulin et Delestraint partent le 12 février. Kalb part « à la lune de février »⁵⁴. Le 23 mars, à son retour en France, Max fait savoir à Londres, parmi d'autres nouvelles moins bonnes – les départs en Allemagne pour le STO battent leur plein et les maquis se remplissent de jeunes à prendre en charge – : « Déclaration Alsace BBC excellent effet sur compatriotes »⁵⁵.

Le service d'Alsace Lorraine du Comité national français

A Londres, outre ses allocutions à la BBC, Kalb, désormais Jacques d'Alsace, rédige quelques rapports pour le BCRA et le commissaire national à l'Intérieur, André Philip. Il fait le point sur l'Alsace et la Lorraine repliées en France, et énumère institutions, associations et personnalités de l'Alsace et la Lorraine réfugiée, ainsi que le nombre et les conditions de vie des réfugiés : vu le rôle éminent qu'il a joué dans ces organismes, ce rapport est exceptionnellement bien informé⁵⁶. Dans un rapport du 12 mars, il dénonce la politique de Vichy à l'égard de l'Alsace-Lorraine et son silence à l'égard de l'annexion puis récemment de l'incorporation de force. Il y dénonce Laval et ses entretiens de novembre 1940 avec Goering mais aussi les démarches de Rossé à Vichy et à Paris, qui visent à obtenir la « neutralisation de l'Alsace-Lorraine ».

La question des incorporés de force

Mais c'est pour la question des incorporés de force que ses informations et ses recommandations ont le plus d'effets. C'est probablement lui qui informe Soustelle, commissaire à l'information, du problème posé par l'arrivée massive sur le front russe des incorporés de force alsaciens⁵⁷.

53. CERNAY (Louis), *Op.cit.*, p. 166-167. Elle sera déportée (MOULIN (Laure), *Jean Moulin*, Paris, 1969).

54. D'après Cordier, *op.cit.*, 609, il devait partir avec Revers et Kientz. Laure Moulin assure que Kalb a raté l'avion qui emporte Delestraint et Moulin le 14 février (NOGUERES (Henri), *Histoire de la Résistance en France*, t. III, Paris, 1972, p. 190, (citant Laure Moulin, *Op.cit.*).

55. NOGUERES (Henri), *op.cit.*, t. III, p. 249.

56. AN F/1a/3731 et F/1a/ 4403 MMLA. L'Alsace-Lorraine repliée en France, 6 mars 1943.

57. Rapport Soustelle du 15 mars cité par J. BARIETY et Corinne DEFANCE. Les Missions de la France libre en Union soviétique et les Malgré-Nous (1942-1944), *Revue d'Allemagne*, 39/2007.

Dans la deuxième quinzaine de mars, le général de Gaulle reçoit Kalb et crée le service d'Alsace et Lorraine, rattaché au Commissariat à l'Intérieur d'André Philip. La note de Jacques d'Alsace du 26 mars sur les incorporés de force est transmise sous cette en-tête au Commissaire à l'Intérieur André Philip qui la retransmet au commissaire aux affaires étrangères René Massigli⁵⁸. Jacques d'Alsace y fait le point des différentes catégories d'incorporés de force alsaciens et lorrains, sans oublier les NSKK⁵⁹ requis sur le front russe, évalue les effectifs des classes incorporées, et insiste sur le fait que très peu d'entre eux sont « volontaires ». Il insiste sur les précédents de la guerre 1914-1918, et conclut :

Durant la guerre 1914-1918, les autorités militaires russes avaient pris des mesures spéciales en faveur des prisonniers alsaciens et lorrains. Ils étaient après vérification sommaire de leur identité, séparés des prisonniers allemands et internés dans un camp spécial. Une commission de triage examinait alors minutieusement le cas de chacun. Cette façon d'opérer permit l'envoi en France de près de 6000 Alsaciens et Lorrains qui s'engagèrent volontairement dans l'armée française. Des mesures analogues devraient être prises actuellement⁶⁰.

Le 29 mars, il revient à la charge dans une « Note relative aux prisonniers de guerre alsaciens et lorrains », et recommande :

L'envoi en Russie d'un Alsacien ou d'un Lorrain parlant le patois et l'allemand. La commission de triage envisagée devrait être présidée par un Français parfaitement au courant de la mobilisation de nos deux provinces et pouvant baser son jugement sur des faits précis. Il serait souhaitable que la personne chargée de cette mission ait des connaissances suffisantes de la langue russe pour pouvoir traiter directement avec les autorités russes⁶¹.

Il recommande enfin que la BBC fasse un appel aux Alsaciens et Lorrains pour leur faire connaître les dispositions prises en commun par Français et Russes. Il ajoute :

Les services de propagande dans les unités allemandes affirment toujours que les Russes ne font pas de prisonniers, et que n'ayant pas signé les conventions de Genève, ils exterminent les soldats ennemis qui tombent entre leurs mains. Ces

58. AN F/1a/3731, Service d'Alsace et de Lorraine, Jacques d'Alsace au Commissaire à l'Intérieur 26 mars 1943. Annotation au crayon : Communiquer à M. Massigli.

59. *Nationalsozialistisches Kraftfahrkorps*, formation du parti nazi spécialisée dans le transport automobile.

60. Le Comité français préconisait la formation dans l'armée rouge d'une unité alsacienne et lorraine composée d'anciens prisonniers alsaciens et lorrains. La note de l'ancien président des Engagés volontaires d'Alsace et de Lorraine conseille de revenir au précédent de la Première guerre mondiale.

61. Ce qui aboutira à la nomination de Neurohr auprès de la mission militaire française en Union soviétique.

assertions pourraient faire hésiter nos compatriotes à gagner les lignes russes ou à se rendre sans se défendre⁶².

Maurice Schumann a communiqué à Massigli un projet d'appel de Jacques d'Alsace, en insistant sur le fait que cet appel aurait infiniment plus de poids s'il pouvait coïncider avec la publication d'un accord avec le gouvernement soviétique. Or on sait maintenant que le ministère des affaires étrangères soviétique ne souhaitait pas cet accord, qui n'interviendra qu'après la reconnaissance du CFLN par le gouvernement soviétique, le 26 août 1943⁶³. L'appel de Jacques d'Alsace ne sera donc prononcé qu'ultérieurement. Au mois de mai et juin 1943, la BBC n'abordera ce sujet que fort prudemment.

Les émissions alsaciennes de la BBC jusqu'à la fin de la guerre

Entre temps, à Moscou, le commandant Mirles, chef adjoint de la mission militaire française en Russie avait convaincu Ilya Ehrenbourg d'agir en faveur des « malgré nous » alsaciens et lorrains. Ilya Ehrenbourg publie des articles dans le quotidien de l'armée « *l'Etoile Rouge* »⁶⁴. Ce sont sur ces articles que se fondent les porte-parole alsaciens et lorrains de la BBC. Le 28 mai 1943, Jacques Lorraine cite Ehrenbourg et relate l'histoire d'un « André, incorporé de force » qui passe aux Russes. Les consignes qu'il donne sont prudentes :

Faites semblant de d'obéir de bon cœur aux ordres de l'ennemi. Attendez seulement le moment favorable. Mais lorsque l'occasion se présente, ne la laissez pas échapper par hésitation. Fuyez dans les lignes russes, comme vient de le faire l'Alsacien André dont l'écrivain Ilya Ehrenbourg vient de raconter l'histoire. « J'ai attendu la première occasion pour passer chez les Russes ». Ainsi feront tous les Alsaciens et tous les Lorrains déportés sur le front russe. Que tous se donnent le mot d'ordre. Pour faciliter leur passage, que tous apprennent ces deux mots de russe : « *Frantzous Ja Priatelj* », qui veut dire « Je suis Français, je suis un ami ». Répétez le et faites le répéter aux autres⁶⁵.

En alternance avec Jacques Lorraine, Neurohr continue d'assurer les cinq minutes alsaciennes, y compris en alsacien. Le 25 mai 1943, il lance :

Seppel.-D'kleine Kinder wisse bi uns besser was los isch, ass alli die Maenner, Goebbels un Kricherer. Ewe bin ich ewer de Kleinkinderspielplatz gange un do han ich hert wie d'Kneekes jetzt erzaeble. Naemlich so :

62. AN F/1a/3731. Service d'Alsace et de Lorraine. Note au Commissaire à l'Intérieur. 29 mars 1943.

63. BARIETY (J.) et DEFRANCE (Corinne), art. cit., *Revue d'Allemagne*, 39/2007.

64. BARIETY (J.) et DEFRANCE (Corinne), art. cit., *Revue d'Allemagne*, 39/2007, p. 540.

65. BDIC, BBC French Scripts, vendredi 28 mai 1943.

*Stalin-grad, Hitler-krumm,/Dr Roosevelt kommt hinterrum/Dr de Gaulle geht
uff Affrik/Dr Rummel geht heim/
Dr Churchill lacht, dr Russe hielt/Dr Wagner, dr Birickel/Die ganz
Nazilumpedings/Dess flieht nuess
Parteigenosse Knopfloch.-Das ist ja ein jüdischer Bolschewistenreim.
Seppel. Nein, dummer Seckel, dass isch numme volkschaftes Elsässerditsch dass
basst besser, ass alli die lange Ufsaetz im Strossburjer Kaesblatt !*

[Trad. : Seppel – les gamins savent mieux ce qui ce passe que tous ces types, les Goebbels et autres fayots. Je suis passé tantôt par le petit parc où jouaient les enfants et ai entendu ce qu'ils se disaient. Voilà : Stalindroit, Hitlertordu, Le Roosevelt vient par derrière, le De Gaulle part pour l'Afrique, le Rommel rentre chez lui, le Churchill rit, le Russe pleure, le Wagner, le Burckel et tous ces chiffonniers de nazis, passent par la fenêtre. Le membre du parti nazi Knopfloch (insigne à la boutonnière) – voilà une comptine bolchevique et juive. Seppel. Eh non imbécile, ce n'est que de l'alsacien populaire qui est plus vrai que tous ces longs articles de la feuille de chou de Strasbourg⁶⁶]

Le 29 juin, Neurohr évoque pourtant le cas :

D'un soldat de la Wehrmacht qui dans une nuit sombre du Sud de la Russie, traverse une rivière à la nage. En rampant, il s'avance jusqu'aux positions soviétiques, il tend son fusil et déclare : « je suis Français ». On constata plus tard que c'était un Alsacien.

Neurohr commente : « voilà ce qu'écrit l'auteur bien connu Ilya Ehrenbourg, dans un journal russe du 15 juin⁶⁷ ».

Neurohr ne parlera plus à la BBC, il a gagné Alger et attend que soient conclues les négociations franco-soviétiques sur le triage des incorporés de force alsaciens et lorrains, dans l'ensemble des prisonniers de guerre allemands.

Les émissions en direction de l'Alsace sont assurées de juillet 1943 à février 1944 par un Lorrain nommé Leplat. A partir de février 1944, Michel (pseudo du Strasbourgeois Rebstock) prend le relais, et assure aussi le bulletin en alsacien⁶⁸. Ce n'est qu'au début de 1944 que la BBC diffuse en direction des « malgré-nous » alsaciens et lorrains, les appels à désertier déjà diffusés sur Radio Alger en septembre 1943. Au milieu de janvier,

66. Le *Strassburger Neueste Nachrichten*, seul quotidien de Strasbourg pendant l'occupation.

67. BDIC, BBC French Scripts, 29 juin 1943.

68. Nous n'avons trouvé qu'un seul de ces messages mais sur un microfilm très défectueux. Les papiers de Rebstock futur président de la Fédération des Engagés volontaires en comprendraient d'autres. (Témoignage de M. Alfred Wahl qui a pu les consulter). Rebstock a raconté son itinéraire d'évadé allant de la Dordogne à Miranda dans « *L'Engagé volontaire* » de 1953 à 1958, numéro qui relate son séjour à Miranda. Le retour du général de Gaulle au pouvoir nous prive de la suite de son récit : les « Engagés volontaires », majoritairement UNR ont autre chose à faire. WAHL (Alfred), Paul Rebstock à la BBC. Un Alsacien parle aux Alsaciens, In : *Saisons d'Alsace*, n° 124, été 1994, p. 139-143.

un officier aviateur alsacien, Dreyfus, recommande aux « malgré-nous » de se rendre aux Russes, qui les attendent et les accueilleront en alliés. L'appel que diffuse les « cinq minutes alsaciennes » du 19 février 1944, est pratiquement celui que Jacques d'Alsace avait diffusé sur Radio Alger le 3 septembre 1943 :

.... Nous savons que vous avez été enrôlés de force dans l'armée nazie et que votre désir à tous est de rejoindre les forces de notre jeune et glorieuse armée. Désertez l'armée boche dans laquelle vous servez comme otages. Ne continuez pas à vous battre sous les ordres des Allemands qui dans vos villages et vos villes oppriment vos parents et vos proches et y font régner la terreur. Rendez vous aux avant-garde russes et faites vous connaître de suite. Vous serez accueillis en Russie comme le furent vos aînés de la guerre 1914-1918. Vous serez traités en soldats alliés et dirigés au plus vite vers les unités françaises qui se battent aux côtés des Nations Unies»....⁶⁹.

Le vendredi 1^{er} septembre 1944, la BBC diffuse un message de Jacques d'Alsace déjà passé le 29 août sur Radio-France à Paris. Et pour la dernière fois on entend le chant « vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ».

Les Alsaciens et Lorrains réfugiés en Algérie

En Afrique du Nord, il n'est pas versé d'allocations de réfugiés. Pourtant, les réfugiés alsaciens-lorrains y sont plusieurs milliers. Aux Alsaciens et Lorrains installés en Algérie dans les années qui précèdent immédiatement la guerre, s'ajoutent les démobilisés de l'armée, les jeunes et moins jeunes qui ont rejoint l'Algérie pour échapper à l'occupant, expulsés et non-rapatriables, réfractaires et évadés. Ces réfugiés dépendent des secours d'associations et foyers d'Alsaciens-lorrains, telle l'Association fraternelle des Alsaciens et Lorrains d'Alger, d'Oran, de Constantine, ou du Secours national⁷⁰.

La Mission Alsacienne et Lorraine en Afrique du Nord (MALAN)

Une Mission Alsacienne et Lorraine en Afrique du Nord assure depuis septembre 1940, accueil, reclassement, logements provisoires et coordonne

69. CRÉMIEUX-BRILHAC (Jean-Louis), *Les voix de la liberté. Ici Londres 1940-1944*. t. III, Paris, 1975, p. 185-186. La semaine suivante, Rebstock renouvelle cet appel. Mais le BCRA avait reçu très vite des réactions défavorables en provenance d'Alsace à propos de ce type d'appel : on y insistait sur les représailles qui frapperaient les parents des déserteurs alsaciens. WAHL, *Art. cit.*, p. 143.

70. ADHR Charles Haenggi, AP 40 J 12/1, Note au sujet de l'activité de la MALAN en 1941. 15/8/1941.

les secours aux réfugiés alsaciens et lorrains. C'est sous ce nom que s'est reconverti le Comité Alsacien d'Etudes et d'Action, officine de propagande gouvernementale en Alsace-Lorraine entre les deux guerres⁷¹ réfugié dans le Jura en 1939, puis dans le Tarn-et-Garonne, enfin à Alger en juin 1940, où sont installés son animateur Jules-Albert Jaeger et ses collaborateurs, M^e Fernand Heitz, ancien bâtonnier de Colmar, Charles Haenggi, ancien rédacteur du *Messenger d'Alsace*, Billmann, ancien rédacteur de *l'Alsace française*, Marcel Koch, ancien secrétaire de l'Institut d'Etudes européennes, et Reitter⁷². Font partie de son comité administratif, le sénateur Frédéric Eccard, M^{gr} Hincky et le pasteur Sturm. En liaison avec le service des Jeunes réfugiés de Vichy (Pierre Stahl)⁷³ et le service des réfugiés et expulsés (Kalb), elle a une antenne en métropole, à la Pinède de Giens, qui loge, fait le tri et assure le transfert des jeunes volontaires alsaciens et lorrains pour l'Afrique du Nord⁷⁴. La MALAN affecte à cette œuvre les subventions reçues des ministères français⁷⁵. A l'automne 1941, le général Weygand décide d'y mettre fin, – officiellement parce que sa gestion lui avait paru « légère, mais point malhonnête »⁷⁶ – et la fait remplacer par un service public⁷⁷. De plus, l'instruction des dossiers se faisait « un peu partout », et les enquêtes sur les candidats au passage en Afrique du Nord étaient très superficielles⁷⁸. En fait, il lui était reproché de faire de la « propagande gaulliste », d'attirer sur elle l'attention de la commission d'armistice et de la Croix-Rouge allemandes à Alger⁷⁹.

Du coup, avec Jules-Albert Jaeger, renvoyé en métropole, tous les collaborateurs de la MALAN démissionnent. Haenggi et Clad ont seuls pour instructions de reprendre du service dans le nouvel organisme officiel appelé MALAF (Afrique Française), dont le sous-préfet Staub a accepté

71. Ce comité disposait d'un certain nombre de filiales : l'Institut d'Etudes européennes, l'Office d'études allemandes, l'Office régional d'information, la Commission du grand Tourisme, avec autant de comptes bancaires communicants. AN F/60/MALAN. Agence de la Sogénal de Périgueux au Général Weygand.

72. AN F/60/MALAN. Vice-Amiral Fenard au Secrétaire d'Etat à l'Education nationale et à la Jeunesse 28/2/1942.

73. IGERSEIM (François), *Les Carrefour des Tilleuls, la Jeune Alsace résistante*, Strasbourg, 2008.

74. Dirigé par Jean Clad, chef routier-scout passé par Uriage, lieutenant de réserve maintenu en activité, futur commissaire national des Scouts de France, tué en août 1944 dans un bombardement.

75. Financent la MALAN : Vice-présidence du Conseil, Affaires étrangères, Intérieur, Guerre, Secours national. AN F/60/MALAN. Général Weygand à l'Amiral Darlan. Le 20 septembre 1941.

76. AN F/60/MALAN. Vice-Amiral Fenard à l'Amiral Darlan. 23/2/1942. Les flux financiers passant du CAEI à la MALAN paraissaient assez opaques.

77. ADHR Charles Haenggi, AP 40 J 12/1, Note sur mon activité en Algérie pendant la guerre.

78. AN F/60/MALAN, Instruction générale du 20 mars 1942.

79. ADHR Charles Haenggi, AP 40 J 12/1, Note sur mon activité en Algérie pendant la guerre.

d'assurer la direction⁸⁰. La MALAN/MALAF gère 7 foyers en Algérie, 2 en Tunisie et 2 au Maroc et a des délégués à Tunis, M^e Alfred Betz⁸¹, à Oran, Charles Haenggi et à Alger, M^e Girardin, et Robert Woytt au Maroc. MALAN et MALAF avaient pu assurer le passage de 2 000 Alsaciens et Lorrains en Afrique du Nord. Un nombre non négligeable des jeunes Alsaciens et Lorrains engagés dans les unités de la « France Libre » à partir de l'hiver 1942 avaient passé par le camp de la Pinède⁸².

Réfugiés alsaciens notables

Mécontents, les réfugiés alsaciens et lorrains réclament l'extension à l'Algérie du statut des réfugiés de la métropole ; ils fondent en mars 1942 une section du Groupement des Expulsés et Réfugiés d'Alsace et de Lorraine (GERAL), dépendant de la Fédération représentative métropolitaine. Les rapports entre « colons » même descendants d'Alsaciens et « réfugiés alsaciens et lorrains » ne sont pas très cordiaux, car une bonne partie des « colons » sont maréchalistes et partagent les opinions de Laval qui « souhaite la victoire de l'Allemagne ». Ils savent que la majorité des réfugiés alsaciens aspire au contraire à la victoire des Alliés et au retour dans leur pays⁸³. Nombre d'Alsaciens – en particulier les « jeunes « Géralistes » – ont pris leur part dans les événements du 8 novembre 1942 et contribué à assurer sans combats le débarquement des Américains à Alger. Ils seront membres d'une association du 8 novembre 1942⁸⁴. Parmi eux, ceux qui ont été proches du « Groupe des Cinq », les Alexandre père et fils, anciens industriels à Strasbourg (maison Blum et Alexandre)⁸⁵. Autre ancien industriel alsacien, Huck-Astier, qui a rejoint Alger au début de novembre 1942, à l'invitation de Lemaigre-Dubreuil (des Huiles Lesieur),

80. *Ibidem*, La liquidation financière de la MALAN aboutit grâce à l'intervention de Lavagne à Vichy à donner satisfaction et quitus à Jules-Albert Jaeger. AN F/60/MALAN. Le Garde des Sceaux, chargé des Affaires d'Alsace et de Lorraine au Vice-Amiral Fenard, secrétaire général en Afrique française, le 27 août 1942. Jules-Albert Jaeger s'était établi à Duingt (Haute-Savoie) d'où il tentait encore d'intervenir dans les affaires alsaciennes-lorraines d'Afrique du Nord. Mais le 27 août 1942, le ministre de la Justice, chargé du service d'Alsace-Lorraine lui intime l'ordre de cesser toute activité sous peine d'internement.

81. Commissaire provincial des Eclaireurs Unionistes d'Alsace. Il participe aux camps d'été des EU en août 1942 en Auvergne. ITERSHEIM (François), *Les Carrefours des Tilleuls*, Op. cit.

82. HADEY (Jean), *Ils ont rejoint de Gaulle, Alsaciens et Mosellans dans la France libre*, Strasbourg, 1990.

83. ADHR, 40 J 12/1 Charles Haenggi, Mon activité en Algérie pendant la guerre. MALAN.

84. AN 3 AG 1/329- Citée par Mgr Hincky dans une lettre au général de Gaulle du 6 novembre 1943.

85. Le père est arrivé à Alger le 14 juin 1940, alors que son aîné venait de mourir pour la France devant Reims et que son cadet, Pierre était fait prisonnier. Il s'évade et rejoint Alger en novembre 1941. Pierre organise « les jeunes géralistes ». ESQUER (Gabriel), *8 novembre 1942, jour premier de la Libération*. Paris 1946, p. 103.

l'un des maîtres conspirateurs du complot giraudiste⁸⁶. Gaullistes par contre, les membres de *Combat d'Alger* avec René Capitant, l'un des fondateurs de « *Combat* », muté de Strasbourg-Clermont-Ferrand à Alger, et qui a réuni autour de lui les professeurs Paul Viard et Paul Coste-Floret de la Faculté de Droit⁸⁷, le professeur au Lycée d'Alger Louis Joxe, et d'autres encore⁸⁸. Capitant, qui était intervenu aux conférences des cercles d'études catholiques de Strasbourg, connaît M^{gr} Hincky, curé de Colmar, directeur avant-guerre des Œuvres catholiques du diocèse de Strasbourg et inspirateur de la presse et de l'action des catholiques « nationaux » en Alsace. Délégué de M^{gr} Ruch en Algérie depuis juin 1940, M^{gr} Hincky a protesté dans un sermon du 29 juin 1941 contre la fermeture de la cathédrale de Strasbourg, a été dénoncé dans « *Gringoire* » et fait l'objet d'une réprimande du gouverneur général Chatel auprès de M^{gr} Leynaud, archevêque d'Alger⁸⁹. Il a protesté à nouveau contre l'approbation par le chef algérois de la Légion française des Combattants des propos de Laval souhaitant la victoire de l'Allemagne et... l'annexion de l'Alsace-Lorraine, ce qui lui attire à nouveau les foudres du gouverneur général Chatel. Fondateur d'un « Comité d'Action pour la libération de l'Alsace et de la Lorraine », avec le pasteur Sturm⁹⁰, délégué du Directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg à Alger⁹¹, Wenger-Valentin, et Marcel Koch, il

86. Fernand Huck-Astier (Sand 10/5/1899- Paris 29/7/1967) a fait ses études à Strasbourg. Sa famille réside en Suisse pendant la première guerre mondiale. F. H. passe en France, s'engage dans l'armée française sous le nom d'Astier. Il obtient le droit de conserver ce nom à son retour en Alsace. Y crée la Société franco-suisse de navigation puis la Société Strasbourgeoise d'Armement, qui semble avoir souffert de la crise de 1929 et du rétrécissement du trafic rhénan. Fernand Huck-Astier s'établit alors à Paris où il entre dans la maison l'Oréal. Il fait la campagne de 1939-1940, est blessé et prisonnier, mais parvient à s'évader. A l'appel de Lemaigre-Dubreuil, il passe en Afrique du Nord à l'automne 1942.

87. Frère de son ancien collègue Alfred, professeur de Droit à Strasbourg-Clermont-Ferrand, qui sera directeur de cabinet du Commissaire de la République, Charles Blondel.

88. ESQUER (Gabriel), *op.cit.*, p. 38-39.

89. ESQUER (Gabriel), *op.cit.*, p. 70 ; DANAN (Yves-Maxime), *La vie politique à Alger de 1940 à 1944*, Paris, 1963, p. 29. Il est vrai que dès 1944, les ennemis de M^{gr} Hincky exhument des extraits du texte d'une homélie du 24 juin 1941 aux normaliens de l'EN de La Bouzareah, où il se réfère aux discours du Maréchal Pétain. Elle resservira lors des campagnes électorales de la IV^e République. Il protestera constamment contre cette utilisation de citations isolées de leur contexte.

90. Le pasteur Sturm de Huningue s'était évadé par la Suisse et avait gagné Périgueux au printemps 1941. Le directeur du service des Cultes, Charles Altorffer le délègue en Algérie. Il sera ultérieurement aumônier général protestant de l'armée française de la Zone française d'occupation avec siège à Baden-Baden, où il meurt en 1951. ALTORFFER (Charles), Au service des réfugiés alsaciens dans le Sud-Ouest, *L'Outre-forêt : revue d'histoire de l'Alsace du Nord*, 1989, 68, p.17-35. Voir aussi publication électronique <http://judaisme.sdv.fr/> Justes des nations.

91. Le rabbin Bloch, chargé de la communauté israélite des réfugiés alsaciens en Algérie, ne fera partie du comité d'action sociale du Conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine, qu'à partir de septembre 1943, nommé par le gouverneur général Catroux.

s'est élevé dans une lettre publiée dans *Combat d'Alger* contre le maintien par Darlan des hommes de Vichy à la tête de l'administration algérienne⁹². Winckler, directeur du tissage de jute de Bischwiller est replié à Alger depuis 1939. René Graff, directeur du port de Strasbourg de 1938 à 1940 a été nommé directeur du port d'Alger en 1941. Les journalistes n'y sont pas rares, outre les collaborateurs de Jules-Albert Jaeger, Felsenstein (pseudo Favereau) des *Dernières Nouvelles de Colmar*, Joseph Kaestlé de l'*Elsaesser* de Strasbourg, sont réfugiés en Algérie. Après un séjour dans le Gers, département de repli des Haut-Rhinois, le conseiller général et notaire de Thann, M^e Louis Bockel, expulsé d'Alsace en décembre 1940, a été nommé dans une étude notariale à Oran⁹³. Aux deux extrémités du spectre politique : le bâtonnier du barreau de Colmar, le monarchiste d'Action française Fernand Heitz, à présent conseiller à la Cour d'appel d'Alger et l'ancien député SFIO de Strasbourg, Georges Weill. D'autres notables alsaciens sont arrivés à Alger avant 1939 : Ohlmann, président de la cour d'appel d'Alger, en poste en Algérie depuis 1936, Wehrung, président de la Société de l'Electricité d'Alger depuis 1935.

Le conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine du général Bergeret

Après la mort de Darlan, son successeur, le général Giraud, nomme le général Bergeret, ancien secrétaire d'Etat de Vichy, haut-commissaire adjoint chargé des affaires civiles, alors que Lemaigre-Dubreuil est nommé chef du cabinet civil et militaire⁹⁴. L'on attribue la création par Bergeret le 30 janvier 1943 d'un « Comité alsacien et lorrain » à Huck-Astier⁹⁵. L'objet de ce comité ne se départit pas des orientations de la politique de Vichy : il doit « coordonner l'action des autorités locales en ce qui concerne le reclassement dans l'économie africaine des réfugiés alsaciens et lorrains et l'action sociale les intéressant ». Huck-Astier en assure la présidence. Les autres membres sont les notables de la colonie alsacienne : Graff,

92. AN 3 AG 1/329. Note pour le général de Gaulle sur M^{gr} Hincky, à la suite de la lettre du 6 novembre 1943.

93. Il n'a pas eu à acheter d'étude, comme il aurait été obligé de le faire en France non occupée, par exemple dans le Gers (Montréal et Auch), où il s'était replié après son expulsion, mais a bénéficié d'une mesure de reclassement comme Alsacien-Lorrain. Les notaires d'Algérie ont un statut identique à ceux de l'Alsace et Lorraine et sont nommés.

94. LEVISSE-TOURE (Christine), *L'Afrique du Nord dans la guerre 1939-1945*, Paris, 1998, p. 279-280.

95. Archives Francis Bockel. Comité et Conseil consultatif d'Alger 1943-1944. Note de Fernand Heitz à Jacques d'Alsace.

Wenger-Valentin, Alexandre⁹⁶, Bodard, l'inspecteur des finances Essig⁹⁷, Girardin (président du GERAL), Hincky, Ohlmann, Sturm, Wehrung, Winckler. Ce comité va pourtant entrer dans l'histoire. C'est au cours de son meeting solennel du 14 mars 1943, que le général Giraud prononce ce qu'il appellera « le premier discours démocratique de sa vie », qu'a rédigé pour lui Jean Monnet⁹⁸. Giraud proclame que « l'Alsace et la Lorraine redeviendront françaises, dans une France complètement libérée ». Et rendant hommage aux alliés et même à la France combattante, il rompt nettement avec « l'arbitraire du régime de Vichy et annonce qu'après la Libération, le peuple français sera seul maître de ses destinées »⁹⁹. Les jours qui suivent voient l'appellation « République » refaire son apparition dans la presse officielle, le portrait de Pétain disparaître des bâtiments publics, un certain nombre de lois d'exception être abrogées¹⁰⁰. Lemaigre-Dubreuil et Rigault démissionnent de leurs postes au cabinet civil et militaire du général Giraud. Les partisans de *Combat* de Capitant sont alors plus nombreux et plus actifs.

Parmi les Alsaciens du Comité, il en est un qui s'est engagé assez tôt. M^{sr} Hincky écrit le 5 mars 1943 au général de Gaulle, encore à Londres et loin d'être assuré de pouvoir rejoindre Alger, où Roosevelt ne veut pas le voir. Le contenu de sa lettre est assez clair : il s'adresse au futur chef d'un gouvernement provisoire, puisqu'il lui confie :

[...] L'éducation des jeunes doit occuper une place de choix dans le programme de la régénération nationale. Cette éducation doit être basée sur les principes de moralité et de patriotisme qui ont fait dans le passé la force et la grandeur de la France. Les Alsaciens et les Lorrains qui avec les Français des autres provinces frontières ont le plus souffert, depuis 70 ans surtout, de toutes les négligences et de compromissions sociales et nationales ne peuvent affronter les destinées futures de la France avec confiance que si, dès maintenant, les grands chefs français leur fournissent la preuve par des actes de leur volonté de restaurer une

96. Le 30 décembre 1942, les Alexandre père et fils ont été arrêtés et internés à Adrar, et ils ne sont relâchés qu'à partir du 6 février 1943. René Capitant a échappé de justesse à l'arrestation, et Louis Joxe a été mobilisé et emmené vers une destination inconnue, avant de pouvoir revenir à Alger. LEVISSE-TOURE (Christine), *op.cit.*

97. Jean Essig a fait ses études à Sciences-Po Paris, dans une promotion qui compte Henri du Moulin de Labarthète, Wilfrid Baumgartner et René Pleven en 1923. Il s'est intéressé fort tôt à l'informatique, et a encouragé le développement de la Compagnie des Machines Bull. Inspecteur général des Finances en 1956.

98. LEVISSE-TOURE (Christine), *op.cit.*, p. 301-302.

99. *Bulletin du Comité alsacien et lorrain d'études et d'action sociales* (rédaction confiée à Charles Haenggi). Fête du 14 mars 1943. Le discours n'est pas publié intégralement. Le *Bulletin* reproduit le 1^{er} mai 1943 la protestation des députés alsaciens et lorrains de septembre 1942 contre l'incorporation de force. L'on reconnaissant – tardivement – la vanité de l'attitude du gouvernement de Vichy.

100. Le décret Crémieux ne sera rétabli que le 20 octobre 1943.

France saine et unie, seule garantie de l'équilibre intérieur du pays et de la paix extérieure.

Le général de Gaulle n'attend pas d'être à Alger pour lui répondre le 5 mai 1943 :

Monseigneur, je vous remercie bien vivement de votre lettre du 5 mars et du message qui l'accompagnait. Nous sommes d'accord sur tous les points. Cet accord vous avez pu le vérifier par les déclarations que j'ai faites, le 20 avril, à la radio de Londres¹⁰¹. Je comprends le souci des Alsaciens et des Lorrains. Ils ne veulent pas que le jour de la Libération soit suivi d'un malaise semblable à celui qui avait succédé à l'explosion de joie et d'enthousiasme patriotique de 1918. Qu'ils ne craignent rien. De notre malheur sortira une patrie renouvelée. Elle n'oubliera pas les avertissements d'ordre extérieur comme d'ordre intérieur qui lui avaient été prodigués par certains de ses enfants d'Alsace et de Lorraine. Elle sait qu'en retour elle peut compter sur l'ardent patriotisme et la collaboration sans réserve des hommes des frontières¹⁰².

M^{gr} Hincky célébrera le 18 juin 1943, à la tête d'une délégation d'Alsaciens et de Lorrains et d'évadés de France reçue à la villa des Glycines, où réside le général de Gaulle. Ce dernier « salua avec émotion les nombreux compatriotes de l'Est qui avaient fait de son appel du 18 juin 1940, leur programme »¹⁰³.

Le Service d'Alsace et Lorraine du CFLN et le nouveau Conseil consultatif (Juillet 1943)

Le 12 mai 1943, Jacques d'Alsace demande à accompagner le général de Gaulle en Algérie¹⁰⁴. Celui-ci n'y débarque que le 30 mai, accompagné de Philip et de Massigli. Le 3 juin est créé le Comité Français de Libération

101. Général de GAULLE, *Discours et Messages* 1940-1946, p. 279-281. Le général de Gaulle y annonçait, que « certes, à mesure de sa Libération, seraient remises en vigueur les lois que [la nation] s'était jadis données. Mais que l'édifice n'en serait pas moins neuf. « Le peuple aspire désormais à une vie nationale élevée, où ce qui est bien et beau soit respecté, protégé, exalté, où la pensée, la science, les arts, les religions, les forces spirituelles aient le rang que mérite leur noblesse, où les familles seront honorées, aidées, favorisées en proportion du nombre des fils et des filles qu'elles ajoutent à la patrie ». Il y condamnait également « les corps qui se disaient dirigeants » ... et proclamait : « Tout ce qu'elle a subi, la France ne l'aura pas subi pour reblanchir les sépulcres. C'est dans la résistance et dans le combat qu'en ce moment se révèlent les hommes que notre peuple jugera dignes et capables de diriger ses activités ». Formules sur lesquelles Jacques d'Alsace fondera sa position à l'égard d'éventuels députés de l'Alsace à l'ACP.

102. AN 3 AG 1/327, Alsace et Lorraine, M^{gr} Hincky au général de Gaulle 05/03/1943. Le général de Gaulle à M^{gr} Hincky, le 5/5/1943.

103. ADHR, 40 J 12/1, Charles Haengg, Note sur « le GERAL en Algérie ».

104. AN 3 AG 1/267.

nationale (CFLN). Le 5 juin, en sont nommés les commissaires d'Etat : Philip garde son portefeuille de commissaire à l'Intérieur et comme à Londres, le Service d'Alsace et de Lorraine lui est rattaché. A Londres, les capitaines Neurohr et Mangeon et après leur départ pour Alger, le capitaine Florival (pseudo de Courbot) assurent la liaison entre le Service d'Alsace et Lorraine d'Alger et le BCRA. La page de Vichy est désormais tournée : il ne s'agit plus d'organiser l'accueil de réfugiés, il s'agit de préparer la libération des départements d'Alsace et de Lorraine. Le Comité alsacien et lorrain de Bergeret est supprimé. La nouvelle organisation mise en place s'inspire des précédents de 1917, où le décret du 1^{er} juillet 1917 créait un « Service d'Alsace-Lorraine », dépendant du Sous-secrétaire d'Etat à l'administration générale et celui du 24 septembre 1917, une conférence d'Alsace-Lorraine, « chargée de délibérer sur les questions relatives à l'adaptation de la législation française à l'Alsace-Lorraine ».

L'exposé des motifs du décret instituant ces nouveaux organismes se situe dans ce sillage.

Le CFLN en rendant hommage à la magnifique attitude des populations alsaciennes et lorraines, entend se préoccuper de cette situation pour permettre après la victoire à nos deux provinces de reprendre une vie normale dans le cadre de l'unité française. La libération de ces départements posera des problèmes de réadaptation très complexes sur le plan législatif, économique social et culturel. ... Au moment du retour des trois départements à la France, il y aura lieu de prendre d'urgence des mesures qui méritent d'être étudiées et précisées dès maintenant. Ce travail technique peut être confié à des Alsaciens et des Lorrains particulièrement qualifiés et au courant de la législation spéciale qui était en vigueur en Alsace et en Lorraine jusqu'au jour de l'Armistice, et de la situation économique, financière et sociale de cette région. Ce faisant, le CFLN entend associer plus étroitement les Alsaciens et les Lorrains à l'œuvre de la rénovation nationale. La présence de nombreux réfugiés alsaciens en AFN nécessite d'autre part le maintien du service d'action sociale confié au début à la Mission alsacienne et lorraine et ensuite au Comité alsacien et lorrain d'entraide et d'action sociale. C'est pour ces motifs que le décret propose la création au sein du Commissariat à l'Intérieur, d'un service d'Alsace et de Lorraine, la création d'un Comité consultatif aux affaires d'Alsace et de Lorraine.

Et le décret portait :

art 1. Il est créé au sein du Commissariat d'Etat à l'Intérieur un Service d'Alsace et de Lorraine.

art 2. Il est créé un Conseil consultatif aux affaires d'Alsace et de Lorraine, composé de personnalités originaires des trois départements.

art. 3. les membres de ce Conseil sont nommés par le Commissaire à l'Intérieur après avis des groupements alsaciens et lorrains.

L'exposé des motifs fait état d'un « Comité consultatif » et le décret crée un « Conseil consultatif ». Cette imprécision dans les termes est le signe d'une certaine improvisation qui n'échappera pas aux critiques. Mais le CFLN faisait donc confiance à une représentation alsacienne et lorraine pour contribuer à la définition de la politique alsacienne et lorraine du gouvernement. Le service d'Alsace et de Lorraine et Jacques d'Alsace sont chargés de la liaison entre le Conseil, le Commissariat à l'intérieur et les autres Commissariats d'Etat¹⁰⁵. Confié au Commissariat à l'Intérieur, il semble bien que le choix des conseillers ait été laissé à la cooptation des membres du comité sortant, qui s'y retrouvent tous, mais ont fait appel aussi à M^e Louis Bockel, conseiller général de Thann, le seul élu alsacien présent en Algérie, ainsi qu'aux anciens de la MALAN, Koch, Billmann, Charles Haenggi. Nouveaux aussi, Thony ancien notaire de Ferrette, Bernard de Turckheim, en poste au port de Tunis et un certain « Carl, ouvrier ajusteur aux MDPA »¹⁰⁶. C'est la nomination de René Capitant qui constitue le changement majeur dans la composition du nouveau Conseil consultatif¹⁰⁷. Jacques d'Alsace, qui ne participe pas aux délibérations du Conseil ou des Commissions, ne peut pas ne pas avoir été consulté pour ces choix. A-t-il couvert certaines des exclusives opérées? Il tentera en vain d'y remédier après coup! C'est lui qui procède à l'installation du Conseil, le 20 juillet 1943. Il y développe les thèmes abordés dans l'exposé des motifs du décret¹⁰⁸. Après de longues tractations, le Conseil se résout à désigner « un bureau de concentration », sous la présidence d'honneur de Louis Bockel et la présidence effective de Huck-Astier, avec pour vice-présidents Graff et le conseiller Bodard, Wenger-Valentin pour trésorier, Koch pour secrétaire, M^{gr} Hincky et le pasteur Sturm comme assesseurs. Sont prévues une commission sociale (Hincky), une commission des Finances (Essig, inspecteur des finances), une commission économique (Wenger-Valentin), une commission législative et économique (Ohlmann) et une commission d'éducation et de culture générale (Bodard).

Les travaux du Conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine

Au cours du mois de juillet et d'août 1943, ces commissions tiennent une dizaine de réunions. Les 21 et 22 août 1943, elles soumettent leurs

105. AN 3 AG 1/267, Décret sur le Conseil Alsace et Lorraine 04/07/43.

106. Qui n'apparaît que dans cette seule occurrence.

107. AN F/1a/3814, arrêté du commissaire à l'Intérieur, André Philip.

108. AN F/1a/ 3814 / 21/07/43, ces textes sont publiés dans le *Bulletin du Comité*, dont la rédaction est confiée à Charles Haenggi. Voir aussi Jacques d'Alsace au Général de Gaulle et AN 3 AG 1/267.

conclusions à la plénière du Conseil. L'épuration doit relever de procédures judiciaires, afin d'éviter les erreurs des commissions de triage de 1918-1919. Il faut rétablir toutes les institutions sociales existant en Alsace et Lorraine en 1940 et garantir le maintien du niveau des prestations sociales alsaciennes et lorraines. Il faut en outre reprendre les dispositions les plus avantageuses du statut local dans un statut général de la Fonction publique française. Enfin, il faut introduire en Alsace « une charte du travail » et un « plan Beveridge » ou « plan de sécurité sociale ». (Commission sociale). Le retour des banques françaises en Alsace et Lorraine entraîne la nullité des expropriations ou accords contractuels prononcés au profit des banques allemandes¹⁰⁹. Le franc doit être réintroduit sans délais. En 1919, la France avait échangé les marks au cours de 1914 soit 1,25 franc, alors que le mark ne valait plus que 0,80 franc au 11 novembre 1918. Y compris pour les dépôts et comptes des filiales des banques situées hors d'Alsace et de Lorraine, principalement en Allemagne, qui avaient réalisé là des gains importants. La fixation du taux qui déterminera le niveau des prix et salaires en Alsace et en Lorraine ne sera pas simple, étant donné la politique d'inflation massive que les Allemands y ont pratiquée. Il ne doit pas être trop bas et provoquer un « choc psychologique massif » et négatif. Il ne doit pas non plus être trop élevé et « asphyxier par un niveau de prix et de salaires trop élevé l'économie des provinces recouvrées ». L'on évoque l'hypothèse de deux taux, et même celle d'un « cordon douanier » entre l'Alsace, la Lorraine et le reste de la France pendant la période de conversion monétaire. La fiscalité française devra être réintroduite sans délai et la fiscalité locale dans un délai d'un an¹¹⁰ (Commission des finances). Il faut prévoir la saisie de matériel et de matières premières allemandes pour les usines alsaciennes, des exonérations douanières entre la France, la Belgique, le Bade, le Wurtemberg, le bassin rhéno-westphalien¹¹¹, la coordination des entreprises de production et de distribution d'électricité en Alsace, la navigation libre de droits sur les grandes voies fluviales européennes (Commission économique). Le maintien du régime local des cultes fait l'unanimité. Mais il n'en va pas de même pour l'enseignement de l'allemand. Une partie du Conseil souhaite le maintien de l'apprentissage

109. Il n'est pas question dans ce rapport des Caisses de crédit mutuel et de leurs Fédératives. Mais on peut sans grand risque de se tromper penser qu'elles sont comprises dans cette revendication.

110. L'on avait maintenu entre les deux guerres la fiscalité locale de l'époque allemande.

111. Ces projets sont évoqués déjà par Jean Monnet qui avance l'idée d'une Europe unifiée et d'une Lotharingie économique, alors que le général de Gaulle s'en tient à une union douanière incorporant la France, la Belgique, le Luxembourg, la Hollande, peut-être la Rhénanie, peut-être l'Italie. (déjeuner chez de Gaulle du 17 octobre 1943, réunissant autour du général, Monnet, René Mayer, Diethelm et Hervé Alphand, chargé de constituer un comité définissant une politique européenne. ALPHAND (Hervé), *L'étonnement d'être. Journal 1939-1973*, Paris 1977, p. 168-169.

de l'allemand : l'économie française aura besoin de personnels bilingues. Une autre partie soutient que cet enseignement a justifié les prétentions allemandes et l'annexion. Finalement on se met d'accord : suppression de l'enseignement de l'allemand, sauf pour les enfants de parents volontaires. M^{gr} Hinczy demande que l'enseignement du catéchisme se fasse désormais en français de même que les sermons des ministres du culte. C'est lui aussi qui fait adopter un vœu demandant un enseignement en dialecte d'une heure hebdomadaire portant sur l'histoire et la géographie locale, du folklore et de la littérature régionale, cet enseignement devant souligner la fidélité et l'appartenance historique de l'Alsace et de la Lorraine à la France. La presse doit devenir entièrement bilingue. Le redémarrage d'une station de Radio-Strasbourg, émettant en français, est prévu également, mais un émetteur local pourra émettre en dialecte¹¹².

Le Conseil consultatif tient une nouvelle session les 11 et 13 décembre 1943. Il délibère du programme législatif pour le retour en Alsace et Lorraine¹¹³. Doit être maintenue provisoirement la législation en vigueur dans les trois départements au 22 juin 1940. Une commission de juristes et de praticiens du droit (magistrats, avocats, notaires) en Alsace et en Lorraine doit distinguer la législation à introduire et celle qu'il convient de maintenir. Sont exclus de son champ de compétence les cultes et l'enseignement confessionnel dans les établissements scolaires. Le projet d'ordonnance prévoit l'installation à Strasbourg d'une préfecture régionale avec autorité sur les trois départements. Sont réinstallés tous fonctionnaires, maires, adjoints et conseillers municipaux en poste au 22 juin 1940, sauf impossibilité manifeste. La procédure d'épuration des fonctionnaires est confiée aux autorités judiciaires, assistés de jurés restés en Alsace et qui se sont distingués par leur attitude patriotique¹¹⁴.

Radio Strasbourg à Alger : l'appel aux Malgré-Nous

Charles Haenggi est chargé de l'émission alsacienne de Radio-Alger baptisée « *Radio Strasbourg in Afrik* ». Elle occupe un quart d'heure tous les jeudis d'avril 1943 à mai 1944, puis à partir de mai 1944 tous les mercredis à 19 h 15. Est-elle entendue en Alsace, comme l'est la BBC ? On

112. Archives privées Francis Bockel. Procès-Verbaux du Comité et Conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine. Alger 1943-1944.

113. La loi du 17 octobre 1919 avait prévu que la loi française devait être introduite par voie législative, sauf caractère d'urgence, auquel cas, le décret pourrait suffire sous réserve de la ratification des Chambres dans le délai d'un mois.

114. AN. F 1a 3814, Projet d'ordonnance du Conseil Consultatif le 30/10/1943.

en est moins sûr. Par contre, elle est entendue en France méridionale où se trouvent les réfugiés alsaciens¹¹⁵.

L'alsacien y occupe une place tout aussi importante qu'à la BBC et y est également la langue utilisée pour des sketches, dûs pour la plupart à Charles Haenggi. Les émissions se terminent parfois par la vieille incantation, datant de la période de l'annexion de 1870 : « *Vive la France, A bas la Prusse, D'Schwowe muen uss'm Laendel nuss* ». Les équipes de la BBC avaient exclu l'emploi de cette formule : censure des Anglais ou de l'équipe des « *Français parlent aux Français* ».

A Radio-Alger, Jacques d'Alsace assure l'éditorial de l'émission alsacienne dès le 17 juin 1943, à peine arrivé à Alger. Il évoque les jours terribles de l'entrée de l'armée allemande en Alsace en juin 1940, l'espérance de la libération revenue et la communion de pensée qui réunit les Alsaciens d'Afrique du Nord, les réfugiés de la métropole et ceux restés au pays. Le 1^{er} juillet, il dénonce Laval, et assure que l'unité française établie entre de Gaulle et Giraud présageait la libération de l'Alsace et de la Lorraine. Le 2 juillet il exalte la résistance alsacienne. Le 16 juillet 1943, il évoque le 14 juillet d'Alger, célébré autour du général de Gaulle. Il poursuit en prenant une position qui lui sera ultérieurement reprochée, et peut-être fatale, tant elle apparaît politiquement exclusive. Citant le discours du général du 21 avril 1943, il affirme :

Tout ce qu'elle a subi, la France ne l'a pas subi pour reblanchir les sépulcres ; c'est dans la résistance et dans les combats qu'en ce moment se révèlent les hommes que notre peuple jugera dignes et capables de diriger ses activités.

Sont ainsi disqualifiées toutes les élites politiques de l'avant-guerre alsacienne, quelle que soit leur attitude ultérieure.

C'est le 3 septembre, tout juste après la reconnaissance du CFLN par le gouvernement soviétique qu'il lance aux incorporés de force, l'appel à désertre qui n'avait pas été émis en avril 1943 à la BBC. La version intégrale de cet appel est en alsacien :

Appel an d'junge Elsässer!

Appel an d'junge Lothringer!

Met Gewalt hat m'r ejch in d'Zwangsjack vun d'Hitlersoldate innezwunge.

Achtung! Was mir ejch zueruefe!

Laufet so schnell wi mögli, iwwer zue de Russe, oder zue den Amerikaner, zue den Engländer, zue de Franzose, wenn mögli isch.

Bi de Russe, wi bi alle Allierte, wäre m'r als Amis ufgenommen.

Anno 14-18 hans ejri Väter genau so gemacht ze toisende zue de Russe un dort sin si vun französische Offiziere empfangen worre.

115. Les textes des émissions de « Radio Strasbourg à Alger » sont conservés, à partir de la 6^e émission (18 avril 1943) dans le fonds Charles Haenggi. ADHR, 40 AP 18.

Folget em Beispiel vun ejre Vater. Indem es ehr iwerläüfe sin'r kein Deserteur, im militärische Sinn vum Wort. Ehr sin in die Wehrmacht ingezunge worre, geje n'ejrer Wille, ejri Ehr esch in keiner Wies engagiert. Ejri Ehr als Franzose isch allem massgebend, un so wisse n'r was ehr zu tuen han. Ehr alli Elsaesser und Lothringer, sejget'r im NSKK, oder in der Organisation Todt, macht so schnell wi mögli as'r furt kumm von dem Pack un schaffet net fer's Potentiel de guerre vum Hitler zu ze Unterstize. ...Elsässer, Lothringer, Ehr kenne ejre Pflicht! ejri Ehr un d'franzesche Discipline! Ehr mien mithelfe, fer unser Ländel, ejri Hieser, ejre Eltere ze befreje¹¹⁶.

[Trad. : Appel aux jeunes Alsaciens, Appel aux jeunes Lorrains. De force on vous a revêtu de la camisole des soldats de Hitler. Attention à notre appel. Quand c'est possible, passez aussi vite que possible chez les Russes, ou chez les Américains, les Anglais, ou les Français. Chez les Russes, comme chez tous les alliés vous serez reçus en amis. Vos pères ont fait de même en 14-18 en passant par milliers chez les Russes, et ils y ont été accueillis par des officiers français. Suivez l'exemple de vos pères. En passant de l'autre coté, vous ne serez pas déserteurs au sens du militaire du mot. Vous avez été incorporés de force, contre votre gré, votre honneur n'est nullement engagé. Seul compte votre honneur de Français. Vous savez ce qu'il vous reste à faire. Vous tous, Alsaciens et Lorrains, que vous soyez au NSKK ou dans l'organisation Todt, quittez aussi vite que possible cette bande et ne travaillez pas à renforcer le potentiel de guerre de Hitler. Alsaciens, Lorrains, vous connaissez votre devoir, votre honneur et votre discipline en tant que Français. Vous devez participer à la libération de votre petite Alsace et Lorraine, des foyers de vos parents.]

C'est à quelques variantes près, l'appel que lira Michel en avril 1944 à la BBC¹¹⁷.

Le 21 octobre 1943, Radio -Alger donne lecture d'un communiqué en français :

Il est recommandé à tout citoyen français se trouvant dans les parages du front de l'Est de chercher à rejoindre les lignes russes. Il y sera reçu en ami et en allié. Il pourra s'il le désire être dirigé immédiatement sur l'Afrique du Nord où il retrouvera ses camarades qui se battent librement pour l'indépendance de la patrie. Alsaciens et Lorrains mes frères, venez vous joindre à nous. Nous vous attendons. Venez vous ranger sous l'étendard de la France en guerre. Nous rentrerons bientôt tous ensemble dans nos provinces libérées¹¹⁸.

Jacques d'Alsace continue d'assurer ses éditoriaux radiophoniques une fois par semaine. Son éloquence est guerrière : Laval est sa cible favorite :

116. Ce texte est une sorte d'adaptation d'un allemand commun aux variantes locales du dialecte, soit qu'il y ait eu plusieurs auteurs, ou encore que l'auteur ait une compétence hésitante en dialecte (d'Alsace?). Ce qui exclut Haenggi, qui écrit un dialecte mulhousien fort correct. (Communication de M. Dominique Huck, que nous remercions).

117. Le 19 février 1944, publié par CRÉMIEUX-BRILHAC (Jean-Louis), *Les voix de la liberté. Ici Londres 1940-1944*, t. III, p. 185-186. Voir ici plus haut.

118. ADHR, AP Charles Haenggi, 40J18/60, émission du jeudi 21 octobre 1943.

c'est l'homme qui a organisé Montoire et accepté l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine (octobre 1943). A la Toussaint, il médite sur les morts et tout particulièrement sur les morts en Russie et assure : « vous êtes là-bas des morts à nous, des témoins sanglants de la tragédie du Rhin, des victimes de la trahison d'un Laval et de la complicité des hommes qui ont trahi la patrie » (novembre 1943). Il exalte la fidélité de l'Alsace à la France, et évoque la répression de Clermont et les jeunes fusillés de Ballersdorf.

Le 21 juin, 1944, il évoque le quatrième anniversaire de l'annexion de fait et conclut :

Nous voulons ce soir penser à tous nos morts dans un même élan de tendresse infinie. Nous voulons aussi par dessus la mer et les monts dire aux nôtres là bas : la France libre au combat sait vos tourments. Mamans et épouses alsaciennes et lorraines sachez que pour elle il n'y a pas deux sortes d'Alsaciens et de Lorrains. Elle associe dans son hommage ému aussi bien ceux qui sont morts en victimes de l'oppression allemande et de la trahison de Vichy que ceux qui sont tombés sous les drapeau à la Croix de Lorraine. La France Libre, au combat, connaît le martyr des « malgré-eux » qui en expirant sur les fronts de l'Est et de l'Ouest, lui ont donné leur dernière pensée »¹¹⁹.

Charles Haenggi est chargé également de la gestion du Bureau de reclassement et d'aide sociale des réfugiés, organisme qui a pris la suite des MALAF et Comité social : le centre de Saint-Eugène devient le Foyer des soldats originaires d'Alsace-Lorraine, où ils séjournent pendant leurs permissions, convalescences... et celui des Alsaciens et Lorrains revenus de Tambov en juillet 1944.

L'Alsace et l'Assemblée consultative provisoire

Le 17 septembre 1943, le CFLN prend l'ordonnance instituant une Assemblée Consultative provisoire (ACP). Elle doit « fournir une expression aussi large que possible, dans les circonstances présentes, de l'opinion nationale ». Elle est composée de 40 membres de la Résistance métropolitaine désignés par le Conseil national de la Résistance (CNR), et 12 membres de la Résistance extra-métropolitaine – chiffres portés à 49 et à 21 le 15 octobre –, de 20 parlementaires n'ayant pas voté les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain ou qui s'étaient depuis réhabilités par leur engagement dans la Résistance, engagement reconnu par le Conseil National de la Résistance (CNR) soit 5 socialistes, 5 radicaux, Union Socialiste républicaine, démocrates populaires, 3 communistes, 7 représentants des groupes du centre ou de la droite, désignés par les parlementaires de ces groupes se trouvant en territoire libéré.

119. ADHR, AP Charles Haenggi, 40J18/60, émission du mercredi 21 juin 1944.

La question des députés de l'Alsace et de la Lorraine

Jacques d'Alsace¹²⁰ fait état dès le 12 octobre au général de Gaulle de sa crainte qu'il n'y ait pas de « porte-parole des résistants d'Alsace et de Lorraine » (à désigner par le CNR) et ajoute :

Au moment où le CFLN défend l'unité nationale, il faudrait tenir compte des répercussions profondes qu'aurait une telle erreur politique et patriotique. Vichy et Berlin ne manqueraient pas d'exploiter à fond cette omission et l'impression chez les nôtres là bas entre les Vosges et le Rhin et dans la plaine de la Moselle serait désastreuse.

Apparemment, la position du général de Gaulle paraît conforme à celle qu'il a adopté dès les débuts : l'armistice, l'occupation et Vichy étant nuls et non avenus, l'annexion de fait l'est aussi : pas de traitement spécial pour l'Alsace et la Lorraine. Par contre, sa préoccupation est de voir centre et droite mieux représentés à l'ACP : faire appel à des députés d'Alsace et de Lorraine permettrait de faire coup double. Il en est certains qui se sont « réhabilités par leur engagement dans la Résistance »¹²¹. C'est ce qu'il répond à Jacques d'Alsace le 16 octobre 1943 :

Mon cher ami, vous avez bien voulu me demander... qu'un porte-parole des résistants d'Alsace et de Lorraine trouve place au sein de l'Assemblée consultative. Si ces deux provinces nous sont particulièrement chères, j'estime que ce serait une erreur politique d'admettre à leur endroit une représentation spéciale, alors que ces trois départements, qui ont été séparés arbitrairement de la patrie, doivent reprendre leur place normale dans les départements français. Par contre, il est regrettable que parmi les parlementaires sur le sol libéré, le hasard ait voulu qu'il n'y eut point d'Alsaciens-Lorrains. C'est là une lacune qui n'est pas sans remède et je serais heureux de m'en entretenir avec vous¹²².

En octobre 1943, d'Alger, Passy communique à Brossolette alors en France, que le général de Gaulle souhaitait la venue à Alger de Champetier de Ribes (PDP), Louis Marin (Fédération Républicaine), Lionel de Moustiers (qui ont voté non), Robert Schuman (apparenté PDP) et

120. Qui comme chef du Service d'Alsace et Lorraine ne peut être député à l'ACP, étant membre d'une administration centrale du CFLN, fonction incompatible, sauf à démissionner de cette fonction.

121. Philipp, on l'a vu, avait déjà demandé à Moulin-Rex de faire venir Schuman à Londres (CORDIER (Daniel), *Alias Caracalla*, *Op. cit.*, p. 536).

122. AN 3 AG 1/267. Le général de Gaulle à Jacques d'Alsace, le 16/10/1943. Publiée dans Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*, juin 1943 - mai 1945, p. 89. La formule « Alsaciens-Lorrains », ultérieurement condamnée, figure bien dans la lettre du général.

Oberkirch (apparenté Fédération Républicaine) qui ont voté oui et qui sont apparemment réhabilités aux yeux du général¹²³.

Voilà qui est contraire aux positions du chef du Service d'Alsace et de Lorraine, résolument hostile à l'appel aux parlementaires, comme il l'a exprimé sur les ondes de Radio-Alger. L'entretien qu'il a avec le général ne lui fait pas changer d'avis :

Il y a certes des parlementaires de chez nous qui se trouvent en zone anciennement non occupée, et il devrait être possible d'en faire venir au moins un en Algérie. Cependant, je ne vois pas pourquoi il faudrait que le porte-parole des Alsaciens soit un parlementaire¹²⁴.

123. CREMIEUX-BRILHAC (Jean-Louis), *La France libre*, Paris, 1996, p. 590. Marin que l'on veut exfiltrer dès 1942 avait alors refusé de partir (Cordier, *op. cit.*, p. 688). Il n'arrivera à Alger qu'en avril 1944. Quant à Oberkirch, qui s'était réfugié à Decazeville en 1941 et 1942, il avait passé en Suisse en novembre 1942 mais on ne connaît pas les raisons pour lesquelles il n'avait pas voulu rejoindre Alger (AN. C 15 273. PV de la séance du comité directeur de la Fédération républicaine du 11 octobre 1944).

124. Que l'ancien PSF Kalb devenu Jacques d'Alsace ait eu une mauvaise opinion des élus et partis alsaciens de la III^e République n'étonnera pas. Par contre, la position qu'il exprime sur les filières de résistance alsaciennes auxquelles il a appartenu, paraît surprenante. La résistance organisée est en Alsace fort réduite. Au surplus elle a été décimée en 1942 et 1943. Au cours de l'automne 1943, Dungler, chef de « la Septième colonne » séjourne à Alger, chez Lemaigre-Dubreuil. Il y a rencontré plusieurs membres de la « colonie alsacienne et lorraine » dont Wenger-Valentin. Ce dernier a-t-il été le seul ? Après avoir été reçu par Giraud, l'entretien de Dungler avec le général de Gaulle a été froid ou même orageux. Le général de Gaulle s'en plaint à Giraud dans une lettre du 13 octobre 1943 (*Notes, Lettres et Carnets, juin 1943 - mai 1945*, p. 88) où il évoque « une brève enquête faite sur « Schneider », qui s'était présenté comme « chef de la Résistance en Alsace ». Jacques d'Alsace a sans doute été l'une des sources du général ou au moins de Soustelle, qui dirige le service de renseignement « gaulliste ». Car les « filières » alsaciennes subsistantes sont celles qui aboutissent à Dungler et Kibler (Marceau) à Couzon-aux-Monts d'Or ou à Georges à Cusset : Kalb ne peut l'ignorer. Cela n'est pas un hasard si plus tard sous la direction de Kibler elles intégreront l'ORA en organisant les GMA en France occupée et les FFI d'Alsace dans les départements du Rhin. Kalb connaît-il les projets fantastiques du chef de la « Résistance Alsacienne » : mener à bien une réconciliation de Pétain et de Gaulle ? Mais il n'ignore pas que ni Dungler, ni Kibler (Marceau) ni Georges ne placent leurs espoirs dans le général de Gaulle et qu'ils récusent le CNR, à leurs yeux, complices des communistes. Entre eux la rupture est consommée depuis novembre 1942. Jacques d'Alsace doit donc bien savoir que trouver un député issu de la Résistance alsacienne approuvé par le CNR serait fort difficile. A moins qu'il n'ait pensé à lui, ce qu'on ne peut exclure totalement, mais nous paraît peu probable. Il aurait fallu démissionner de la direction du service d'Alsace et de Lorraine, du fait de l'incompatibilité de ces fonctions et de la députation ; puis être désigné par le CNR. Mais le destin politique de son ami Charles Vallin, récusé par les groupes de l'ACP comme député ne devait pas servir d'encourageant précédent. SOUSTELLE (Jacques), *Envers et contre tout*, t. 2, *D'Alger à Paris*, Paris, 1950, p. 328 et 382. BELOT (Robert), *Aux frontières de la liberté*, Paris, 1998, p. 583-587 ; ESCHBACH (Jean), *Au cœur de la résistance alsacienne, le combat de Paul Dungler*, Colmar, 2003 (CR, *Revue d'Alsace*, 2005) ; IGRSHEIM (François), *Les Carrefours des Tilleuls, Jeune Alsace résistante*, Strasbourg, 2008.

C'est que Jacques d'Alsace estime que « nos compatriotes attendent du CFLN une rénovation réelle et l'avènement d'une IV^e République. Il ajoute :

Pendant des mois, j'ai participé moi-même à la Résistance en France, j'ai eu l'occasion de voir et d'apprécier l'attitude de nos compatriotes et grâce aux filières que j'avais pu établir, j'ai pu me rendre compte jour après jour de l'attitude admirable de nos résistants restés au pays. En excluant les porte-parole de cette armée de l'intérieur qui sur le Rhin et sur la Moselle, se battent pour la France, on porterait une atteinte grave au moral de nos gens qui ont mis tout leur espoir en vous et le CFLN¹²⁵.

Pourtant, certaines ambitions se donnent libre cours. Au nom de l'Association de l'Alsace et Lorraine libre de Londres, dès le 24 septembre 1943, Roudolphi se félicite de la création de l'ACP et « réclame que deux sièges lui soient réservés étant donné le nombre de ses adhérents et le rayonnement universel de son influence dans les pays alliées »¹²⁶. M^{gr} Hincky se plaint auprès du général de Gaulle, le 6 novembre : le CNR a éliminé sa candidature :

L'association du 8 novembre avait cru devoir, au vote secret, par 22 voix sur 25 votants, hommes de toute opinion religieuse et politique, me proposer comme candidat éventuel à l'Assemblée consultative. Ce geste fut considéré comme une marque de sympathie à l'égard de nos provinces d'Alsace et Lorraine, provinces dont la représentation semblait s'imposer, étant donné son annexion pure et simple par l'ennemi. La commission des résistants de France a cru devoir éliminer ma candidature à la suite d'une information tendancieuse. Le motif de non-résistance qui a été invoqué – et ce motif seul – me fait un devoir de protester très énergiquement et de vous demander, mon Général, de faire une mise au point sauvegardant mon honneur¹²⁷.

Gaston Palewski, directeur de cabinet du général de Gaulle, assure que le général a su apprécier « son attitude et ses efforts patriotiques, au milieu de ses ouailles »¹²⁸.

De son côté, Jacques d'Alsace propose la désignation de membres du Conseil Consultatif d'Alsace et de Lorraine. Louis Bockel est conseiller général et élu, mais René Graff et Jean Wenger-Valentin ont ses préférences¹²⁹. Le 20 octobre, le Conseil consultatif souligne l'importance de voir l'Alsace représentée à l'ACP, en une motion présentée à M. André Philipp. André Philipp lui répond le 3 novembre 1943 : « la représentation des mouvements de résistance régionaux n'a pas été

125. AN 3 AG 1/267, Jacques d'Alsace au général de Gaulle, le 16/10/1943.

126. AN F/1a/3814, Roudolphi au Général de Gaulle, le 24/9/1943.

127. AN 3 AG 1/329, M^{gr} Hincky au général de Gaulle le 6 novembre 1943.

128. *Ibidem*, Gaston Palewski à M^{gr} Hincky le 9 novembre 1943.

129. AN F/1a/3814, Jacques d'Alsace à André Philipp, copie à Gaston Palewski le 16/10/1944.

reconnue ; seuls les délégués de mouvements à l'échelon national seront habilités à envoyer des délégués à ladite assemblée »¹³⁰.

Le 3 novembre a lieu la séance d'installation de l'Assemblée consultative provisoire : pas un mot sur l'Alsace et la Lorraine.

L'Alsace et la Lorraine à l'ACP : René Capitant et Jacques d'Alsace

Le 7 novembre 1943, le Conseil consultatif se réunit en réunion extraordinaire. Il envisage une démission collective. Cela produirait une impression désastreuse sur l'opinion, objecte Capitant. Le CNR doit désigner les représentants de l'Alsace et de la Lorraine : or nombre de désignations n'ont pas encore été faites. Mais du fait de l'annexion, la Résistance Alsacienne ne peut avoir de contacts suivis avec le CNR, insiste Huck-Astier. On peut nommer des délégués de la Résistance Alsacienne réfugiée, répond Capitant. Nombre de députés de l'ACP ne sont pas favorables à une représentation particulière de l'Alsace et de la Lorraine, se fondant sur le principe de l'indivisibilité de la nation et ce point de vue serait aussi celui du général de Gaulle, assure Koch. Capitant admet que ces provinces sont dans une situation de fait – l'annexion – qui exige une représentation spéciale. Il donne lecture de la motion qu'il compte présenter à l'Assemblée. Haenggi soulève alors un point important ; la prise de position des Alsaciens et des Lorrains a une portée de politique étrangère : une représentation de l'Alsace et de la Lorraine à l'ACP de la République française doit « faire comprendre aux Alliés, qui demain seront appelés à créer l'Europe nouvelle, toute l'importance pour la paix européenne du rôle de l'Alsace et de la Lorraine françaises »¹³¹. Plusieurs conseillers regrettent que Jacques d'Alsace ait exclu dans une déclaration publique qui n'a pas été soumise au Conseil que les représentants de l'Alsace soient choisis parmi les parlementaires alsaciens¹³². Le Conseil décide de faire confiance à Capitant.

130. *Ibidem*, A. Philip à Jacques d'Alsace le 3/11/1943.

131. On sait que le président Roosevelt a évoqué à plusieurs reprises, devant divers interlocuteurs, dont, le 27 mars 1943, Anthony Eden, qui croyait à une plaisanterie, le projet de créer une sorte de Lotharingie, Etat-tampon entre la France et l'Allemagne, formé de l'Alsace-Lorraine, du Luxembourg, d'une Belgique divisée. Anthony Eden, *The Eden Memoirs. The Reckoning* (1938-1945), Londres, 1965, p. 373. En novembre 1943 encore, Roosevelt a demandé au Département d'Etat, de l'inclure dans ses hypothèses de règlement territorial après la guerre. François Kersaudy, *De Gaulle et Roosevelt, le Duel au sommet*, Paris, 2004, p. 350, citant les Documents diplomatiques américains. Par contre, l'importance des campagnes d'une certaine presse américaine – on cite souvent la presse de Hearst inspiré par des réfugiés allemands aux Etats-Unis – pour le détachement de l'Alsace-Lorraine de la France, n'a pas encore fait l'objet d'une étude historique.

132. S'agit-il de son allocution de Radio-Alger du 16 juillet 1943, ou d'une déclaration plus récente encore ?

L'Assemblée consultative provisoire, l'Alsace et la Lorraine : le 9 novembre 1943

Au cours de la séance plénière de l'Assemblée, le mardi 9 novembre 1943, Capitant demande le vote de la motion sur l'Alsace et la Lorraine. Elle est revêtue des signatures des deux tiers des membres de l'Assemblée : l'urgence de sa délibération est donc déclarée.

L'ACP, première représentation de la nation française depuis les armistices de juin 1940, réunie à Alger dans sa première séance :

- adresse à l'Alsace et à la Lorraine martyres l'hommage fervent de son admiration et de sa fidélité ;
- proteste solennellement contre l'annexion des deux provinces à l'Allemagne et dénonce au mépris de la nation le silence complice du pseudo gouvernement de Vichy ;
- constate à la face du monde que malgré l'annexion, malgré les persécutions, malgré les expulsions, malgré les déportations, malgré la mobilisation de leurs enfants dans la Wehrmacht, les Alsaciens et les Lorrains, demeurés sur la terre natale, ou dispersés dans l'exil n'ont cessé un instant de se considérer comme Français et se sont placés au premier rang de la résistance française ; qu'ils sont ainsi restés fidèles au serment prêté par leurs pères à l'Assemblée nationale de Bordeaux : « *Nous proclamons par les présentes, à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française et nous jurons, tant pour nous que pour nos commettants, nos enfants et leurs descendants, de le revendiquer éternellement, et par toutes les voies, envers et contre tous les usurpateurs* » ;
- proclame à son tour la volonté imprescriptible de la France de lutter jusqu'à la réintégration des deux provinces dans l'unité française ;
- émet le vœu qu'un Alsacien et un Lorrain soient délégués par le Conseil national de la Résistance à l'ACP, afin que leur présence soit le symbole de l'indivisibilité de la nation.

Et Capitant rappelle les souffrances endurées par l'Alsace et la Lorraine, et en particulier celles des incorporés de force. Certes la protestation contre l'annexion a été faite dès les premiers jours par le général de Gaulle. Mais l'ACP se doit de la renouveler, ce sera pour les Alsaciens et les Lorrains un immense réconfort. Enfin, le CNR se doit de désigner un Alsacien et un Lorrain pour siéger à l'ACP. Ce n'est pas là une concession au régionalisme, mais une protestation spéciale contre une mesure spéciale d'annexion. Et il ajoute un argument supplémentaire :

Il y a un intérêt international à ce que la voix de nos provinces martyres puisse se faire entendre, car se posera bientôt le règlement des frontières entre la France et l'Allemagne. Si un jour devait naître le projet de constitution d'un Etat neutre entre la France et l'Allemagne, Etat qui comprendrait la Rhénanie et l'Alsace, de

quel poids serait votre protestation si elle n'était prononcée par des Alsaciens ? Enfin, la présence de Lorrains et d'Alsaciens dans votre sein marquerait que la France entend rester indivisible, qu'elle entend combattre jusqu'à ce que soient réintégrées ces provinces dans la communauté française.

Au nom du CFLN, André Philip s'associe à cette motion :

Nous sommes heureux que dès le premier débat, le premier geste soit pour affirmer notre solidarité totale avec nos frères d'Alsace et Lorraine ... Nous savons quelles sont leurs souffrances. Nous savons qu'elles sont plus vives que celles du reste de la France, parce que les Alsaciens et les Lorrains sont soumis à une annexion complète.

Le CFLN retransmettra le vœu de l'ACP au CNR. Jacques d'Alsace, commissaire du gouvernement a alors la parole et assure

[...] Sur les ruines de cette liberté que nous ont apportée les soldats de 1918, je puis vous dire que la Résistance alsacienne et lorraine est égale à celle qui existe sur le reste du territoire français. Sur les Alsaciens et les Lorrains, votre vote aura un retentissement extraordinaire. Il y a actuellement 140 000 Alsaciens et Lorrains qui portent l'uniforme allemand. Il y en a 35 000 qui sont engagés sur le front de l'Est où coule le sang français. Votre vote redonnera courage et espoir à ceux qui, combattant sous uniforme allemand, serrent sur leur cœur la cocarde tricolore »¹³³.

La BBC diffusera une synthèse des interventions de Capitant et de Jacques d'Alsace le 13 décembre 1943, mais propagande oblige, les attribue au seul Jacques d'Alsace¹³⁴.

La vaine recherche de députés alsaciens et lorrains à l'ACP

Au cours de sa séance du début décembre 1943, Jacques d'Alsace informe le Conseil consultatif que les délégués alsaciens et lorrains seraient nommés au plus tard pour le 20 décembre. M^{gr} Hincky s'étonne que le Conseil ne soit pas consulté par le CNR. On ignore quels sont les contacts qui ont été pris. Le 25 janvier 1944, le Conseil prend connaissance de la démission de Capitant, devenu Commissaire d'Etat à l'Education nationale, de la mission du capitaine Neurohr qui doit partir en Russie, approuve définitivement le projet d'ordonnance sur l'unification législative. Et il se plaint : les Commissariats d'Etat ont si peu tenu compte des avis du Comité consultatif. Jacques d'Alsace l'informe : plusieurs personnalités alsaciennes de métropole ont été pressenties pour une désignation à l'Assemblée consultative provisoire mais elles ont refusé cette offre. Il s'agit vraisemblablement d'anciens parlementaires, car certains membres

133. JORF, *Les débats de l'Assemblée consultative provisoire : Alger, 3 novembre 1943-25 juillet 1944*, [Reprod. en fac-sim.], 2003.

134. CREMIEUX-BRILHAC (Jean-Louis), *Les voix de la liberté. Ici Londres 1940-1944*, Paris 1975, IV, p. 123.

du Conseil s'élèvent contre la désignation de parlementaires, estimant qu'ils n'ont plus de légitimité. Haenggi n'est pas de cet avis : tout en ayant voté pour Vichy, certains parlementaires alsaciens et lorrains n'en ont pas moins continué à lutter contre les Allemands. On n'en saura pas plus.

Les « mesquines querelles entre Alsaciens »

Dès ses débuts, la dénomination de « Conseil consultatif » et sa composition ont été vivement contestées par une partie de la « colonie alsacienne d'Alger ». Le 21 juillet 1943, l'ancien bâtonnier de Colmar, M^e Fernand Heitz adresse à son confrère colmarien une « lettre officielle », où il se plaint de la manipulation qui a permis à « l'Association des Amis du Général Bergeret » ou « comité » de céder la place au nouveau « Conseil consultatif ». Ceux que Heitz qualifie de « sybarites algérois » se sont contentés d'élargir un peu leurs rangs. Ils ont exclu le député Georges Weill, le sénateur Mallarmé ancien président de la Commission d'Alsace et de Lorraine de la Chambre des députés¹³⁵, M^e Dick (ancien avocat à Strasbourg), M^e Alfred Betz, et d'autres encore. Empruntée au Conseil de ce nom qui de 1920 à 1924 regroupait des députés, sénateurs, conseillers généraux et personnalités qualifiées d'Alsace et de Lorraine, la dénomination du Conseil d'Alger leur paraît usurpée. Plus ridicule enfin pour M^e Heitz, la prétention de ce Conseil de préparer la législation à appliquer en Alsace et en Lorraine, tâche pour laquelle ses membres sont si peu compétents.

Un groupement d'études d'Alsace et de Lorraine

Le 2 octobre 1943, le pas est franchi : les mécontents constituent un « groupement d'études d'Alsace et de Lorraine », présidé par M^e Oscar Dick, avec pour vice-présidents Georges Weill et Joseph Kaestlé, pour secrétaires Fernand Heitz et le député communiste des Ardennes Pierre Lareppe, déporté en Algérie et à présent libéré, choisi parce qu'il avait travaillé quelque temps à Mulhouse. La composition de ce groupement, qui réunit des communistes, des socialistes, des catholiques et des monarchistes est destinée à souligner l'apparente absence de diversité du Conseil consultatif. L'inspirateur du groupement est Georges Weill, député socialiste de Strasbourg de 1924 à 1928 et de 1932 à 1936. En octobre 1943, il a un entretien avec le commissaire à l'Intérieur André Philip¹³⁶ ; il se plaint de l'exclusive prononcée par le Comité consultatif à l'égard des radicaux, socialistes ou communistes. Ce conseil de chefs d'entreprise et de

135. Mallarmé, député d'Alger de 1924 à 1939, puis sénateur à partir de 1939, avait voté oui le 10 juillet 1940.

136. AN, F 1a 3814, Georges Weill à André Philip, le 2/10/1943.

banquiers lui semble « pénétré de l'attachement au régime économique et social ancien ». Georges Weill et le groupement demandent le retour à la loi du 24 juillet 1925, portant réorganisation du régime administratif des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Ainsi devrait-on procéder comme c'était le cas avant 1940, à l'installation d'un Directeur général des Services d'Alsace-Lorraine et d'un service central d'Alsace-Lorraine. Les recommandations à formuler pour le retour en Alsace et Lorraine devraient se fonder sur une information plus complète et sur l'avis de personnalités plus qualifiées que celles qui composent le Conseil consultatif. Il devrait donc être supprimé, et le service d'Alsace-Lorraine étoffé : outre d'Alsace il faut y nommer Jean Marzolf, qui vient d'arriver au Maroc, par l'Espagne, ainsi que Flocard¹³⁷, instituteur, ancien secrétaire de la Fédération SFIO de la Moselle depuis 1928, alors lieutenant d'aviation au groupe Bretagne¹³⁸.

La réorganisation du service d'Alsace-Lorraine

Si le Conseil travaille tout au long de l'été 1943, le Service ne semble avoir guère eu d'ouvrage : Jacques d'Alsace avait été nommé membre de la Commission d'épuration instituée au mois d'août 1943¹³⁹. Le 10 novembre 1943, Emmanuel d'Astier de la Vigerie est nommé commissaire d'Etat à l'Intérieur, avec comme adjoint le socialiste Jean Pierre-Bloch. Dans le sillage de la création de l'ACP, les partis politiques ont reconstitué leurs fédérations algériennes, en premier lieu le parti socialiste, puis le parti radical¹⁴⁰. Georges Weill, ancien membre des Conférences d'Alsace-Lorraine de 1915 à 1918, relance le Commissaire à l'Intérieur le 1^{er} décembre. Or, dès novembre 1943, puis de manière plus détaillée le 22 décembre les commissariats d'Etat sont priés de mettre au point « les projets ...se rapportant aux mesures à prendre au moment de

137. *Dictionnaire Biographique du Mouvement ouvrier, Mouvement social*. 1940 à mai 1968, p. 228-29 ; notice Gilles Morin, Pierre Schill. Elle ne s'étend pas sur cette période de la vie de Flocard.

138. AN, F 1a 3814, F 1a 3814, Groupement d'études à Commissariat d'Etat à l'Intérieur, 16/11/43.

139. Elle comprenait 5 membres, son président William Marçais professeur à la Faculté de Droit d'Alger, remplacé par Charles Laurent (CNR-CGT), député à l'ACP, Bosman et Ribière tous deux députés à l'ACP, le conservateur à la bibliothèque municipale d'Alger, Esquer et son secrétaire-rapporteur Renée Carcassonne. Elle instruit les dossiers des inculpés, puis les transmet au Commissariat à la Justice avec ses recommandations : sanction administrative, sanction pénale et renvoi devant un tribunal. Elle traitera 1 473 dossiers, en retient 998, et se prononce sur 507. Mais le Commissaire à la Justice (de Menthon) rejette 80 % des dossiers transmis. D'autres commissariats d'Etat conduisent l'épuration de leurs propres services : armée, éducation nationale, presse. Mais en général, on conclut que « l'épuration d'Alger ne frappe que des comparses peu nombreux ». DANAN (Yves-Maxime), *op. cit.*, p. 290 et suiv.

140. DANAN (Yves-Maxime), *op. cit.*, p. 300.

l'arrivée en France... en matière législative et réglementaire, en matière administrative...¹⁴¹».

L'administration du Commissariat à l'Intérieur a été renforcée. A été nommé secrétaire général, l'ancien contrôleur civil de l'administration coloniale au Maroc, Roger Moris¹⁴². A été nommé sous-directeur, Jean Marzolf, venu de la France par l'Espagne et le Maroc¹⁴³. Ce sont eux qui arbitreront entre les positions qui s'affrontent. Moris se range à l'avis donné par Georges Weill, et propose de restaurer la Direction générale¹⁴⁴. Jacques d'Alsace et Marzolf ne veulent pas revenir à la loi de 1925. Ils estiment que la réintroduction de l'administration française en Alsace et en Lorraine exigera de faire appel à un Commissaire régional avec des pouvoirs renforcés :

A beaucoup de points de vue, on va se trouver devant la même situation qu'en 1919 et comme à cette époque, il s'imposera de grouper à Strasbourg et à Metz l'ensemble des services d'Alsace et de Lorraine¹⁴⁵.

141. Général de GAULLE, *Lettres notes et carnets. Juin 1943-mai 1945*. De Gaulle à René Cassin, le 22 décembre 1943, p. 128-129.

142. Roger Moris (Sète 24/7/1906 - Saint-Pierre d'Idron (P-A) le 30/5/1987). Contrôleur civil au Maroc en 1933, Directeur de Cabinet du Commissaire d'Etat aux Finances Couve de Murville (juin 1943 - novembre 1943), Secrétaire général du Commissariat d'Etat à l'Intérieur (Nov. 1943 - juin 1944). A partir de 1944, carrière préfectorale en France. BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets*, septembre 1870 - mai 1982, Paris, 1994.

143. AN. F/1v1/1132/. Jean Marzolf, né à Woerth le 29/10/1894, a fait ses études à Strasbourg. Il a servi comme officier dans l'armée allemande pendant la guerre, mais fait partie de la Mission Militaire administrative de Basse-Alsace en 1918-1919. Il passe une licence de droit française, est nommé chef de division à la préfecture du Bas-Rhin, puis dès 1921, conseiller au Tribunal administratif de Strasbourg. Il est l'un des fondateurs de Radio-Strasbourg. Officier de réserve français, il atteindra le grade de capitaine. Il fait la campagne de 1940, comme instructeur à Saumur, puis participe aux combats de Saumur. Il est démobilisé à Montauban (juillet 1940), chargé de mission à Périgueux jusqu'en 1941, puis à Vichy auprès du Garde des Sceaux, à la direction générale des services d'AL (avril mai 1941). Sur recommandation du préfet Demange, directeur général du personnel du ministère de l'Intérieur, il est nommé Intendant de police à Limoges, en mai 1941. Il n'y reste pas longtemps. D'après son dossier, « ses relations dans les milieux israélites et ses sentiments gaullistes » aboutissent à le relever de ses fonctions le 4 août 1941 et à le mettre à la retraite d'office le 8 novembre 1942. At-il alors séjourné dans la Drôme, où il a des liens avec les maquis? Il fait partie, comme son fils François, étudiant à Clermont-Ferrand et chef des Eclaireurs Unionistes d'Alsace et de Lorraine du réseau du Colonel Boutet, qui seront arrêtés et fusillés en juin 1944. Jean Marzolf a quitté la France, passé par l'Espagne en août 1943, arrive à Casablanca à la fin de novembre 1943. Il rejoint l'administration du CFLN et Alger en décembre 1943. Il est nommé sous-directeur au Commissariat d'Etat à l'Intérieur, puis secrétaire général du Commissariat en juin 1944, puis lors du retour sur Paris, remplace Jacques d'Alsace à la direction du Service d'Alsace-Lorraine. Ce service sera supprimé lors d'un vote surprise de la Constituante en mai 1946. Malgré les recommandations élogieuses de Laffon qui souhaite le placer en Zone Française d'Occupation, M. ne retrouve de poste que comme chef de section à la Commission des dommages de guerre. Il préfère prendre sa retraite en 1948.

144. AN, F1a 3814, Jacques d'Alsace à Commissaire à l'Intérieur, le 2/2/1944.

145. AN, F/1a/3814, Marzolf à Commissaire de l'Intérieur, le 7/1/1944.

Cela les conduit à préconiser une position d'attente et à confier les compétences de la Direction générale au Service d'Alsace et Lorraine. Il s'appuierait en outre sur un centre de documentation en Suisse (avec Knittel, Frédéric Eccard et Pierre de Leusse)¹⁴⁶.

Jacques d'Alsace a souhaité jusqu'au dernier moment conserver le Conseil Consultatif¹⁴⁷, mais :

les mesquines querelles entre Alsaciens.. ont empêché toute union entre les deux comités... Et ceux qui se sont cantonnés dans l'opposition sont aussi responsables que ceux qui n'ont pas voulu admettre le principe de l'intérêt général¹⁴⁸.

L'initiative doit donc revenir à l'Etat : le Service devra être chargé de créer des commissions techniques pour l'étude des problèmes :

Car il faut désormais éviter le risque de se voir reprocher d'avoir élaboré des projets « sous l'inspiration d'un groupe ne représentant pas entièrement l'opinion alsacienne-lorraine »... Serait-elle réalisée, que le gouvernement pourrait encore se voir reprocher en arrivant en France d'avoir agi sous l'influence trop marquée d'un groupe de réfugiés¹⁴⁹.

Ces divisions ont de même empêché la désignation de députés alsaciens et lorrains choisis parmi les réfugiés en Afrique du Nord et les personnalités du Conseil Consultatif¹⁵⁰. Jacques d'Alsace pouvait commenter :

Les Alsaciens et Lorrains sont loin d'être d'accord sur la désignation éventuelle de personnalités habitant l'AFN. Il est donc indispensable de s'en tenir au point de vue déjà exprimé que les deux Alsaciens viennent de la métropole, en les choisissant au besoin parmi les résistants ayant quitté l'Alsace et la Lorraine à destination du reste du territoire français¹⁵¹.

La suppression du Conseil consultatif

L'ordonnance du 7 mars 1944 tire donc les leçons des divisions entre Alsaciens d'Alger et supprime le Conseil Consultatif. Elle confie au service d'Alsace-Lorraine la charge :

De poursuivre les travaux législatifs concernant l'Alsace et la Lorraine, en utilisant les rapports et vœux présentés par le CC. Les projets seront arrêtés en

146. AN, F1a 3814, Jacques d'Alsace à Commissaire à l'Intérieur, le 12/2/1944.

147. Ce que confirme Pierre-Bloch lors de l'audience qu'il accorde au bureau du Conseil le 13 mars 1944.

148. AN, F 1a 3814, Jacques d'Alsace au Commissaire à l'intérieur, Le 7/02/1944.

149. AN, F 1a 3814 et AN 3 AG 1/267, Jacques d'Alsace au général de Gaulle, le 13 mars 1944.

150. AN, 1a 3814, Jacques d'Alsace au Commissaire à l'Intérieur, le 15 mars 1944.

151. AN, 3 AG 1/267, Jacques d'Alsace au général de Gaulle, le 13 mars 1944. Ce qui était le cas de l'abbé Held qui sera proposé le 20 mars 1944.

liaison avec les Commissariats intéressés et au besoin après avis de personnalités qualifiées consultées à cet effet.

Le Conseil proteste. Jacques d'Alsace obtient de Jean Pierre-Bloch que Huck-Astier¹⁵² et le bureau soient reçus en audience consolatrice¹⁵³, où il accepte d'examiner de nouvelles candidatures de députés pour l'ACP : le général Koenig, qui refuse parce que militaire, Bodard, directeur au Commissariat d'Etat à la justice, qui ne peut accepter parce que fonctionnaire, et l'abbé Held, évadé d'Alsace et de Lorraine puis de la métropole occupée, qui a participé pendant l'été 1943 à la rédaction du cahier de *Témoignage chrétien, Alsace et Lorraine, terres françaises*, et est alors aumônier de la marine à Oran¹⁵⁴.

Aussitôt, les membres du Groupement d'études font acte de candidature¹⁵⁵... et se félicitent de cette dissolution. C'est ce qu'exprime Georges Weill dans un article d'*Alger républicain*, du 24 mars, où il qualifie le Conseil Consultatif de :

Petite réunion de quelques notables, qui ne pouvait aboutir qu'à des conclusions dictées par un esprit de conservation autant dire de régression sociale. Il était véritablement impossible que le gouvernement de la IV^e République vint en France avec sur les bras un tel appareil réunissant quelques privilégiés du repli en AFN »¹⁵⁶.

Les divisions entre Alsaciens d'Alger avaient cependant été édifiantes pour les ministres et fonctionnaires du CFLN. Ce n'est décidément qu'en métropole que l'on trouverait les représentants qualifiés de l'opinion alsacienne.

152. Huck-Astier s'est alors déjà engagé au 2^e Dragons, régiment d'Auch dissous en novembre 1942 et reconstitué en Algérie, et débarque avec lui le 30 août 1944 en Provence, participe à la campagne de France jusqu'au Rhin, puis est nommé à l'état-major de la X^e Région militaire (Strasbourg). Il prend dès 1945 la présidence des Forges de Strasbourg, et soutiendra le RPF bas-rhinois dès sa création ainsi que le général Koenig, député à partir de 1951. Il a fait partie de nombreux Conseils d'Administration de SA françaises de la sidérurgie et de la métallurgie, ainsi que de la navigation fluviale.

153. AP Francis Bockel. PV de la séance plénière extraordinaire du CC du 19 mars 1944.

154. AP Francis Bockel. PV de la séance plénière extraordinaire du CC du 19 mars 1944.

155. AN, 3 AG 1/267. Le bureau du groupement d'études (Dick, Kaestlé, Weill, Camuzat, Heitz, Lareppe) au général de Gaulle le 20/3/1944, le 17 mars 1944, sans doute exaspéré, Jacques d'Alsace a soumis au Commissariat à l'Intérieur, les noms de Hincky, Billmann, Bodard, Graff, Essig, Huck-Astier, Koch, Ohlmann, Sturm, Wehrung, Girardin, Louis Bockel, Bernard de Turckheim, Thony, Alexandre, (Conseil) Weill, Heitz, Dick, Kaestlé, (groupement), Marzolf, Knoll (CIAL Algérie) abbés Barlier (Metz) et Held (Strasbourg - Oran). AN, F/1a/3814.

156. AN, F 1a 3814, *Alger Républicain*, le 24 mars 1944.

La parole aux « commissions techniques »

Restait pour le Service d'Alsace et de Lorraine à lancer les études et à avancer les propositions pour le retour de l'Administration en Alsace et Lorraine. Ce travail va être pris en charge par les commissions techniques. Elles comprennent nécessairement des personnalités issues des deux associations d'Alsaciens et Lorrains.

D'entrée de jeu est posée la question du maintien de l'entité Alsace et Lorraine, séparée par le Reich. Le service n'écarte nullement la possibilité de maintenir cette séparation, mais se prononce étant donné l'ampleur des problèmes communs qui seront posés, législatifs, réglementaires, en faveur du maintien d'une région commune Alsace et Lorraine, administrée par un seul commissaire de la république, aux fonctions définies par l'ordonnance du 30 décembre 1943. Les problèmes soulevés par l'abrogation des textes allemands et du retour à la législation française en vigueur au 16 juin 1940 (et le cas échéant de l'introduction de la législation française de Vichy validée) sont étudiés par une commission du Commissariat d'Etat à la Justice sous la direction de l'ancien avocat messin Bodard, désormais directeur au Commissariat d'Etat. Le 1^{er} juin 1944 elle produit un projet d'ordonnance portant réglementation de la législation civile, commerciale et pénale en Alsace et Lorraine. Ce projet constituera l'ébauche de l'ordonnance du 15 septembre 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle¹⁵⁷. De son côté, le Service d'Alsace et Lorraine demande que les incorporés de force dans la Wehrmacht ou leurs veuves, orphelins et ascendants bénéficient, comme les anciens combattants alsaciens et lorrains de 1914-1918, des dispositions de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions d'anciens combattants français¹⁵⁸.

Sur l'enseignement de l'allemand, le Service apporte une précision : la suppression de cet enseignement sera provisoire, et l'enseignement facultatif sera limité aux maîtres volontaires, aux enfants de parents volontaires à partir de l'âge de 10 ans à raison de 2 heures par semaine¹⁵⁹. C'est « qu'après une annexion de fait qui dure depuis 4 ans, il est souhaitable d'assurer une primauté absolue à la langue nationale ». La priorité sera

157. AN, AN F 1a 3814, Questions d'Alsace-Lorraine, commission de la justice, le 6 juin 1944.

158. Ce qui sera fait par l'ordonnance n° 45-364 du 10 mars 1945 modifiée, par laquelle ils bénéficient des mêmes droits que les combattants ayant servi dans les formations de l'armée française durant la Seconde Guerre mondiale. Les services qu'ils ont effectués dans la Wehrmacht et leurs périodes de captivité éventuelles sont validés pour la retraite ; les blessures reçues et les maladies contractées sont susceptibles d'être indemnisées au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

159. La circulaire Pfister de 1927 faisait débiter cet enseignement à l'âge de 8 ans.

de réorganiser le service de l'enseignement et d'y faire revenir tous les personnels qui se :

trouvent actuellement en France, en Allemagne et dans l'Empire [français]. Tous les personnels qui occupaient un poste quelconque en Alsace et en Lorraine le 1^{er} septembre 1939 (régions évacuées) ou le 16 juin 1940, autres régions, doivent rejoindre ce poste, même à titre provisoire et quel que soit le poste occupé au moment de la Libération.

Sont forcément visés par cette recommandation, les personnels congréganistes, révoqués de leurs postes par l'autorité allemande en septembre 1940¹⁶⁰.

Felsenstein (pseudo Favereau) ancien rédacteur en chef des *Dernières Nouvelles de Colmar* présente un rapport sur la presse. Avant-guerre, rappelle-t-il, la plupart des journaux étaient en langue allemande et les maisons qui éditaient des journaux dans les deux langues ne pouvaient faire vivre leur édition française que grâce aux rentrées de l'édition allemande. Or, il n'y a désormais qu'une seule imprimerie de presse par ville en état de fonctionner. Dans ces conditions, il faudra, dans la période de transition, ne publier qu'un seul journal par ville, quitte à y insérer des pages produites par les différentes équipes rédactionnelles. Interdire le journal en allemand, c'est faire la fortune des journaux suisses et couper les Alsaciens de toute information nationale. Publier des journaux bilingues en double colonage est impossible : chaque tentative récente de ce type s'est soldée par une faillite. Il faut encourager le journal en français, mais ne plus revenir au système des fonds secrets ou de subventions d'officines de propagande : le privilège de l'annonce légale devrait suffire. Un groupe technique du Service est réuni le 26 avril 1944 autour de Marzolf et de Jacques d'Alsace, avec Mangeon, Billmann (désormais chef de service au Commissariat d'Etat des prisonniers et déportés), Desforges (directeur de l'office national du Livre), Haenggi, Kaestlé, Koch¹⁶¹, et Georges Weill. Les conclusions de ce groupe sont plus tranchées que celles du rapport Felsenstein. Il n'y aura qu'un seul journal pour la période de transition, ou plus exactement une seule « Une » et des pages intérieures différentes¹⁶². Le journal en allemand se révèle incontournable, mais la publicité doit

160. AN, F/1a/3814, Jacques d'Alsace à Commissariat d'Etat de l'Education nationale, le 1^{er} juin 1944.

161. Après la nomination de Louis Joxe au secrétariat général du CFLN en juin 1943, Marcel Koch y assure le fonctionnement du service de documentation du CFLN qui édite également le *Journal officiel*. En novembre 1944, à Paris, il participe à la fondation de la Direction de la Documentation et de la diffusion qui édite le *JO* et la *Documentation française*.

162. Formule qui se révélera impraticable et pas seulement parce qu'à Strasbourg, le PCF publie le premier une « *Humanité d'Alsace et de Lorraine* » autonome, provoquant les autres rédactions à sortir elles aussi leurs journaux.

y être en français (Billmann) et son contenu contrôlé par la censure (Koch). La presse en français doit être encouragée par des subventions et le privilège des annonces légales (Weill). Ces propositions sont adoptées¹⁶³. Sur la radio, on s'en tient aux propositions avancées par le Conseil consultatif : rétablissement d'un poste national Radio-Strasbourg émettant en français, avec une station locale en allemand ou en alsacien, « destinée à supplanter l'intérêt incontestable que pourront présenter les émissions des postes voisins »¹⁶⁴. Le dossier du taux de change, qui avait déjà préoccupé le Conseil consultatif, est également traité par un groupe technique du Service, réunissant Marzolf, Mangeon, Essig (inspecteur des finances au Commissariat d'Etat aux Finances), Wenger-Valentin, ainsi que le capitaine Flocard. Les réflexions en cours au Commissariat des Finances de Pierre Mendès France aboutissent à imposer un taux de change à 15 franc le mark, alors que le taux appliqué par les Allemands en France occupée (et en Alsace et Lorraine) avait été de 20 francs le mark. Le mark n'avait pas été la monnaie de la France occupée ; elle avait été celle de l'Alsace et de la Lorraine. Les rapports de Jacques d'Alsace insistent là encore sur les précédents de 1919. Le groupe technique ne souhaite pas mécontenter la population alsacienne. Le double taux, 15 francs pour la France et 20 francs pour l'Alsace et la Lorraine obligerait à maintenir une ligne douanière, pour éviter les flux de marks vers l'Est. On se rallie donc à la position : 20 francs le mark pour une somme forfaitaire de marks par famille, le taux national pour le reste¹⁶⁵.

Le général de Gaulle et M^{gr} Hincky

Le 13 décembre 1943, M^{gr} Hincky célèbre à Alger une messe pour la sainte Odile, à laquelle il avait invité le général de Gaulle, qui avait regretté de ne pouvoir y assister, ajoutant : « J'aurais voulu pouvoir en ce jour me retrouver au milieu de nos chers compatriotes d'Alsace et de Lorraine »¹⁶⁶.

Le 9 décembre 1943, le général de Gaulle avait élargi le Comité Français de Libération nationale aux principales tendances de la politique et de la Résistance, mais n'avait pas obtenu l'entrée des communistes. Il aurait voulu « un catholique à côté de lui », assure Jean Pierre-Bloch :

163. AN, F/1a/3814, Jacques d'Alsace à Commissariat d'Etat à l'Intérieur, le 26 avril 1944.

164. AN, F/1a/3814, Jacques d'Alsace à Commissariat d'Etat à l'Intérieur, le 9 mai 1944.

165. AN, F 1a 3814, Questions d'Alsace-Lorraine. Le Service d'Alsace-Lorraine au Commissariat à l'Intérieur, rapports de mars, et de juin 1944.

166. AN, 3 AG 1/329, Alsace et Lorraine. Le général de Gaulle à M^{gr} Hincky, décembre 1943.

Il pensait à M^{gr} Hincky, le courageux évêque alsacien... Mais il fallait l'agrément de la hiérarchie religieuse. La dite hiérarchie refusa¹⁶⁷.

Yves-Maxime Danan situe également ces initiatives au mois de novembre 1943¹⁶⁸. Cela n'est nullement exclu. Il est cependant vraisemblable que ces démarches se soient produites – ou reproduites – au mois de mars 1944, après l'entrée des communistes dans le CFLN. M^{gr} Hincky informe le cardinal Tisserant que le général de Gaulle lui avait offert, le 1^{er} avril 1944, « pour témoigner tout ensemble à l'Alsace et à la Lorraine et au clergé français, sa sympathie, un poste de commissaire d'Etat. » Hincky avait accepté en principe :

sous réserve de l'autorisation de l'autorité religieuse. Vu les intérêts religieux de la France en général et de l'Alsace et de la Lorraine en particulier, qui sont en cause, j'aurais cru manquer à mes devoirs en adoptant une attitude différente.

Le général de Gaulle en aurait parlé à M^{gr} Leynaud, archevêque d'Alger, qui aurait promis d'en référer au Saint-Siège »¹⁶⁹. Il n'y eut pas de réponse. Jean Pierre-Bloch commente : « Curieuse prudence. Alors qu'à Vichy, beaucoup de prélats se passèrent de cette permission et furent les laudateurs de Pétain »¹⁷⁰.

L'exclusive des revenants

Alors que le retour en France approche, Jacques d'Alsace traverse au début de l'été 1944 une période de profond découragement. En juin, il se plaint de ce que les différents commissariats d'Etat ne tiennent pas compte des travaux du Service¹⁷¹. De plus, les « mesquines querelles entre Alsaciens » font à nouveau rage. Speitel a fait sa réapparition à Alger ; il continue de se prétendre le porte-parole des Alsaciens et Lorrains libres. C'est à une véritable charge qu'il se livre contre Jacques d'Alsace, ancien fonctionnaire de Vichy :

qui a systématiquement écarté les anciens résistants à Londres et en AFN des affaires de l'Alsace et de la Lorraine, s'appuie exclusivement sur des organisations

167. PIERRE-BLOCH (Jean), *Alger capitale de la France en guerre. 1942-1944*, Paris, 1989, p. 33 et 34.

168. DANAN (Yves-Maxime), *La vie politique à Alger de 1940 à 1944*, Paris, 1963, p. 214.

169. AN, 3 AG 1/329, Le général de Gaulle à M^{gr} Hincky, 4 avril 1944. Publiée dans Charles de GAULLE, *Lettres, notes et carnets. Juin 1943 - mai 1945*, p. 187-188.

AN, 3 AG 1/329, M^{gr} Hincky au général de Gaulle, le 15 juin 1944, M^{gr} Hincky a communiqué sa lettre au cardinal Tisserant au général de Gaulle, qui vient de débarquer en France et en reçoit dès le 22 juin la réponse du général : « je ne perds pas l'espoir que les circonstances permettent la réalisation de notre projet. J'y suis plus que jamais décidé ».

170. PIERRE-BLOCH, *Alger capitale de la France en guerre. 1942-1944*, Paris, 1989, p. 33 et 34.

171. AN, F 1a 3814, Questions d'Alsace-Lorraine. Jacques d'Alsace au Commissariat à l'Intérieur, le 13 juin 1944.

qui n'ont pas pris part à la résistance, combat le GERAL, et n'a pas pu obtenir que l'Alsace et la Lorraine soit représentée à l'Assemblée consultative provisoire.

Il demande à la tête du Service d'Alsace-Lorraine des hommes indépendants, par exemple le général Koenig¹⁷².

Le commissariat de l'Intérieur réunit les éléments d'une note pour le Commissaire qui se termine par :

Speitel, esprit faux et agité¹⁷³ méconnaît la situation où lors de la Libération, la population opprimée et résistante, restée sur place déterminera sa politique en dehors de tout apport des réfugiés d'Algérie ou de Londres. Les revenants ont créé le malaise alsacien en 1918. Il ne faudrait pas retomber dans la même erreur. Le général Koenig, Normand d'origine, mis en cause dans la note doit certainement s'en rendre compte »¹⁷⁴.

C'était là définir une politique. Et prononcer une exclusive contre les revenants.

La disgrâce de Jacques d'Alsace?

Etait-ce signifier aussi la disgrâce de Jacques d'Alsace et la fin de sa mission? Celui-ci semble s'en rendre compte. En juillet, Jacques d'Alsace se plaint amèrement au général et à son directeur de cabinet Palewski.

J'ai le sentiment qu'une véritable cabale est montée contre moi ... Au cours du dernier entretien que le général lui a accordé, il a demandé à être désigné comme le « porte-parole du général de Gaulle en Alsace-Lorraine »¹⁷⁵.

Palewski rappelle dans une note au général que Kalb a travaillé avec Rex qui l'a fait venir à Londres, et qu'il demande un appui contre ses détracteurs. Chargé de le recevoir à la fin de juillet 1944, Palewski l'assure de la sympathie du général¹⁷⁶. Le 7 août, dans une note faisant suite à cet entretien, Jacques d'Alsace précise qu'il a demandé un poste dans l'état-major du général « en qualité de conseiller technique pour l'Alsace-Lorraine de manière à pouvoir représenter le général en Alsace et en Lorraine, au moins pendant les débuts de la Libération ». Et il continue d'exprimer ses

172. Speitel assure se fonder sur l'opinion de Huck-Astier, Roudolphi, Wehrung, Neurohr, P. Alexandre et assure : « Tous les Alsaciens et les Lorrains verraient avec enthousiasme le général Koenig à la tête de ce service ».

173. Le général de Gaulle ne néglige pourtant pas les hommes qui en juin 1940 l'ont rejoint à Londres. Après les élections d'octobre 1945, il fait rédiger par Georges Pompidou des remerciements pour une lettre de félicitations de Speitel qui a regagné Londres en 1945. AN, 3 AG 40.

174. AN, F 1a 3814, 1/6/1944. Note pour le Commissaire d'Etat à l'Intérieur.

175. AN, 3 AG 1/267, Jacques d'Alsace au général de Gaulle, le 20 juin 1944.

176. AN, 3 AG 1/267, Palewski à Jacques d'Alsace le 23 juillet 1944. De retour des Etats-Unis le 14 juillet, le général de Gaulle a regagné Alger qu'il quitte définitivement le 18 août, pour la France.

plaintes : on n'a tenu nul compte du travail du Service ; l'on n'a pas désigné de députés d'Alsace et de Lorraine à l'ACP ; il ignore tout des personnes qui doivent occuper d'importantes fonctions en Alsace et en Lorraine, alors qu'il croit savoir que dans certains départements ministériels des plans de réorganisation sont prévus et qu'on a même désigné des titulaires pour occuper des postes importants¹⁷⁷. Il n'en reste pas moins fidèle au général de Gaulle¹⁷⁸. Le 13 septembre, avec les personnels du Commissariat d'Etat à l'Intérieur, Jacques d'Alsace quitte Alger pour Paris.

Paris libéré : Le choix des futurs hauts fonctionnaires d'Alsace et Lorraine

Le choix des futurs haut-fonctionnaires chargés de l'administration du territoire libéré sera fait en France occupée¹⁷⁹. Pourtant, les Commissaires d'Etat à Alger n'avaient pas manqué de faire des propositions. Le service d'Alsace et Lorraine avait adressé le 28 mars 1944 une liste de personnalités « qui semblent à première vue remplir certaines conditions essentielles pour pouvoir être prises en considération pour les différents postes à pourvoir ». Elle distingue deux échelons : celui du Commissariat régional et celui des préfectures :

I. Commissariat régional à Strasbourg : M. Terracher, Carré de Malberg, général Koenig, Robert Schuman, Charles Frey, Louis Marin, Sérot. Secrétaires généraux : Page, Eschbach, président du tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine, actuellement à Strasbourg, Marzolf, M^e F.-J. Heitz, le D^r Pflieger, Hocquard, maire de Metz, professeur au Lycée d'Annecy,

Etat Major régional [du Commissariat régional] 1^o Justice : Ohlmann, Coen (Cour d'Appel d'Alger) ; Groetzinger, ancien substitut à Strasbourg ; Wenninger, ancien juge d'instruction, condamné à mort ; Fonlupt. 2^o Finances : Essig, Ehrardt (Inspecteur général des finances à Alger), Wenger-Valentin, 3^o Affaires sociales : Robert Heitz, condamné aux Travaux forcés, médecin commandant Stricker, Frey, ancien médecin à Strasbourg (à Lyon) ; 4^o Education nationale, Jeunesse et sports : Schmidt-le-Roi, ancien secrétaire général de la CFNR, commissaire national aux Scouts de France, actuellement à Montélimar. Caquelin, ancien avocat au barreau du Colmar, commissaire national aux Eclaireurs de France, capitaine défenseur au Tribunal militaire à Alger, H. Mangeon, ancien industriel, ancien chef du Service départemental d'Education physique et de préparation militaire élémentaire du Bas-Rhin,

177. L'on prépare à Alger ... et en France occupée les nominations de commissaires de la République et de préfets de la Libération depuis l'automne de 1943.

178. AN, AG 1/267, Jacques d'Alsace à Palewski, Le 7 août 1944.

179. FOULON (Charles-Louis), *Le pouvoir en province à la libération. Les Commissaires de la République*, Paris, 1975.

animateur du sport en France. 5° Propagande, presse, radiodiffusion : F. Scheer, ancien avocat, ancien chef de cabinet de M. Georges Villiers, maire de Lyon ; M. Marcel Koch, M. Charles Haenggi, M. Jean Knittel (en Suisse), M. Gaston Moesch, ancien rédacteur en chef de la *France de l'Est*, actuellement à Marseille. 6° Cultes : M. Charles Altorffer. 7° Communications : M. Graff ; 8° Industrie, commerce, artisanat : Blanc, (S.A. Hartmann à Munster et Lyon), Bernard de Turckheim.

II. Cadre préfectoral. Bourrat préfet de la Moselle (Montauban), Agard, préfet du Haut-Rhin (Agen), Cathal sous-préfet de Molsheim (réfugié en Suisse), Matter ancien sous-préfet de Thann, conseiller de préfecture du Rhône, Paira sous-préfet de Sélestat, prisonnier de guerre, Oster sous-préfet de Condom, Staub sous-préfet direction des réfugiés à Vichy, Schreiber avocat à Colmar (Villeneuve sur le Lot), Latscha, ancien avocat du barreau de Mulhouse, ancien secrétaire général de Perpignan (révoqué) ; Zimmermann chef du bureau à la Direction d'Alsace et de Lorraine à Vichy, Spindler, chef de division de la préfecture du Haut-Rhin, Fritz, chef de cabinet du préfet du Haut-Rhin à Agen, Jacob, directeur du service des réfugiés à Agen, actuellement incarcéré par les Allemands, M. Spaety, ancien directeur de cabinet du Haut-Rhin, M. Kielholtz, chef de cabinet à Montpellier, M. Faller, ancien sous-préfet d'Altkirch, actuellement à Limoges¹⁸⁰.

La liste est précieuse, car elle relève les noms de ceux qu'à Alger, Jacques d'Alsace considérait comme non « indésirables ». On relèvera qu'outre des fonctionnaires antérieurement en poste en Alsace et en Lorraine n'ayant pas démérité, figurent les membres de son « réseau » de Lyon, les membres du Conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine d'Alger, ainsi que quelques personnalités « résistantes » déjà connues : Fonlupt, défenseur de Mendès France à Riom. Par contre, on notera que n'y figurent aucun ancien UPR, ou socialiste : ni Walter ou Meck, ni Naegelen !

Les premières désignations : Blondel et Fonlupt

Chargé par le Comité général d'études du CNR (CGE) des désignations¹⁸¹, Michel Debré informe, le 12 octobre 1943, Fonlupt-Esperaber de sa nomination de préfet régional à Strasbourg ; il prévoit en outre que les préfets des préfectures repliées, Bourrat à Agen (Moselle) et Agard à Montauban (Haut-Rhin) rejoindront leurs postes¹⁸². Mais Emile Laffon, qui exerce les mêmes fonctions, n'en avait pas été informé,

180. AN, F 1a 3814, Service d'Alsace et Lorraine à Commissaire d'Etat à l'Intérieur 28 mars 1944, Note n°213.

181. HOSTACHE (René), *Le Conseil National de la Résistance*, Paris, 1958, p. 247-287. FOULON, *op.cit.*, p. 69.

182. AN, F/1a/3300, Emile Laffon au Ministre de l'Intérieur Adrien Tixier, le 12 octobre 1944.

pas plus qu'Alexandre Parodi, délégué général du gouvernement¹⁸³. A la veille de l'insurrection de Paris, Parodi nomme l'ancien directeur de cabinet d'Oberkirch dans le gouvernement Tardieu, Charles Blondel (PDP) qui a fait partie du Comité Général d'Etudes (CGE) du CNR, commissaire régional à Strasbourg. Blondel est reçu par le général de Gaulle à la fin août, et se voit « donner certaines instructions »¹⁸⁴. Charles Blondel est ensuite reçu par le ministre de l'Intérieur d'Astier en présence de Laffon. D'Astier lui rappelle que sa mission était d'abord une mission d'enquête¹⁸⁵. Ces instructions semblent assez vagues pour que Blondel ne croie pas s'en affranchir en emmenant avec lui le 7 septembre trois avocats à qui il réserve les préfectures : Reboursset (bâtonnier de Metz) pour Metz, de Précigout (barreau de Strasbourg) pour Strasbourg et Stoeber (barreau de Mulhouse) pour Colmar. Les armées alliées sont immobilisées et attendent de se réapprovisionner avant de repasser à l'offensive, qui ne reprendra qu'au début de novembre. Blondel atteint Bar-le-Duc, puis revient sur Paris, en ayant cependant laissé Reboursset dans les seuls territoires du département de la Moselle libérés à ce moment là.

Adrien Tixier ministre de l'Intérieur

Le 8 septembre, se produit le remaniement du gouvernement provisoire. Le socialiste Adrien Tixier qui avait été commissaire aux Affaires sociales à Alger est nommé ministre de l'Intérieur. L'organigramme du ministère est redéfini. Laffon conserve son poste de Directeur général de l'administration régionale. Marzolf, sous-directeur, est chargé du service d'Alsace et de Lorraine installé rue Monceau. Jacques d'Alsace arrivé d'Alger semble n'avoir ni affectation ni fonctions précises¹⁸⁶. De son côté, le ministre de l'Education nationale, René Capitant nomme son ancien collègue Marcel Prélot recteur de Strasbourg. Et ce dernier constitue également son équipe : Marthelot et Baas pour le second degré, Théobald (Inspecteur d'Académie de Chateauroux) et Storck (proviseur de Gay-Lussac à Limoges) inspecteurs d'académie du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. L'université attendra à Clermont-Ferrand. Le « rugueux »

183. Foulon relève : « la force de Laffon et Debré est de continuer les désignations sans attendre d'être couverts par Alger ». A Alexandre Parodi, Emmanuel d'Astier rappelle le caractère provisoire de ces nominations . FOULON, *op. cit.*, p. 76. Par contre, Fonlupt affirme avoir eu un décret signé de Gaulle. A-t-il fait partie de la promotion d'octobre 1943, citée par Foulon ?

184. AN, F/1a/3300, Rapport Laffon à Tixier, le 13 septembre 1944. On ne peut que spéculer sur la nature de ces instructions.

185. AN, F/1a/3300, Rapport Laffon à Tixier, le 13 septembre 1944.

186. ALTORFFER (Charles), Au service des réfugiés alsaciens dans le Sud-Ouest, (1939-1945), *L'Outre-forêt : revue d'histoire de l'Alsace du Nord*, 1989, 68, p. 17-35. Publication électronique : <http://judaisme.sdv.fr/Justes-des-nations>.

Tixier semble vouloir remettre sur le métier la politique alsacienne et lorraine du gouvernement. Trois préoccupations semblent le guider : appliquer le plus possible aux départements d'Alsace et de Moselle les dispositions communes à tous les départements, trouver des interlocuteurs représentatifs de l'opinion alsacienne pour éviter de provoquer un nouveau « malaise », réintégrer les forces politiques alsaciennes dans le jeu politique national.

L'organisation des pouvoirs publics en Alsace et en Lorraine

La première ordonnance relative à l'Alsace et à la Lorraine

L'ordonnance du 15 septembre, relative au rétablissement de la légalité républicaine dans les trois départements avait été rédigée au Commissariat d'Etat à la Justice de François de Menthon, et préparée par Bodard et son groupe technique. Elle proclame le rétablissement de la légalité républicaine, soit le retour à la législation appliquée au 16 juin 1940, l'annulation de tous les textes édictés par la puissance occupante, sauf exceptions provisoires. Elle confirme la validité des actes juridiques et contrats conclus valablement selon le droit allemand, ainsi que des successions effectuées, des jugements et arrêts prononcés par les tribunaux civils ou commerciaux, sauf demande de révision devant un tribunal français. Il en va de même pour les condamnations pénales, sauf si elles étaient contraires au droit pénal français ou si « l'attachement du condamné à la France a déterminé ou aggravé la peine »¹⁸⁷.

L'ordonnance du 29 septembre 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics

Une note de Laffon, datée du 13 septembre, informe le nouveau ministre de la situation de l'administration de l'Alsace. Dès le début de septembre – sans doute sous l'impulsion de Jean Pierre-Bloch – le ministère de l'Intérieur a fait un choix déjà envisagé à Alger mais écarté par Marzolf et Jacques d'Alsace : la séparation de l'Alsace et de la Moselle en deux commissariats régionaux distincts¹⁸⁸. Cette conception rejoint également la position propre du général de Gaulle, qui avait au début

187. Journal officiel du 16 septembre 1944.

188. AN, F/1a/3300, Laffon à Tixier, le 13 septembre 1944.

de juillet donné pour instructions au Commissariat à l'Intérieur d'éviter l'appellation d'Alsace-Lorraine et d'Alsaciens-Lorrains :

Il m'a été rendu compte que des militaires originaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle étaient défavorablement impressionnés par l'emploi, en ce qui les concerne de l'appellation d'Alsaciens-Lorrains. Par sa forme cette appellation peut en effet, (tout en étant à l'opposé des sentiments de ceux qui l'emploient) tendre à classer ces militaires dans une catégorie distincte de l'ensemble de la nation. Le terme d'Alsace-Lorraine est la traduction d'Elsass-Lothringen, formation administrative allemande née de la défaite de 1871 et qui ne correspond à aucune réalité française. En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier, pour éviter de froisser les susceptibilités et de donner un argument aux propagandes ennemies, d'interdire l'emploi de l'expression d'Alsaciens-Lorrains. Il y aurait lieu selon le cas, soit d'employer le nom des départements d'origine, soit de se servir des appellations séparées d'Alsace et de Lorraine¹⁸⁹.

Mais visiblement, il n'avait pas imposé cette doctrine à Blondel, parti avec ses trois préfets. Et Marzolf rapporte dans un historique du 29 novembre 1944 que cette séparation avait été imposée par les commissaires d'Etat Capitant et de Menthon : ils avaient demandé que la Moselle soit rattachée immédiatement au commissariat régional de Nancy. On veut affirmer un principe : il n'est pas souhaitable de reconstituer l'Alsace-Lorraine. C'est ce que développe l'exposé des motifs d'un projet d'ordonnance, rédigé par Marzolf et présenté par Laffon, avec lequel Tixier se déclare d'accord¹⁹⁰ :

Il a été décidé qu'au moment de la Libération le statut provisoire des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle sera à nouveau basé sur la législation telle qu'elle existait au 16 juin 1940. Il appartiendra aux Assemblées nationales où siégeront les représentants de la population de se prononcer ensuite sur les réformes à apporter à la législation en vigueur dans les trois départements. Il demeure bien entendu que la législation existant au 16 juin 1940, devra être complétée d'une part par les ordonnances et dispositions réglementaires du CFLN et du GPRF, dans la mesure où elles sont applicables dans les trois départements sur la base des principes de 1940, et d'autre part par ceux des textes dits lois et décrets de l'Etat français que le GPRF désirerait conserver.

Dès maintenant, il convient d'étendre aux trois départements, les dispositions prises pour l'ensemble du pays en ce qui concerne la division du territoire national en Commissariats régionaux de la République (ordonnances du 10 janvier 1944 et du 3 juin 1944).

Deux solutions paraissent pouvoir être envisagées :

- soit la création d'une région englobant les départements du HR du BR et de la Moselle doté d'un CR à Strasbourg

189. AN, F 1a 3814, Général de Gaulle au Commissariat à l'Intérieur 09 juillet 1944.

190. AN, F/1a/3300, Tixier à Laffon, le 13 septembre 1944.

- soit la constitution de deux régions : l'une englobant les départements alsaciens du HR et du BR avec CR à Strasbourg, l'autre par le département de la Moselle, doté d'un CR à Metz.

Il semble préférable de s'arrêter à la deuxième solution, attendu qu'il ne paraît pas souhaitable de créer une région « Alsace et Lorraine » qui ne correspond ni aux intérêts économiques, ni aux aspirations de la population.

En effet la Moselle se différencie du Bas-Rhin et du Haut-Rhin par une industrie largement développée qui se rattache beaucoup plus au bassin de Briey qu'aux centres alsaciens et par une agriculture constituée sur d'autres bases que l'agriculture alsacienne. Le centre d'attraction des affaires pour la Moselle n'est pas Strasbourg, mais Nancy, véritable capitale du pays lorrain, formé par les départements de Meurthe et Moselle, de Moselle, de la Meuse et des Vosges. En outre les populations mosellanes parlent le français et un patois germanique nettement distinct du patois alsacien. Il est à remarquer d'autre part que la structure politique de la Moselle était différente de celle des départements alsaciens et qu'il n'existait aucun lien entre les partis sur le plan régional. Il est à considérer enfin que toutes les dissemblances politiques économiques et sociales se trouveront encore accentuées au moment de la libération, par les conséquences qu'aura laissées l'application d'un régime spécial, imposé par les autorités allemandes qui ont séparé la Moselle de l'Alsace en intégrant la première au *Gau Westmark* et la seconde au *Gau Oberrhein*.

Dans ses conditions la région « Alsace » sera administrée par le Commissaire régional de la République à Strasbourg et les préfets du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Le région « Moselle » sera administrée par le Commissaire régional de la République à Metz qui cumulera les fonctions et les pouvoirs du Commissaire Régional avec ceux du préfet de la Moselle.

Cependant, on reconnaissait qu'on serait obligé à assurer une certaine unité dans la liquidation du régime allemand, et le projet d'ordonnance prévoit donc un comité de coordination des deux « commissaires et des préfets » à Strasbourg, dont le secrétariat serait assuré par le service d'Alsace et de Lorraine¹⁹¹.

Le Conseil des ministres du 19 septembre renvoie l'ordonnance aux services pour nouvelle rédaction : le gouvernement rejette cette « coordination » parce qu'il craint qu'elle n'aboutisse à une reconstitution, même passagère d'une « Alsace-Lorraine »¹⁹².

Deux commissariats régionaux : Alsace et Moselle

L'ordonnance est en fin de compte adoptée le 23 septembre et publiée, sans exposé des motifs, dans le *Journal officiel* du 19 octobre 1944. Elle

191. AN, F/1a/3823, Rapport Tixier au Général de Gaulle le 15 septembre 1944. Exposé des motifs et projet d'ordonnance.

192. AN, F/1a/3300, Courcel à Tixier, le 29 novembre 1944. Historique de l'organisation de l'administration en Alsace et en Lorraine.

crée deux commissariats de la République, l'un à Strasbourg, regroupant les deux départements du Rhin, l'autre à Metz, où le préfet exerce « les pouvoirs conférés aux commissaires de la République »¹⁹³. Quant à la coordination entre les Commissaires de la République, elle était assurée provisoirement par un Commissaire de la République en mission. Geoffroy de Courcel est provisoirement chargé de ces fonctions¹⁹⁴.

Le choix définitif des hommes : les préfets

Laffon avait déjà fait convoquer à Paris les maires des grandes villes d'Alsace et de Lorraine, Frey et Hocquard, Walter, Maechling, Naegelen, Richard, Wicky¹⁹⁵. Blondel semble avoir négligé l'échelon ministériel dans l'idée qu'il se faisait de sa mission et avoir omis de s'informer des dispositions prises par Laffon qui s'en plaint :

Il s'était mal préparé à sa tâche, n'avait pas consulté les milieux alsaciens de Paris, ni les milieux réfugiés des départements du Sud-Ouest, ni « certaines personnalités éminentes que l'on ne peut pas ne pas consulter quand on est chargé d'une mission exceptionnelle en Alsace et en Lorraine.

Du coup, il avait pressenti l'un des « quatre-vingt », Philippe Serre député « Jeune République » de Briey, mais doutait de son consentement. Il faudra donc s'accommoder de Blondel. Une entrevue avec Frey l'avait convaincu : confirmer la nomination de Fonlupt à Strasbourg s'avérerait impossible. Fonlupt s'y était présenté trois fois à des élections et en 1936 avait fait passer un communiste [contre Charles Frey].

Enfin, Laffon fait état de la « vive campagne » qu'a menée Jacques d'Alsace à son arrivée d'Alger contre les nominations intervenues sans qu'il ait été consulté. Il souligne :

M. Kalb est candidat au poste de préfet de Colmar (c'est une des raisons de sa sévérité à l'égard de M. Stoeber). M. Kalb a les titres les plus magnifiques dans la Résistance, mais il n'est pas certain que l'Alsace qui a horriblement souffert, qui de force a dû servir l'Allemagne, ait les mêmes réactions que nous

193. JO. du 19/10/1944.

194. AN, F/1a/3299, AN, F/1a/3299, Ordre de mission du 23 septembre 1944.

195. A la fin d'octobre, Tixier demande à Meck (qu'il croit à Avignon) de rejoindre Paris. Mais ce dernier y séjourne depuis une quinzaine de jours. Nous retrouvons dans les archives 12 lettres de Meck au général de Gaulle (épargner les populations civiles, défendre l'Alsace – janvier 1945 –, gratitude de la population, autoriser le courrier en langue allemande encore interdit par la censure militaire, angoisse des populations du fait des prisonniers de guerre AL non encore revenus, spécificité de l'épuration en AL) qui lui fait répondre par Palewski, 3 lettres à Palewski, 2 lettres à Courcel, 5 lettres à Tixier, 1 lettre à Teitgen (sur le bilinguisme dans la presse alsacienne-lorraine), et 26 lettres au président de la Commission d'Alsace-Lorraine à l'Assemblée consultative provisoire (Tessier).

à l'égard de la résistance ou de la collaboration. Les titres de M. Kalb seront moins sensibles aux Alsaciens qu'aux Français de l'Intérieur.

Tout comme pour Fonlupt à Strasbourg, le passé politique de Kalb à Colmar est un obstacle à sa nomination de préfet du Haut-Rhin. Dans un département où l'épuration constituera à l'évidence une des tâches de l'administration, sans doute craint-on également son intransigeance patriotique¹⁹⁶.

Tixier avait de son côté demandé à Blondel de lui exposer ses idées sur l'orientation de sa politique. Il annote d'un « je ne suis pas d'accord, le commissaire régional ne sera pas indépendant. AT¹⁹⁷ », le passage suivant du rapport de Blondel :

Au début surtout, les solutions à apporter à la plupart des problèmes tant techniques que politiques ne pourront être trouvées que sur place, sous l'autorité sans doute du ministre compétent, mais sans que les mesures prises soient mises en cause quand à leur bien-fondé par les bureaux d'une direction parisienne dont l'existence ferait à cet égard double emploi avec le commissariat régional¹⁹⁸.

Mais comment revenir à présent sur cette nomination ? Le 19 septembre, le conseil des ministres procède à la nomination de Blondel comme commissaire de la République pour les départements du Haut et du Bas-Rhin. Et décide de proposer à Fonlupt la préfecture de la Moselle, avec pouvoirs de commissaire de la République¹⁹⁹. Tixier reçoit Fonlupt le 19 septembre : ce dernier refuse Metz et ira donc à Colmar. Restait Strasbourg. Le 25 septembre, Tixier qui a vu Naegelen²⁰⁰, avait demandé que l'on étudie la nomination de Naegelen à Strasbourg. Marzolf rappelle dans une note que la nomination de l'adjoint au maire de Strasbourg susciterait certainement des réserves à Strasbourg, étant donné l'âpreté des combats politiques qu'il y avait soutenus ; la nomination d'un préfet serait préférable, en premier rang celle de Léonard, alors préfet de Seine

196. AN, F/1a/3300, Rapport Laffon à Tixier, le 13 septembre 1944.

197. Qui ne vise pas particulièrement l'Alsace. Tixier rappelle aux Commissaires de la République en septembre 1944 : « Le gouvernement central est installé à Paris. Il entend gouverner. Vous êtes ses représentants, vous devez exécuter ses instructions ». FOULON (C.), *op.cit.* Sur la vigoureuse prise en main par Tixier : FOULON, *op. cit.*, pp. 239-249.

198. AN, F/1a/3300, Blondel à Tixier, le 17 septembre 1944. ADBR, AP Irjud, Rapport Blondel du 16 septembre 1944.

199. Ce dernier s'est adressé à Georges Bidault, pour lui expliquer sa mésaventure et lui exposer la politique qu'il entendait suivre en Alsace. Cette note a été retransmise au général. AN, F/1a/3300, Fonlupt à Bidault le 19 septembre 1944. La note porte « Vu par le général ».

200. AN, F/1a/3300, e 16/9/1944, Naegelen adresse une longue note à Tixier, portant sur les questions d'enseignement : suppression de l'enseignement de l'allemand, enseignement religieux assuré exclusivement par les ministres du culte.

et Oise²⁰¹. Laffon admet que la nomination de Naegelen ferait « contre-poids » aux nominations récentes, mais reconnaît que la nomination d'un préfet serait préférable²⁰². On en reste là pour le moment. Strasbourg n'est pas libéré. Et Tixier réclame des notes sur :

L'épuration de l'administration, la répression de la collaboration, la coopération de la nouvelle administration avec les organisations de résistance et la formation éventuelle de CDL, la question linguistique, la question religieuse, la question de l'enseignement, la législation civile, la législation sociale, la réorganisation judiciaire, la question de la monnaie, la question de ravitaillement. Ces projets de directives qui seront soumis à l'approbation du gouvernement devraient être préparés d'urgence en coopération par MM. Blondel, Marzolf, de Courcel etc²⁰³.

Toujours les divisions entre Alsaciens

Tixier tient le 25 septembre une réunion avec des « personnalités représentatives de l'opinion en Alsace qui se trouveraient actuellement à Paris »²⁰⁴. Il ressort exaspéré de ses entretiens et réunions.

L'application des lois de la République en Alsace et en Lorraine exigera dès les premiers jours, une coordination entre Commissaires de la République. Pour l'instant par ordre ministériel, j'ai confié cette tâche à M. de Courcel, commissaire en mission. Mais dès maintenant, il faut prévoir une solution plus permanente à ce problème de coordination. Tous les visiteurs alsaciens et lorrains que je reçois m'en parlent. Les uns se prononcent pour la création d'un Conseil consultatif à Strasbourg. Les uns critiquent toute idée d'un tel comité comme un retour aux institutions de l'autonomisme. Les uns demandent la création au

201. Suivi de Holveck, ancien préfet de Poitiers, de Jung secrétaire général de la Moselle, et de Jean Wolff, ancien secrétaire général du Bas-Rhin en Dordogne, et alors secrétaire général de Seine-et-Marne.

202. AN, F/1a/3299, Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur au Ministre 27 septembre 1944, avec une note de Marzolf, du 26 septembre 1944.

203. F/1a/3300, Rétablissement de la légalité républicaine en AL. Tixier à Laffon 22 septembre 1944.

204. AN, F/1a/3299, L'on ne dispose malheureusement pas de liste des personnalités consultées. Par contre, sont déjà à Paris à ce moment-là, les techniciens, René Graff, désormais commandant de la MMLA et nommé directeur des ports et voies navigables de France, Altorffer, venu de Périgueux, les politiques Frey, Walter et Maechling. Haelling, ancien directeur du Port autonome de Strasbourg a fait partie des personnalités consultées : on se souviendra de lui deux mois plus tard. Mais Tixier n'est pas le seul à réunir « des personnalités alsaciennes ». La Section alsacienne du 5^e bureau de l'Etat-Major du général de Lattre en fait autant et le chef de la 1^{ère} Armée développe une véritable « politique alsacienne ». Il crée la Brigade Alsace-Lorraine à la fin août, constitue une section alsacienne (avec Scheer, Metz, Jesel, Maurer, Bernard Metz) fait appel à Frey, Maechling, Altorffer ainsi qu'à Robert Schuman dès le 20 septembre, et organise le retour de M^{re} Ruch sur l'Alsace. Tixier finira par s'irriter de cette activité et demande le 20 novembre 1944 au général de Gaulle de rappeler au général de Lattre que les nominations de fonctionnaires relèvent du ministère de l'Intérieur. AN, 3 AG 1/329, Tixier au général de Gaulle.

ministère de l'Intérieur d'une direction générale de l'Alsace et de la Lorraine, alors que les autres protestent vivement contre une telle éventualité, car la création d'une telle direction à Paris leur apparaît comme une manifestation d'un esprit centralisateur qui ne tiendrait pas compte des conditions particulières de l'Alsace. Ces derniers demandent que chaque ministère intervienne directement dans son domaine pour les questions alsaciennes, sans passer par le ministère de l'Intérieur. Je désire recevoir de vous une note substantielle traitant à fond ce problème de l'organisme centralisateur, soit à Paris, soit en Alsace²⁰⁵.

Episode humoristique dans ce tourbillon : Valot lui-même était venu au ministère et réclamait sa réintégration en qualité de Directeur général des Services d'Alsace-Lorraine, puisque la loi du 24 juillet 1925 était toujours en vigueur. « Cette réintégration est-elle un droit ; cette direction existe-t-elle toujours légalement ou a-t-elle été supprimée ? » demande Tixier à Laffon au début d'octobre²⁰⁶. En fait, l'abrogation de la loi de 1925 sera la réforme la plus profonde du statut alsacien et lorrain effectuée par le GPRF. Pour ce faire, il faut recourir à un tour de passe-passe, un peu paradoxal, et se référer à Vichy.

L'ordonnance du 23 octobre 1944

L'exposé des motifs de l'ordonnance du 23 octobre 1944 rappelle l'organisation mise en place par la loi du 24 juillet 1925, et constate que la Direction général des Services a été supprimée par Vichy et ne se justifie plus. Dans ces conditions, le service central d'Alsace et de Lorraine rattaché au ministère de l'Intérieur n'est plus qu'un « organisme de coordination et d'étude ainsi que de liaison avec les différents ministères ». Les autres services sont rattachés à leurs ministères respectifs : l'Instruction publique à l'Education nationale, les cultes et le statut local au ministère de l'Intérieur, les assurances sociales au ministère du Travail et de la Sécurité sociale. Le refus de rétablir une Direction qui existait légalement au 16 juin 1940 et la répartition des affaires d'Alsace-Lorraine entre chacun des ministères compétents constituait un choix politique clair.

Un « commissaire général de fait » : Geoffroy de Courcel

Cette ordonnance paraît au *Journal Officiel* du 24 octobre. Tixier élargit la mission de Geoffroy de Courcel, chargé également « de la coordination à Paris des activités des divers départements ministériels pour les questions relatives à l'Alsace et à la Lorraine. Cette organisation toute provisoire fera l'objet d'une nouvelle décision lorsque l'Alsace et la

205. F/1a/3299, Tixier à Laffon, le 25 septembre 1944.

206. AN, F/1a/3299, « M. Paul Valot avait été relevé de ses fonctions en 1941 semble avoir été nettement résistant, ce qui ne me surprend pas étant donné son attitude constante avant 1940 », répond Laffon dans une note à Tixier du 11 octobre.

Lorraine seront libérées »²⁰⁷. En fait, avec Courcel, qui installe ses bureaux au 64 rue Monceau, siège du service d'Alsace et de Lorraine, Tixier se dote d'un homme actif, énergique, efficace, à qui ses fonctions antérieures auprès du général de Gaulle confère un poids politique certain. Courcel est en liaison permanente avec le cabinet du général et son directeur, Palewski, très fréquemment sollicité, et qui suit les affaires alsaciennes et lorraines de près. Bref, Courcel allait être jusqu'en mars 1945 une sorte de Commissaire général d'Alsace et de Lorraine, sans que l'autorité du ministre de l'Intérieur ne cesse de s'exercer.

La libération de Strasbourg et de Mulhouse

Le 22 novembre, juste à temps, étaient pris les décrets nommant Blondel et Fonlupt, commissaire régional et préfet du Haut-Rhin. Blondel avait pour directeur de cabinet Alfred Coste-Floret. Avaient été nommés aussi un secrétaire général aux affaires économiques, M. Faure ancien intendant économique à Rennes²⁰⁸. Nommé également un « préfet de police » : Paul Leitschneider (colonel Carré) doit assurer l'ordre et la sécurité, avec des effectifs notoirement insuffisants²⁰⁹.

Le lendemain, Leclerc libérait Strasbourg. Naegelen n'avait pas été nommé préfet du Bas-Rhin, mais il était député à l'Assemblée consultative provisoire et vice-président de sa commission d'Alsace et Lorraine. Il recommande pour la préfecture du Bas-Rhin, un « technicien » : Gaston Haelling, directeur du port autonome de Strasbourg jusqu'en 1938 :

A 18 heures, relate Haelling, Jean Morin, directeur du personnel au Ministère de l'Intérieur se présente chez lui et lui communique sa nomination de préfet du Bas-Rhin. Ils se rendent place Beauvau, où Haelling commence par refuser puis demande 12 heures de réflexion. Arrivé chez lui, Laffon lui communique téléphoniquement la signature de son décret de nomination par le général de Gaulle²¹⁰.

Il ne lui reste plus qu'à prendre le chemin de la ville libérée.

207. AN, F/1a/3299, Arrêtés du Ministre de l'Intérieur, 5/10/1944 et 18/10/1944, 4 autres commissaires en mission ont été nommés avec des missions d'inspection et de coordination, FOULON (Charles-Louis), *Op.cit.*, p. 239.

208. Sur rapport favorable du Commissaire de la République à Rennes, Legorgeux. Le CDL de l'Ile-et-Vilaine avait demandé sa révocation, mais après enquête, Mendès France avait maintenu cette nomination.

209. Paul Leitschneider, originaire de Thionville, officier au SR de Vichy et au réseau Kléber. Gagne Londres en novembre 1942. Parachuté en France, délégué militaire du général de Gaulle dans la région de Montpellier, puis de Toulouse, enfin de Lyon, sous le nom de colonel Carré. Joue un rôle important dans la libération de Lyon. Assure les fonctions de secrétaire général de la police à Strasbourg de novembre 1944 à janvier 1946. (<http://www.ordredelaliberation.fr>).

210. HALLING (Gaston), *Une préfecture désannexée*, Strasbourg, 1954.

Les conflits avec les FFIA

A Strasbourg, tout comme à Mulhouse, le retour de l'administration civile française se heurte aux comités de FFI. A Strasbourg, la mairie est occupée par l'avocat Damm, de l'état-major du commandant François, chef du bataillon FFI du Bas-Rhin. Leclerc lui intime l'ordre de céder la place à Federlin, délégué par le maire Frey, en route pour Strasbourg. Mais François se plaint à Blondel :

A mon sens il est absolument inadmissible que des services de Paris délèguent en Alsace et en particulier à Strasbourg, des fonctionnaires avec ordre de mission d'occuper des postes de commande dans l'administration, l'industrie et le commerce. Le FFI d'Alsace avaient déjà du temps de l'occupation organisé tous ces services et le fait que des chargés de mission venant de l'intérieur de la France et qui malheureusement ne connaissent souvent pas la situation de notre province ne donne lieu qu'à des difficultés²¹¹.

Et il exige qu'on n'envoie à Strasbourg que des fonctionnaires qui seraient demandés par lui. Car conclut-il, « il serait injuste d'occuper des fonctions qui reviennent de droit aux FFI ». Très diplomatiquement, Blondel lui répond que :

L'arrivée des fonctionnaires est la conséquence du retour de l'Alsace à la France et du rétablissement de la légalité républicaine dans les deux départements placés désormais sous la pleine et souveraine autorité du gouvernement provisoire et de son chef, le général de Gaulle, qui ajoute à cette qualité, celle de chef de tous les résistants de France, parmi lesquels les FFI d'Alsace occupent une place de choix. [II] tient à une étroite collaboration entre les chefs responsables et régulièrement nommés des divers services publics et les Alsaciens résistants restés dans les deux départements sous l'occupation allemande. En effet cette collaboration est indispensable pour assurer l'application dans le plus bref délai de la législation française et pour tenir compte dans cette application de la situation locale....

Même conflit à Mulhouse où le commandant du bataillon FFI du Haut-Rhin, Daniel (Paul Winter) refuse de reconnaître l'autorité du préfet, Fonlupt, étant donné ses antécédents politiques, revendique le droit de nommer les fonctionnaires et la municipalité provisoire de Mulhouse ; il exige en outre un taux de conversion du mark à 20 francs. Une intervention du général de Lattre est nécessaire pour que tout rentre

211. AN, F/1a/3299, Commandant François au Commissaire de la République, Blondel 10/12/1944. Et réponse de Blondel, communiquées au Ministère de l'Intérieur.

dans l'ordre : le maire Wicky reprend sa mairie et Winter est chargé de préparer un CDL²¹².

La nouvelle Assemblée consultative et sa commission d'Alsace et Lorraine

Le 11 octobre 1944, une ordonnance prescrit un élargissement de l'Assemblée consultative provisoire à 248 membres. Le collège des parlementaires était porté à 60 sièges, à désigner à la proportionnelle des groupes parlementaires de la Chambre de 1940, par une commission de vingt membres.

Voilà qui repose la question de la représentation de l'Alsace et de la Lorraine. Courcel s'était préoccupé de la question, en déplorant le nombre très restreint de personnalités représentatives entre lesquelles choisir.

Il signale à Tixier les deux catégories de députés alsaciens et mosellans qui auraient pu prétendre à siéger : ceux qui n'avaient pas pris part au vote des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, ou ceux qui ont participé à la lutte contre l'ennemi. Parmi les premiers, il convenait de ranger les députés mosellans Wiltzer (Boulay), alors sur le Massilia, qui avait participé à la libération de son département de refuge, l'Indre, Beaudoin (député de Château-Salins) expulsé en 1941, mais ayant participé aux activités du groupe Dorgères, Peter, député PSF de Sarrebourg, (réfugié, mais membre de la Commission administrative de la Moselle) les sénateurs Jules Wolff (sénateur Union républicaine de la Moselle), absent, retiré à Brive, mais sans activité politique, Corbedaine (sénateur Union républicaine, expulsé, sans activité politique). Dans le Bas-Rhin, seuls ont été absents Jean-Jacques Urban (sénateur Union Républicaine), plus tard interné puis expulsé par les Allemands, réfugié à Lyon, et le député communiste Daul, exclu de la Chambre en 1939²¹³.

La commission des Vingt choisira Wiltzer et Jules Wolff. Le 24 novembre, après la nomination de Ramadier comme ministre du

212. AN, F/1a/3299, Pichon-Dournay capitaine ESAL à Marzolf 28/11/44, Télégramme ESAL à Guerre 29/11/44. Copie à Ministre de l'Intérieur. Télégramme demandé par Tixier au Ministre de la Guerre pour instructions au général de Lattre 1/12/1944.

AN, F/1a/3299, copie du télégramme du général de Lattre au ministre de la guerre du 4/12/1944. « Plus d'inquiétude à craindre par l'initiative du Commandant Daniel lequel accepte parfaitement un rôle consultatif où il peut être très valable ». Le CDL du Haut-Rhin est alors provisoirement composé des commandants Daniel, des capitaines Waechter, Heret (opérations militaires) Winter Georges (presse-finances), Riegel, personnel, (tous capitaines) ; MM. Clerc, Obringer, Schieber et Riebel, M^e Moser, D^r Kueny, MM. Thomann et Rey.

213. Un oubli de Courcel : le sénateur du Bas-Rhin, Sigrist, qui comme Urban avait été absent le 10 juillet, mais était resté en Alsace. Ce qui lui vaudra d'être élu président du nouveau PRP alsacien en février 1945. Peine perdue, les « Vingt » ne disposent plus de siège vacant et ne le nommeront pas à l'ACP.

ravitaillement et sa démission, les Vingt feront appel pour le remplacer à Jean-Jacques Urban. Mais Courcel a conseillé aussi l'examen du cas de députés qui bien qu'ayant voté les pleins pouvoirs pouvaient être considérés comme « ayant participé à la lutte contre l'envahisseur et l'usurpateur ». A ses yeux, un seul député remplissait véritablement cette condition : Robert Schuman. L'on pouvait également considérer que Michel Walter, qui n'avait jamais eu de rapports avec Vichy, ou Meck qui s'était dépensé en faveur des réfugiés entrain dans cette catégorie. Il fallait signaler ces cas aux Comités directeurs de leurs partis. Mais il était alors trop tard pour cette démarche, regrette Tixier²¹⁴. Les Comités directeurs habilités avaient déjà désigné deux députés au titre de la représentation de l'Alsace : la SFIO désigne Marcel-Edmond Naegelen, la Fédération républicaine désigne Oberkirch. Mais ayant voté les pleins pouvoirs et n'ayant pas pris part à la Résistance, Oberkirch est invalidé par la commission de vérification des pouvoirs avant l'installation de l'Assemblée et préfère se retirer²¹⁵.

La commission d'Alsace et Lorraine

Le 10 novembre, au cours de la première séance plénière de l'Assemblée, consacrée au règlement intérieur, deux projets de résolution, l'une de René Capitant, l'autre d'André Wiltzer²¹⁶ demandent la création d'une Commission d'Alsace et de Lorraine. Le président de la Commission du règlement, le député radical-socialiste Gaston Manent (Hautes-Pyrénées) – l'un des quatre-vingt – s'y oppose :

Je suis de ceux qui pensent que l'on n'a pas assez fait après 1919 pour intégrer l'Alsace-Lorraine à la France. Nous devons en finir avec ces méthodes. C'est à la commission de l'intérieur que nous devons confier le soin d'étudier toutes les questions concernant l'Alsace et la Lorraine. Je vous demande donc de ne pas créer une commission d'A et L. qui pourrait donner à penser que ces provinces ne sont pas complètement intégrées à la nation française.

214. AN, F/1a/3300, Courcel à Tixier, le 13 octobre 1944.

215. AN, C 15 248, Assemblée consultative provisoire. Conférence des Présidents du 13 novembre 1944. Le MRP est alors en voie de constitution. Le 20 novembre, a lieu une réunion entre PDP (Paul Simon, Champetier de Ribes et Fonlupt-Esperaber), Jeune République (Maurice Lacroix, Maurice Schumann, Guy Menand, Pierre Moreau, Pierre Tricard, Graverot et J. Bauché, et MRP (André Colin) qui doit préparer un congrès de fondation du MRP, le 25 novembre 1944.

216. Cosignée par Gaston Tessier (CNR-CFTC), Jules Catoire (CFTC), Maurice Guérin (CFTC), André Paillieux (CFTC), Marcel Poimboeuf (CNR - CFTC), Paul Verneyrhas (Libération Nord), Paul Bacon (Démocrate Populaire), Auguste Champetier de Ribes (Démocrate Populaire), André Colin (CNR Démocrate Chrétien), Jean Dordain (OCM), Pierre Gauthier (Forces Unies de la Jeunesse patriotique), Alphonse Juge (Démocrate Populaire) Robert Lecourt (Résistance), Robert Prigent (OCM), Maurice Schumann (France Combattante), Paul Simon (Démocrate Populaire), Pierre Trémintin (Démocrate populaire), Jules Wolff (parlementaire).

Cependant, (Naegelen) SFIO et le Cogniot (PCF) s'associent au vœu de Wiltzer (PDP) :

M. Naegelen ... Il faut réaliser l'unité de la législation ... Mais la complexité des problèmes à résoudre en vue d'une assimilation totale est telle qu'elle impose la création d'une commission spéciale dans l'esprit même qui a présidé à celle des Commissariats de la République à Strasbourg et à Metz. La commission dans ma pensée doit aboutir à l'unité de la législation et de l'assimilation totale... Mais les avantages dont bénéficient les assurés sociaux d'Alsace et de Lorraine doivent être étendus aux ouvriers et employés de toute la France.

Le rapporteur de la commission du règlement, Jules Moch, a beau rappeler que la commission s'oppose à l'unanimité à cette proposition : l'amendement Wiltzer est adopté²¹⁷. Le 21 novembre, l'Assemblée consultative provisoire constitue sa commission d'Alsace et de Lorraine.

Elle est composée de Paul Anxionnaz (Rad-Soc.), Florimond Bonte (PCF), M^{me} Delaunay (Franc-Tireur), René Fallas (Lorraine) Georges Izard (Organisation civile et militaire), Alphonse Juge (Démocrate populaire), Maurice Kriegel (Libération-Sud), Charles Laurent (CNR), Jean-Jacques Mayoux (Ceux de la Résistance), Marcel-Edmond Naegelen (SFIO), Francis Perrin (Comité Français à l'Etranger - USA), Maurice Schumann (France Combattante), Schwob (Union des Cadres Industriels français), Paul Simon (Démocrate Populaire), Gaston Tessier (CNR-CFTC), Maurice Thorez (PCF), Robert Verdier (SFIO), Paul Verneyras (Libération-Nord), Pierre Villon (CNR-PCF), Alexis Wiltzer (Union républicaine), Jules Wolff (Union républicaine).

Le même jour, elle désigne son bureau. La désignation du président donne une indication sur les forces en présence. Est élu président Gaston Tessier (10 voix). Ont obtenu : Naegelen 8 voix et Wiltzer 1 voix. Deux vice-présidents : Naegelen (18 voix) et Alexis Wiltzer (12 voix). Enfin, Florimond Bonte et Jules Wolff sont élus secrétaires²¹⁸. La Commission d'Alsace et de Lorraine jouera un rôle certain dans la détermination de la politique alsacienne du gouvernement. Certes, la représentation de l'Alsace et de la Lorraine y est fort réduite. Mais son président, Gaston Tessier (membre du CNR) secrétaire général de la CFTC et membre du comité directeur du MRP (et de celui de l'UDSR), y sera désormais le porte parole des UPR alsaciens et de la CFTC alsacienne, reconstituée par Henri Meck à compter du 10 décembre 1944 à Strasbourg, et ce jusqu'au jour de juillet 1945, où le PRP alsacien adhèrera au MRP, en un congrès que préside Gaston Tessier.

217. AN, C 15273, séance du 10 novembre 1944. Commission d'Alsace et de Lorraine.

218. AN, C 15274, ACP Commission d'Alsace et de Lorraine séance du 21 novembre 1944.

Le contrôle parlementaire

Tout comme le CFLN, le GPRF attache une grande importance au contrôle parlementaire exercé par l'ACP. Tixier se prépare donc à « expliquer sa politique concernant l'Alsace et la Lorraine » devant cette commission ²¹⁹. Le gouvernement s'attache, avant même le retour de l'Alsace à la France, à ne pas brusquer l'opinion alsacienne, dont il est bien forcé de reconnaître qu'elle ne sait pas grand chose de précis. Ainsi, lorsque Charles Laurent (CNR - Libération-Nord), président de la commission des Finances, dépose un amendement symbolique au budget des cultes de l'Alsace et Lorraine soumis à l'ACP, réduisant le budget de 1000 francs, « afin d'exprimer son opposition de principe au régime concordataire », le gouvernement le prie de ne pas s'exprimer sur la question ²²⁰. La commission auditionne le 5 décembre 1944 ses membres envoyés dans les départements libérés. Fallas, Wiltzer, Maurice Schumann reviennent de Metz, de Mulhouse et de Strasbourg. Wiltzer ne cache pas qu'à Metz, encore dans ligne du front, tout le monde vit encore dans les caves, sans eau ni électricité. Il évoque le *Te Deum* à la cathédrale, et l'ovation faite au général Giraud, qui y a exercé le dernier grand commandement d'avant-guerre.

Fallas (Lorraine) décrit Mulhouse :

Dans la joie de la Libération, avec ses Alsaciennes en costume, et ses drapeaux tricolores aux fenêtres. En ce qui concerne le statut scolaire, les membres du CDL (plutôt de l'aile droite) restent profondément partisans du statut autonome alsacien et de l'école confessionnelle. Ils demandent que le curé soit maintenu à l'école et ils acceptent que le catéchisme soit enseigné en français. On invoque à l'appui de ce vœu, le fait que la propagande hitlérienne antireligieuse a entraîné l'abaissement de la moralité.

Maurice Schumann prend un ton épique pour son rapport, mais avance déjà des solutions politiques :

Je reviens de Strasbourg. J'ai trouvé une population admirable. ... L'avance de la colonne Leclerc qui a libéré Strasbourg a été foudroyante, miraculeuse, au point que les habitants en étaient étonnés et restés défiants. La conclusion de mon voyage, c'est qu'il existe en Alsace un grand désir d'assimilation aux lois françaises de l'intérieur, mais une certaine crainte d'assimilation aux lois parues entre 1918 et 1939 pour la question scolaire, celle des assurances sociales et le statut municipal. On estime que le statut alsacien est supérieur pour ces réglementations. Le désir de tous les partis alsaciens (UPR, démocrates, socialistes...) est de faire adopter en France ce qu'il y a de bien dans le statut alsacien et d'unifier ainsi notre législation. Une tendance alsacienne est

219. AN, F/1a/3300, Alsace et Lorraine, rétablissement de la légalité républicaine. A. Tixier à Laffon 16 novembre 1944.

220. AN, 3/AG/40, Copie d'une note de Courcel au Ministre de l'Intérieur du 16 novembre 1944.

également de se méfier des personnes imposées de l'extérieur qui ne sont pas restées pour faire de la résistance en Alsace. J'ai été témoin d'incidents à ce sujet ... En ce qui concerne le problème scolaire, je pense que l'enseignement religieux donné par des prêtres, dans les écoles laïques, suivant le procédé employés dans l'enseignement secondaire, donnerait satisfaction à tous les Alsaciens²²¹.

Les « bergers » de l'opinion alsacienne

Le 8 décembre 1944, Tixier fait à la commission sa communication sur la politique du gouvernement en Alsace et en Lorraine. A présent que le territoire des départements alsaciens commence à être libérés, il convient de s'expliquer sur l'organisation des pouvoirs publics. La note qu'il a demandée à Marzolf traite des interlocuteurs de l'administration. Faut-il étendre à l'Alsace et à la Lorraine des Comités départementaux de Libération (composés à l'image du CNR) ? Les CDL sont indispensables pour assister les préfets, donner leur avis sur la reconstitution des municipalités, la constitution des cours de justice chargés de l'épuration, la constitution de comités régionaux de presse et le comité de confiscation des profits illicites. Second problème : pour la reconstitution des municipalités, quelle attitude prendre envers les maires parlementaires déchus pour leur vote du 10 juillet 1940 ?

Marzolf a conseillé l'extension à l'Alsace des CDL, pour ne paraître suspecter la résistance des Alsaciens et des Lorrains et éviter de confier le règlement de tous les problèmes aux représentants du pouvoir central, venus pour la plupart de l'Intérieur, sans « consultation des patriotes sur place ». Il préconise aussi une mesure spéciale pour relever les parlementaires « en tenant compte de l'attitude généralement patriotique qu'ils ont observée et notamment de la signature par la plupart d'entre eux de la protestation contre la mobilisation dans la Wehrmacht²²².

Auditionné par la commission, Tixier assure :

La question alsacienne est notre plus grave souci immédiat... L'Alsace-Lorraine m'a occupé autant que le reste de la France ». L'organisation des pouvoirs publics d'Alsace et de Lorraine qui a été mise en place « s'inspire de la volonté de « réaliser l'unité de législation ».

Par contre, la mise en marche des institutions départementales implique l'avis d'un Comité départemental de la Libération. Dans la plupart des départements, ces CDL se sont constitués avant la Libération, avec l'accord des mouvements, du CNR et des délégués du gouvernement provisoire. Il n'y a pas de CDL en Alsace et en Lorraine. Il n'y a que des Comités locaux « mais ils ne sont pas représentatifs de l'ensemble de

221. AN, C 15274, ACP, Commission d'Alsace et de Lorraine le 5 décembre 1944.

222. AN, F/1a/3300, Service d'Alsace Lorraine à Tixier. 20 novembre 1944.

la population résistante²²³ ». Or « la législation de la libération suppose l'existence du CDL dans chaque département ». Ainsi, comme le ministre ne souhaite pas de « mesure particulière pour l'Alsace et la Lorraine, les préfets ont eu pour instructions de provoquer leur constitution... mais avec des éléments suffisamment représentatifs ». Second problème que doit résoudre le ministre : la reconstitution des municipalités. L'ordonnance d'avril 1944 prévoit que les maires de 1940 doivent être rétablis s'ils n'ont pas démérité. Particulièrement délicate la situation des parlementaires alsaciens, ayant voté oui le 10 juillet, expulsés par les Allemands et ayant fait partie des Commissions administratives de leurs départements repliés à Périgueux, Montauban, ou Agen et qui sont frappés de déchéance. Un grand nombre d'entre eux sont également maires... Et le ministre de se demander :

Nous sommes placés devant cette situation, à savoir qu'un député qui a voté pour, a dans sa circonscription la confiance massive de la population. Allons nous continuer de dire non contre cette population alsacienne et maintenir qu'il est déchu?

D'autant plus que deux parlementaires ont déjà rejoint par leurs propres moyens leurs circonscriptions et leurs mairies²²⁴. Et Tixier d'annoncer que « les cas des élus seront soumis aux Comités départementaux de Libération, et on lui rapporte qu'ils accepteront de les relever de leur déchéance ».

Revenu d'URSS le 27 novembre 1944 et député à l'ACP, Maurice Thorez rejette les conclusions du ministre sur les deux points. C'est au CNR de nommer les CDL, non pas aux préfets :

Les parlementaires ont voté à Vichy pour Pétain et pour Laval. Est-ce un crime? C'est un crime! ... C'est un crime de chaque côté des Vosges... C'est une tâche à accomplir que de montrer à ces populations que la responsabilité des souffrances et des misères qu'elles ont subies pendant quatre ans incombe à ces parlementaires. Il faut être d'autant plus sévère qu'ils étaient parlementaires et d'abord des agents de Hitler ». ... « Chaque parti connaissant ses hommes, chaque mouvement connaissant ses militants, le CNR devrait être appelé à organiser ces comités [les CDL], qui à leur tour réorganiseraient les municipalités. Quant aux élus, c'est un devoir pour le gouvernement, pour le CNR d'être très clairs,

223. AN, /1a/3299, le 30 novembre 1944. Haelling à Tixier. Le 5 décembre 1944. Blondel à Tixier. Des FFI venus des Vosges du groupe Erckmann-Chatrian, commandés par Jean de Mullenheim, ont constitué un CDL, suscitant la colère des FFI strasbourgeois, et Haelling a donné pour instructions de constituer un CDL commun.

224. A la date de l'audition du ministre, Frey, Walter, Naegelen et Maechling sont réinstallés à Strasbourg et Meck à Molsheim. Ils ont tous des ordres de mission officiels.

en particulier en Alsace et en Lorraine. Il ne faut pas la moindre équivoque. Nous devons nous montrer attentifs à l'égard des mauvais bergers²²⁵.

Florimond Bonte (PCF) Noguères (SFIO) et Charles Laurent (CNR-CGT) interviennent dans le même sens. Simon et Juge (Démocrates populaires) plaident pour les députés alsaciens et lorrains :

On ne peut pas assimiler absolument les députés alsaciens et lorrains qui ont voté pour [les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain] et qui en France ont été obligés de vivre dans des conditions pénibles, souvent recherchés par la Gestapo et la milice ... et les autres députés qui dans leurs circonscriptions menaient une existence normale. Par ailleurs, il faudrait aussi se préoccuper de la situation en Alsace même, pays où il faudra une grande œuvre de construction et de pacification des esprits... ».

Tixier assure que les CDL ne sont pas nommés par les préfets et adjure les membres de la Commission de ne pas divulguer les questions débattues à la Commission. Une délégation de l'ACP doit se rendre prochainement en Alsace et en Lorraine²²⁶. La prudence des formulations du ministre ne dissimule cependant pas que sa position sur le relèvement des déchéances des députés et maires avait déjà été arrêtée. Arrivé le 28 novembre, le préfet Haelling a déjà réinstallé à la mairie de Strasbourg, le maire Frey²²⁷, et il a proposé au ministre la réinstallation automatique de ses adjoints, Maechling, Walter et Naegelen. Haelling affirme que :

« Les éléments de la Résistance » lui ont assuré que le jour où le CDL serait installé, il proposerait la réinstallation, de telle sorte que le CDL sera conduit à se rallier à une mesure qu'il approuve, au lieu de « réhabiliter une personnalité jouissant comme précédemment d'une grande influence dans le département ».

Préfet prévenant, qui voulait faciliter la tâche des futurs CDL, en les mettant devant le fait accompli. Ainsi, les deux anciens députés UPR, Walter et Meck²²⁸ ont été relevés dès le 30 novembre 1944²²⁹.

Le Haut-Rhin présentait un cas particulier. Les maires de ses deux grandes villes n'étaient pas parlementaires et l'UPR haut-rhinoise dominée par Rossé s'était compromise dans la collaboration : Fonlupt ne suivra pas l'exemple de son collègue bas-rhinois. Les députés haut-rhinois réfugiés en France devront se soumettre à la procédure du jury d'honneur de

225. Ainsi, le mot d'ordre « A la porte les mauvais bergers » lancé par *l'Humanité d'Alsace et de Lorraine*, le 25 avril 1945, dans un article de Robert Paumier, délégué en Alsace et Lorraine du Comité central du PCF – qui vise alors prioritairement Michel Walter – avait été formulé dès décembre 1944 par le secrétaire général du Parti communiste revenu d'URSS.

226. AN, C 15274, ACP Commission d'Alsace et de Lorraine, 8 décembre 1944.

227. AN, F/1a/3299, Le 30 novembre 1944, Haelling à Tixier.

228. F/1a/3299, Blondel à Tixier. Joint les deux arrêtés du 30 novembre 1944 de Haelling relevant Walter et Meck de leur déchéance.

229. AN, F/1a/3299, Blondel à Tixier, le 5 décembre 1944.

l'ordonnance d'avril 1945. Wicky était revenu sur Mulhouse, et Richard attendait la libération de Colmar à Montbéliard. Courcel prépare le retour dans leurs préfectures des personnels des préfectures repliées à Périgueux, Agen et Montauban²³⁰.

L'Equipe Spéciale d'Alsace et de Lorraine

En fin de compte, l'une des propositions du Service d'Alsace et de Lorraine d'Alger qui allait s'avérer la plus utile, est celle de la création d'un corps spécial d'officiers de liaison, l'Equipe Spéciale d'Alsace et de Lorraine ou ESAL. Le 2 octobre 1943, avait été créée la Mission militaire de Liaison administrative (MMLA). Les officiers de ce corps constituent des :

missions placées par celui-ci auprès des commandants français ou alliés des grandes unités opérant ou stationnées sur le territoire métropolitain afin a) de faciliter à ces commandants des grandes unités toutes relations avec les autorités civiles françaises b) de veiller selon les instructions de l'autorité centrale à la remise en place de l'appareil administratif français et à la solution de tous les problèmes intéressant la population civile qui se poseront lors du débarquement et au fur et à mesure de la progression des troupes²³¹.

Parmi les officiers de cette Mission, le capitaine Mangeon (pseudo de Schumacher) qui du fait de sa parfaite connaissance de l'anglais et de l'armée britannique²³² devient instructeur en chef de l'école de perfectionnement des officiers de liaison de la MMLA à Camberley de novembre 1943 à février 1944, avant d'être transféré à Alger le 1^{er} mars 1944, comme chef de service au service d'Alsace et de Lorraine et « créateur, organisateur, recruteur et instructeur en chef de l'ESAL »²³³. Le 14 mars 1944, Jacques d'Alsace renouvelle la demande de création d'une équipe spéciale d'Alsace et de Lorraine.

Pour le cas où [l'installation de l'administration française] ... devrait être retardée par suite des événements de guerre, nous avons suggéré la constitution

230. AN, F/1a/3300, Courcel à Tixier, le 5 décembre 1944.

231. SHAT 8 P 17. MMLA-ESAL.

232. Né en 1899, Henri Schumacher avait été mobilisé dans l'armée allemande. Fait prisonnier par les Anglais en 1917, il avait été aussitôt recruté par eux comme interprète et agent de renseignements de 1917 à 1920. Après la défaite de 1940, il sert brièvement au commissariat général aux Sports, puis au Service des Expulsés de Kalb, puis passe en Angleterre par l'Espagne (juin 1943). Sous le nom de capitaine Mangeon, il est alors affecté à l'antenne londonienne du Service d'Alsace-Lorraine et au BCRA-M, puis à la MMLA et est chargé de la constitution de l'ESAL. BARRAL (Pierre), *Henri Schumacher (1899-1968) un combattant sous trois uniformes*, dossier privé, multigraphié, 1997.

233. AP. Mangeon-Schumacher, Etat de services du commandant Henri Mangeon-Schumacher.

d'une équipe spécialisée d'officiers de liaison administrative, tous originaires des trois départements, connaissant ses institutions, parlant l'allemand, le patois et si possible l'anglais et dont la mission spéciale consistera à assurer le premier contact entre les armées alliées, les autorités locales et les populations. En créant cette équipe... nous avons pensé qu'il était nécessaire d'éviter dès la Libération des erreurs qui pourraient être involontairement commises et dont les conséquences pourraient être graves. En pénétrant dans nos deux provinces, les Britanniques et les Américains... se trouveront dans une région en apparence germanisée et d'une population... qui ne parle que le patois. Cette situation particulière pourrait éveiller en eux le sentiment d'être en pays allemand »²³⁴.

Le général de Gaulle avalise la création de cette équipe, rattachée à la MMLA et donc à la Défense nationale, car Jacques d'Alsace n'obtient pas qu'elle soit placée sous la direction du Service d'Alsace et Lorraine, pas plus qu'il n'obtient d'en assurer le commandement. Jacques d'Alsace a pratiquement le même âge que Mangeon, mais il a un handicap majeur, qui est suffisant pour qu'il ne puisse être pris en considération : il ne sait pas un mot d'anglais²³⁵. Or, si cela n'est pas une condition indispensable pour l'officier ESAL en opérations, qui assure la liaison avec l'officier MMLA anglophone placé auprès des QG alliés, c'est indispensable pour le chef de l'ESAL qui ne peut manquer d'avoir des contacts avec les officiers des grandes unités américaines (ou anglaises).

Pour faire partie de l'ESAL, il faut savoir l'allemand et l'alsacien (appelé « le patois »). Une note passe dans les unités de l'armée française, aux fins de recruter des officiers originaires de la Moselle ou de l'Alsace. Elle comprendra 27 officiers. Elle est regroupée à Alger le 12 septembre 1944 et est transférée par avion au Bourget le 13 septembre. A Paris, elle est mise en liaison avec la MMLA, puis avec le Service d'Alsace et Lorraine, et les 21 et 22 septembre avec les nouveaux commissaires de la République, Blondel et son directeur de cabinet Alfred Coste-Floret pour Strasbourg, Geoffroy de Courcel (liaison) et Reboursset (Moselle), et Fonlupt-Esperaber (Haut-Rhin)²³⁶. L'ESAL est alors répartie en groupements, l'un pour la Moselle (Flécher, Flocard, Reitter, Christ, Asion, Thill), l'autre pour l'Alsace.

Mais tous doivent attendre le 3 octobre pour pouvoir prendre leur essence dans un dépôt américain. Le groupe Moselle peut alors rejoindre Etain où se trouve Reboursset. Au début de novembre, l'état-major de l'armée américaine (SHAEF) s'alarme : quel est donc le rôle de ces officiers ? « Le GPRF a-t-il l'intention d'administrer l'Alsace comme un « gouvernement

234. AN, 3 AG 1/267, Note de Jacques d'Alsace au général de Gaulle le 29/05/1944 (résumant ses demandes précédentes).

235. Communication de M. Serge Kalb, entretien du 18 novembre 2008.

236. AP. Mangeon- Schumacher, Journal de marche de l'ESAL.

militaire? ». L'ESAL introduit-elle une « Amgot » française²³⁷? Le colonel Rotival, chef de la MMLA précise :

l'ESAL constitue une branche de la MMLA mais est formée d'officiers « statiques » qui restent sur leurs postes quand ils l'ont rejoint. Ils assurent leur liaison avec les échelons américains par l'intermédiaire des officiers MMLA attachés aux QG des unités américaines à partir de la division. Quant à l'Alsace, elle comprend deux départements français du Haut et Bas-Rhin, qui auront un préfet et un certain nombre de sous-préfets. Ces deux départements seront groupés en une région dite d'Alsace et les fonctionnaires [civils] devant prendre les places administratives sont déjà choisis par le gouvernement et prêts à prendre leur poste²³⁸.

Voilà qui semble satisfaire le SHAEF qui refuse cependant une liaison directe avec l'ESAL et son chef, et réclame communication préalable et nominative de tous les fonctionnaires français appelés à rejoindre les départements libérés²³⁹.

Pourtant, le 14 novembre, à Vittel, le G5 du 6^e Groupe d'armées commandé par le général Devers, réclame une nouvelle clarification. Il acceptera la mise en place d'officiers de l'ESAL dans la zone de la VII^e armée (Patch), à condition que l'ESAL procède de même dans la zone de la I^{ère} armée française (de Lattre). Ce qui était de toutes façons prévu²⁴⁰. Mangeon avait déjà pris un premier contact avec le 5^e bureau de l'état-major de la 1^{ère} armée (Colonel Brissaud-Desmillets avec Frédéric Scheer comme chef de la section Alsace).

Jacques d'Alsace, enfin en Alsace : « détaché spécial » à l'ESAL

Depuis le 13 septembre 1944, Jacques d'Alsace est à Paris, au Service d'Alsace et Lorraine, mais n'est plus chargé en titre du service. Il n'a pas obtenu le poste spécial de délégué du général de Gaulle en Alsace, qu'il avait réclamé au mois de juin, à Alger. Il a âprement protesté, on l'a vu, contre les nominations de hauts fonctionnaires en Alsace effectuées par la Délégation générale. En novembre, au moment où les armées reprennent l'offensive, il n'y tient plus et écrit au général de Gaulle, en lui rappelant

237. *Allied Military Government of Occupied Territories*. Cette formule d'administration militaire américaine avait été appliquée en Italie. Le gouvernement américain avait dans un premier temps souhaité l'appliquer aussi en France, provoquant les vives réactions du général de Gaulle et du CFLN.

238. SHAT 8P17 MMLA.

239. SHAT 8 P 17 MMLA, Lieutenant colonel Rotival au commandant de Panafieu, MMLA du 6^e Groupe d'Armées. Rapport sur la conférence du 18/10/1944.

240. SHAT 8 P 18, ESAL. Rapport du commandant Mangeon du 14 novembre. Texte de son allocution (en anglais) aux officiers américains. Journal de Marche de l'ESAL. AP. Schumacher.

Le 21 novembre 1945, à la caserne Lefebvre de Mulhouse, le capitaine d'Alsace et le commandant Mangeon sont faits chevaliers de la Légion d'honneur par le général de Lattre de Tassigny. (Photo *Jeune Alsace*).

la promesse faite à Alger. C'est Brouillet qui lui prépare un ordre de mission :

Le général de Gaulle... charge par les présentes, le capitaine Jacques d'Alsace, des FFC, détaché au Service d'Alsace et de Lorraine de se rendre d'urgence en Alsace pour assurer la liaison entre la population, les autorités locales et les armées franco-alliées en opérations dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Le capitaine J. d'A sera en cette qualité le représentant direct du général de Gaulle auprès des autorités civiles françaises et des armées alliées en opérations. Les autorités civiles et militaires sont priées de faciliter la mission confiée au capitaine Jacques d'Alsace.

Toujours la même imprécision dans l'énoncé de la mission.

Palewski transmet : « le général m'a dit qu'il était d'accord pour que d'Alsace parte en Alsace, sous la réserve que le ministère de l'Intérieur n'y voie pas d'inconvénient ». Et Brouillet enregistre la réponse : « M. Tixier

absolument hostile à la mission. Le gouvernement a en Alsace une mission pour le représenter. Sur le plan militaire, il ne se prononce pas²⁴¹ ».

Jacques d'Alsace part alors en Alsace comme chargé de liaison de l'ESAL. Le 24 novembre, il accompagne le commandant Mangeon à Montbéliard, QG du général de Lattre (et de son 5^e bureau). Mangeon prend contact avec le préfet Fonlupt et les FFI, installe les officiers ESAL à Mulhouse (Pichon-Dourny). Sont prévus en outre, Eberlin, Hartmann (Colmar), Noël (Guebwiller). Avec un 5^e bureau (affaires civiles) de la 1^{ère} armée comptant de nombreux experts alsaciens, au point de provoquer une protestation énergique de Tixier, le rôle de l'ESAL haut-rhinoise sera forcément moins important. Puis par les Vosges et Sarrebourg, Mangeon et Kalb rejoignent Strasbourg, où ils rencontrent les Commissaire de la République, préfet, maire et FFI et installent le chef de l'ESAL du Bas-Rhin, le commandant Altorffer²⁴² et son équipe les capitaines et lieutenants Dollfus, Zuber, Bischoff, Dissler, Haberkorn. Puis Mangeon regagne Paris, où il fait rapport à la fois à la hiérarchie militaire par le colonel Rotival (MMLA), et à la hiérarchie civile : Marzolf, Courcel. Resté à Strasbourg, Jacques d'Alsace assure une liaison entre le commissariat de la République, les officiers ESAL et les autorités militaires, qui prendra plus d'importance encore au mois de janvier avec l'installation à Strasbourg de l'état-major du général de Lattre de Tassigny. L'arrivée du commandant Marceau-Kibler, permet de mettre au point un accord entre autorités civiles, ESAL (Altorffer et Jacques d'Alsace) et FFI (Commandant François). Dans leurs postes des chefs-lieux d'arrondissement, les officiers ESAL assurent la réinstallation de l'administration française, s'efforcent d'éviter les excès, malgré l'insuffisance criante de personnel et en particulier de forces de gendarmerie et tiennent informés jour après jour tous les échelons militaires et civils. Blondel assure au commandant Mangeon le 21 décembre 1944 « que l'ESAL était indispensable, et qu'il n'aurait pu assurer ses fonctions s'il n'avait pu s'épauler sur les officiers de l'ESAL »²⁴³. Et le rôle de l'ESAL s'avérera plus indispensable encore pendant la crise de l'offensive allemande et du départ précipité mais temporaire de l'armée américaine le 3 janvier 1945.

241. AN, 3 AG 43, Jacques d'Alsace au général de Gaulle le 20/11/1944. Ordre de mission de Brouillet, réponse de Palewski le 24/11/ et marginale de Brouillet.

242. Fils du directeur des cultes, Charles Altorffer.

243. AP. Mangeon-Schumacher. Journal de marche de l'ESAL.

Conclusion

C'est sans ironie que Jacques d'Alsace pouvait remercier Adrien Tixier de l'avoir autorisé à prendre sa part dans la libération de l'Alsace, au moment où au début de février 1945, il regagne Colmar et la vie civile. Les durs combats de la Libération et la place importante prise par l'ESAL dans la réintroduction de l'administration française, avaient réhabilité de façon éclatante le porte-parole de l'Alsace résistante à la BBC disgracié au mois de septembre 1944.

Dès 1940, la France libre avait pris hautement rang pour l'avenir : l'Alsace et la Lorraine n'étaient pas abandonnées par la France, mais par Vichy. La BBC, française et britannique, l'avait répété tout au long de la guerre et dans cet alsacien que tout le monde comprenait, et que paradoxalement, la France de retour interdira dans les écoles. C'était dans la France libre et non à Vichy, comme l'avaient maintenu contre toute évidence, les chefs de la « Résistance Alsacienne » que s'était déterminée l'avenir d'une Alsace libérée.

Leur isolement était dû à leurs extrêmes parti-pris politiques. Mais il ne leur est pas propre. Les milieux réfugiés alsaciens et lorrains sont eux-mêmes isolés, et longtemps restés fort proches de Vichy. Pour se dédouanner de l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine, le Maréchal et une partie de ses services prodiguent leurs attentions aux réfugiés alsaciens et lorrains. Jacques d'Alsace avait été ainsi l'instrument de cette politique d'attentions, avant de constater qu'elle avait mené à l'impasse : Vichy n'avait même pas pu dénoncer l'incorporation de force, inévitable conséquence de l'annexion allemande de l'Alsace et la Lorraine. Il avait donc rallié le général de Gaulle et porté à Londres, à la BBC, le message de la résistance de l'Alsace et de la Lorraine, avant de diriger à Alger le service d'Alsace-Lorraine et de gérer un projet d'organisme représentatif de l'Alsace et de la Lorraine réfugiée qui échoue. Certes, ce sont les divisions des milieux alsaciens et lorrains d'Alger, reproduisant ceux de l'avant-guerre, qui avaient décrédibilisé la représentation des milieux réfugiés alsaciens et lorrains et avec elle le chef du service d'Alsace et de Lorraine. Qu'il n'y ait eu aucun représentant du suffrage universel alsacien et lorrain dans les nouveaux parlements de la France résistante, est-il dû à l'exclusive prononcée par l'ancien PSF à l'égard des parlementaires alsaciens et lorrains réfugiés ou à leur éventuel refus de rejoindre Alger malgré les invitations qui leur auraient été faites ? La recherche devrait éclaircir cette question, si cela est encore possible.

Il appartiendra donc au gouvernement provisoire installé à Paris de définir sa politique alsacienne-lorraine. Il prend cependant une mesure importante : la suppression de la Direction générale d'Alsace et de Lorraine, qui avec l'extinction progressive des pouvoirs des commissaires de la République, fait entrer l'Alsace et la Lorraine dans le cadre départemental

et redistribue les compétences entre ministres. L'importance de cette décision se vérifiera d'abord dans l'enseignement. La suppression de l'enseignement de l'allemand dans l'enseignement primaire, mesure provisoire, ne pourra plus être rapportée tant les freins des bureaucraties ministérielles s'avéreront efficaces. Il est vrai qu'elles trouvaient des relais non négligeables en Alsace.

Par ailleurs, dans cette Alsace, assommée par la défaite et l'abandon, quadrillée par l'occupant et ses collaborateurs, la résistance armée avait été presque impossible et ne s'était constituée qu'aux dernières semaines de l'occupation. Tixier insiste cependant sur l'extension à l'Alsace du réseau politique et patriotique de la Résistance que structurent les CDL et les FFI-A, et qui constituent une force pour l'avenir. Il prend place à côté des éléments de la résistance extérieure, des jeunes de la Brigade Alsace-Lorraine et des anciens de la France libre qui reviennent au foyer. Les nécessités imposeront, avant même que « la parole ne soit rendue au peuple français », comme on s'y était engagé, de réhabiliter une partie du personnel politique de l'avant-guerre, expulsés par les Allemands et réfugiés dans les départements de repli, qui n'avaient pas démérité. Ils constitueront pour l'opinion alsacienne des repères rassurants, des balises entre le passé et le futur. Et pour le gouvernement et l'administration des interlocuteurs rompus aux mœurs politiques et administratives françaises. L'opinion alsacienne s'y ralliera majoritairement dès octobre 1945. Ce sera le cas du Bas-Rhin, essentiellement, où le MRP, créé à Paris en novembre 1944 et en Alsace en juillet 1945, représente l'une des voies de la réintégration nationale de l'Alsace. Le MRP sera fortement présent dans le Haut-Rhin aussi et ses dirigeants, Fonlupt, Wasmer, Rey ont été résistants. Là encore, la politique de Tixier encourageant la constitution du MRP aura été déterminante. Mais le Haut-Rhin se reconnaîtra mieux dans les partis gaullistes, et surtout dès 1947, dans le RPF de M^{gr} Hincky et de Paul-Jacques Kalb ou Jacques d'Alsace, alliés au président de l'Association des Evadés et Incorporés de Force du Haut-Rhin, Georges Bourgeois.

Résumé

France libre et Alsace

A Londres, la France libre refuse de reconnaître la validité de l'armistice de juin 1940. Pour le général de Gaulle, comme les autres départements français, l'Alsace et la Lorraine subissent une occupation, plus rigoureuse cependant que les autres. La BBC inclut toutes les semaines dans ses émissions en direction de la France, une émission propre à l'Alsace, prononcée en alsacien toutes les trois semaines. Le général de Gaulle crée un service d'Alsace Lorraine en 1943, confié à Paul-Jacques Kalb, « Jacques d'Alsace ». Il est réorganisé en juillet 1943 à Alger. Mais la tentative de confier à un conseil de réfugiés alsaciens en Afrique du Nord, l'élaboration des règles spécifiques pour la libération de cette région annexée à l'Allemagne nazie échoue du fait des divisions politiques entre Alsaciens. Et en fin de compte, les modalités du rétablissement de la légalité républicaine en Alsace sera définie à partir de septembre 1944 par le gouvernement provisoire revenu à Paris.

Zusammenfassung

France libre und das Elsaß

In London weist „France libre“ die Anerkennung der Gültigkeit des Waffenstillstands vom Juni 1940 von sich. General de Gaulle steht auf dem Standpunkt, das Elsaß und Lothringen besetzte Gebiete, genau so wie die anderen französischen Départements sind. Der einzige Unterschied ist, ihr Régime ist härter. Die BBC verfaßt im Rahmen ihrer Sendungen für Frankreich wöchentlich eine Sonderbotschaft für das Elsaß, alle drei Wochen auf elsässisch. 1943 gründet General de Gaulle eine Abteilung Elsaß-Lothringen, deren Leitung er Paul-Jacques Kalb, „Jacques d'Alsace“ anvertraut. Sie wird im Juli 1943 in Alger reorganisiert. Der Versuch, einem Rat von Elsässern, die nach Nordafrika geflüchtet sind, eigene Richtlinien für die Befreiung dieser von den Nationalsozialisten an Deutschland angeschlossenen Gebiete ausarbeiten zu lassen, scheitert jedoch. Der Grund liegt auf die Unvereinbarkeit der politischen Einstellungen der Elsässer. Letzten Endes ist es die provisorische Regierung, die nach Paris zurückgekehrt ist, die ab 1944 festlegt, wie die republikanische Rechtsordnung im Elsaß wiederhergestellt werden soll.

Summary

Free France and Alsace

Free France in London refused to acknowledge the June 1940 armistice. For General De Gaulle, like all other French départements –though in harsher conditions– Alsace and Lorraine were occupied. In its weekly programs intended for France, the BBC added an Alsatian language edition every three weeks. General De Gaulle appointed Paul-Jacques Kalb, “Jacques d’Alsace”, as head of the Alsace Lorraine department, which was to be reorganized in July 1944 in Algiers. But, because of political dissension among Alsatians in North Africa, the council of Alsatian refugees failed to set up specific rules for the liberation of a region which had been annexed by Germany. Eventually, the restoration of the republican law was to be achieved by the provisional government, once it was back in Paris in September 1944.